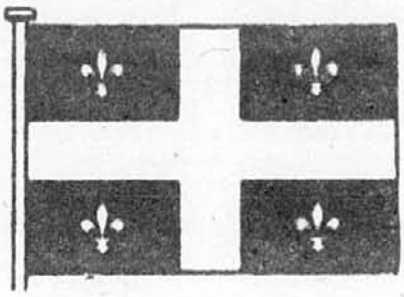
TOME 89, N° 21 1895 VOL. 89 No. 21



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 25 mai 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 25th, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimerie de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11054-57)

Airline Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Alfred Zimmerman, avocat, Max Goldman, notaire, tous deux de Montréal, Paul L. Gordon, avocat, ville de Beaurepaire et Lepha Clogg Robertson, veuve, secrétaire, de Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements pour le sport et la plage, maillots de bain et articles connexes, sous le nom de "Airline Sportswear Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

44999

Letters Patent

(A.G. 11054-57)

Airline Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Alfred Zimmerman, Advocate, Max Goldman, Notary, both of Montreal, Paul L. Gordon, Advocate, of the Town of Beaurepaire, and Lepha Clogg Robertson, Widow, Secretary, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of sportswear, beach wear, swim suits and related articles, under the name of "Airline Sportswear Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

44999-o

(P.G. 10832-57)

Alphonse Chabot & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: Alphonse Chabot, Alphonse Chabot, fils, tous deux industriels et Gérard Chabot, dessinateur, tous d'Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, maîtres de forges, fondeurs, soudeurs et ouvriers en métaux; exercer l'industrie et le commerce de minerais, métaux et produits chimiques, sous le nom de "Alphonse Chabot & Fils Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Orsainville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10815-57)

André Manzo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation: André Manzo, industriel, Henri-M. Beaulieu, entrepreneur, et Raphaël Esposito, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "André Manzo Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes de $50 chacune, 50 actions privilégiées classe "A" de $100 chacune et en 50 actions privilégiées classe "B" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10605-57)

Arthur Bayard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1957, constituant en corporation: Arthur Bayard, courtier en assurance, Jeanne Landry-Bayard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Arthur Bayard, tous deux de St-Laurent, et Ellsworth H. Nevin, secrétaire-trésorier, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurances et en immeubles, sous le nom de "Arthur Bayard Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 10832-57)

Alphonse Chabot & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1957, incorporating: Alphonse Chabot, Alphonse Chabot, son, both industrialists, and Gérard Chabot, designer, all of Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, blacksmiths, founderers, solderers, workmen in metals; to operate an industry and business dealing in minerals, chemical mtals and products, under the name of "Alphonse Chabot & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Orsainville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10815-57)

André Manzo Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, incorporating: André Manzo, industrialist, Henri M. Beaulieu, contractor, and Raphaël Esposito, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "André Manzo Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $50 each, 50 preferred class "A" shares of $100 each and into 50 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10605-57)

Arthur Bayard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1957, incorporating: Arthur Bayard, insurance broker, Jeanne Landry-Bayard, housewife, wife contractually separate as to property from the said Arthur Bayard, both of St. Laurent, and Ellsworth H. Nevin, secretary-Treasurer, of the town of Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on business as insurance and real-estate brokers, under the name of "Arthur Bayard Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10845-57)

Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean-Roberval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Émilien Reid, marchand, Gaby Boulanger, commis, secrétaire, tous deux de Ville d'Alma, et Gilles Pelletier, dentiste, de Mistassini, pour les objets suivants:

Grouper en association des personnes qui s'occupent de chasse et de pêche, en tant que sportifs, avec l'approbation de la Fédération des Associations de Chasse et Pêche de la Province de Québec; promouvoir l'idée de conservation et de préservation du gibier et de la faune et l'organisation du tourisme, sous le nom de "Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean — Roberval Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10990-57)

Astoria Garage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1957, constituant en corporation: Norbert Adler, Andrew Kornai, tous deux mécaniciens et Leo D. Lavut, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et véhicules moteurs; exploiter des garages, sous le nom de "Astoria Garage Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11098-57)

A. Théoret & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1957, constituant en corporation: Arthur Théoret, entrepreneur, de Grande-Ile, Gérald Théoret, opérateur de pelle mécanique, et Percy Théoret, technicien, tous deux de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de pierre et tous autres terrains contenant des minerais quelconques, sous le nom de "A. Théoret & Fils Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grande-Ile, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 10845-57)

Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean-Roberval Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Émilien Reid, merchant, Gaby Boulanger, clerk, secretary, both of the town of Alma, and Gilles Pelletier, dentist, of Mistassini, for the following:

To group into an association persons who occupy themselves with hunting and fishing as sportsmen, with the approval of the Federation of the Associations of Game and Fisheries of the Province of Quebec; to promote the idea of conservation and preservation of game and fauna and the organization of tourism, under the name of "Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean — Roberval Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Ville d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10990-57)

Astoria Garage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1957, incorporating: Norbert Adler, Andrew Kornai, both mechanics, and Leo D. Lavut, advocate, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and motor vehicles; to operate garages, under the name of "Astoria Garage Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11098-57)

A. Théoret & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1957, incorporating: Arthur Théoret, contractor, of Grande-Ile, Gérald Théoret, operator on mechanical shovel, and Percy Théoret, technician, both of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To operate stone quarries and all other grounds containing any kind of minerals, under the name of "A. Théoret & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Grande-Ile, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11269-57)

Baymar Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Baymar Realty Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 340 édifice du Dominion Square, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 11269-57)

Baymar Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Baymar Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 340, Dominion Square Bldg., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10853-57)

Berman & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1957, constituant en corporation: Harry Henneman, marchand, Alice Propas Henneman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Henneman, Martin Binder, gérant, Agneta Révész Binder, ménagère, épouse séparée de biens dudit Martin Binder, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Berman & Company Limited", avec un capital total de $49,900 divisé en 299 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 366 rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 10853-57)

Berman & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1957, incorporating: Harry Henneman, merchant, Alice Propas Henneman, housewife, wife separate as to property of the said Harry Henneman, Martin Binder, manager, Agneta Révész, housewife, wife separate as to property of the said Martin Binder, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Berman & Company Limited", with a total capital stock of $49,900, divided into 299 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 366, Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10795-57)

Bomar Departmental Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1957, constituant en corporation: Abe Dalfen, marchand détaillant, Nettie Tennenhaus Dalfen, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abe Dalfen, tous deux de la ville Côte St-Luc, et Sam Dalfen, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un ou plusieurs magasins à rayons; et celui de commerçants de marchandises sèches, fourreurs, drapiers et bonnetiers, sous le nom de "Bomar Departmental Stores Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3745 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10795-57)

Bomar Departmental Stores Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1957, incorporating: Abe Dalfen, retail merchant, Nettie Tennenhaus Dalfen housewife, wife separate as to property of the said Abe Dalfen, both of the town of Côte St. Luc, and Sam Dalfen, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store or stores; to carry on business as dry goods merchants, furriers, clothiers and hosiers, under the name of "Bomar Departmental Stores Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 9,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3745, Notre Dame Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11093-57)

Capitol Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1957, constituant en corporation: John Alper, Ben Gordon, tous deux marchands et Stanislas Greniuk, agent d'immeubles, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et amélioration, sous le nom de "Capitol Development Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10891-57)

Charles Roynon & Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Charles Roynon, marchand, de St-Lambert, Simon Kendall, marchand, de St-Laurent, Paul L. Gordon, avocat, de la ville de Beaurepaire, et Ellen Haggenmueller, commis, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de nouveautés et toutes sortes de spécialités concernant la réclame, sous le nom de "Charles Roynon & Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11164-57)

Charlevoix Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: Marcellin Harvey, agent d'assurances, Denis Simard, étudiant, et Angéline Bouchard, sténographe, tous trois de Baie Saint-Paul, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Charlevoix Automobiles Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Saint-Paul, comté Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11093-57)

Capitol Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1957, incorporating: John Alper, Ben Gordon, both merchants, and Stanislaw Greniuk, real estate agent, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and improvement company, under the name of "Capitol Development Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10891-57)

Charles Roynon & Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Charles Roynon, merchant, of St. Lambert, Simon Kendall, merchant, of St. Laurent, Paul L. Gordon, advocate, of the town of Beaurepaire, and Ellen Haggenmueller, clerk, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in novelties and advertising specialties of all kinds, under the name of "Charles Roynon & Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General

(A.G. 11164-57)

Charlevoix Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1957, incorporating: Marcellin Harvey, insurance agent, Denis Simard, student, and Angeline Bouchard, stenographer, all three of Baie Saint Paul, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in motor vehicles and other means of transportation; operate as garage-keepers and hardware merchants, under the name of "Charlevoix Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Baie Saint Paul, county Charlevoix, judicial district of Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11128-57)

Claire Fontaine Investments Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Claude Pratte, courtier en assurances, Taschereau Fortier, avocat, et Hermance Felteau, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Claire Fontaine Investments Corporation Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10676-57)

Comeau & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1957, constituant en corporation: Joseph-Ambroise Comeau, Jacques-Bernard Comeau, tous deux entrepreneurs, et Yolande Comeau, secrétaire, tous de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer l'industrie et le commerce d'appareils de système de chauffage, sous le nom de "Comeau & Fils Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 650 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 220, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11069-57)

Corporation de Pétrole Domestique de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1957, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, Thomas Justin McKenna, tous deux avocats, de Ville Mont Royal et Margot Mary Quinn, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huile, graisse, pétrole et autres produits d'huile et gaz naturel, sous le nom de "Corporation de Pétrole Domestique de Québec", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11128-57)

Claire Fontaine Investments Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Claude Pratte, insurance broker, Taschereau Fortier, advocate, and Hermance Felteau, secretary spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Claire Fontaine Investments Corporation Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10676-57)

Comeau & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1957, incorporating: Joseph Ambroise Comeau, Jacques Bernard Comeau, both contractors, and Yolande Comeau, secretary, all of Granby, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; carry on the trade of and deal in heating system apparatus, under the name of "Comeau & Fils Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 100 common shares of $100 each and 650 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 220 Main Street, Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11069-57)

Corporation de Pétrole Domestique de Québec

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1957, incorporating: Roy Fraser Elliott, Thomas Justin McKenna, both advocates, of the town of Mount Royal, and Margot Mary Quinn, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To deal in oil, grease, petroleum and other oil products and natural gaz, under the name of "Corporation de Pétrole Domestique de Québec", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 505, 901 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10966-57)

Corporation Sales Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1957, constituant en corporation: Yves Gallet, Charles Edward Everest, tous deux promoteurs de ventes et Frederick Wolf, ingénieur conseil, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de promoteurs de ventes et agir comme agents dans les organisations facilitant les ventes; exercer un commerce général d'imprimerie, librairie et publication, sous le nom de "Corporation Sales Development Ltd.", avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11178-57)

Dan Palangio Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1957, constituant en corporation: Dan Palangio, constructeur, David Litner, avocat, et Isidore Fogel, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrain, construction et développement; exercer le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de "Dan Palangio Enterprises Inc.", avec un capital total de "$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10715-57)

Diamond Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1957, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, avocat, MacRoss, marchand, tous deux de Montréal, et Mitchell Leiberman, marchand, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'installations, pièces; dispositifs et accessoires électriques et ceux utilisés dans le domaine de l'automobile, nouveautés, quincaillerie et meubles; exercer les affaires comme entrepreneurs et poseurs d'appareils électriques de toutes sortes, sous le

The head office of the company will be at Room 505, 901 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10966-57)

Corporation Sales Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1957, incorporating: Yves Gallet, Charles Edward Everest, both sales organizers, and Frederick Wolf, consulting engineer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as sales organizers and to act as agents in organizing sales facilities; to carry on a general printing, stationery and publications business, under the name of "Corporation Sales Development Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11178-57)

Dan Palangio Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1957, incorporating: Dan Palangio, builder, David Litner, advocate, and Isidore Fogel, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company; to carry on business as real estate agents, under the name of "Dan Palangio Enterprises Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10715-57)

Diamond Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1957, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate, MacRoss, Merchant, both of Montreal, and Mitchell Leiberman, Merchant, of St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and automotive equipment, parts, appliances and accessories, novelties, hardware and furniture; to carry on business as contractors and installers of electrical apparatus of all kinds, under the name of "Diamond Electric Inc.", with a total

nom de "Diamond Electric Inc.", avec un capital total de $50,000, civisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10793-57)

Ebud Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: René Duranleau, avocat, c.r., de la ville des Iles Laval, René Cousineau, avocat, et Juliette Mailloux, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers, agents, importateurs et exportateurs de produits d'alimentation, d'habillement, de lingerie, de toilette, d'articles de maison, de bureau, d'hôtellerie, librairie et autres produits, sous le nom de "Ebud Inc.", avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10568-57)

Édifice des Aigles Inc.
Eagle Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1957, constituant en corporation: Édouard Marcotte, contremaître, Réal Major, plâtrier et Arthur Surprenant, gérant, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Édifice des Aigles Inc.— Eagle Building Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11140-57)

Éditions Presse Libre Inc.
Free Press Publications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1957, constituant en corporation: René Bédard, avocat, de Rouyn, Lucielle Morissette, ménagère, et André Payette, journaliste, tous deux de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "Éditions Presse Libre Inc.—

capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10793-57)

Ebud Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1957, incorporating: René Duranleau, advocate, Q.C., of the Town des Iles Laval, René Cousineau, advocate, and Juliette Mailloux, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers, agents, importers and exporters of food products, clothing, lingerie, toilet, household articles, office, hotel, librarian and other products, under the name of "Ebud Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10568-57)

Édifice des Aigles Inc.
Eagle Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1957, incorporating: Édouard Marcotte, foreman, Réal Major, plasterer, and Arthur Suprenant, manager, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Édifice des Aigles Inc.— Eagle Building Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11140-57)

Éditions Presse Libre Inc.
Free Press Publications Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1957, incorporating: René Bédard, advocate, of Rouyn, Lucille Morissette, housekeeper, and André Payette, journalist, both of Noranda, for the following purposes:

To operate as printers and publicists, under the name of "Éditions Presse Libre Inc.—Free Press

Free Press Publications Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 12243-57)

Édouard Gohier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1957, constituant en corporation: Paul Poirier, Jules Léger, notaires, Jude Gratton, comptable, Françoise Dallaire, secrétaire, et Claire Chalifoux, dactylo, toutes deux célibataires majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de contrôle (holding), sous le nom de "Édouard Gohier Inc.", avec un capital total de $1,000,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 9,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11261-57)

E. Kotler Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "E. Kotler Realty Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6555 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11019-57)

Elbar Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1957, constituant en corporation: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, tous deux avocats, et Iown Lanteigne, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers et agents à commission, manufacturiers et agir comme marchands de vêtements, textiles, marchandises sèches articles vestimentaires et accessoires accessoires de ménage, nouveautés et tous articles fabriqués de métal, aluminium, verre, plastique,

Publications Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 shares of $20 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11243-57)

Édouard Gohier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1957, incorporating: Paul Poirier, Jules Léger, notaries, Jude Gratton, accountant, Françoise Dallaire, secretary, and Claire Chalifoux, typist, both spinsters of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company under the name of "Édouard Gohier Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 9,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11261-57)

E. Kotler Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "E. Kotler Realty Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6555, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11019-57)

Elbar Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1957, incorporating: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, both advocates, and Iown Lanteigne, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as commission brokers and agents manufacturing and dealing in clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Elbar

bois ou caoutchouc, sous le nom de "Elbar Investments Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11048-57)

Équipement Commercial & Professionnel Inc. Commercial & Professional Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1957, constituant en corporation: Michel Bédard, vendeur, de Ste-Anne-de-Beaupré, Roland Ouellet, aviseur commercial, de Ste-Foy, et Adrienne Bellisle, secrétaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de mobilier, équipement, accessoires et machines de bureau, nouveautés, appareils, jouets et matériaux de construction; faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "Équipement Commercial & Professionnel Inc.— Commercial & Professional Supplies Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11157-57)

Filterlite Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1957, constituant en corporation: Alan B. Gold, de Montréal, Murray Lapin, de la ville de Hampstead, tous deux avocats et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux, alliages de toutes sortes et produits chimiques, sous le nom de "Filterlite Industries Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 102 avenue Elmslie, ville LaSlalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11003-57)

Fontbrune Nickel Mines Ltd. (No Personal Responsibility)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1957, constituant en corporation: John

Investments Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11048-57)

Équipement Commercial & Professionnel Inc. Commercial & Professional Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1957, incorporating: Michel Bédard, salesman, of Ste. Anne-de-Beaupré, Roland Ouellet, business adviser, of Ste. Foy, and Adrienne Bellisle, secretary, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in household furniture, office equipment, accessories and machines, novelties, apparatus, toys and building materials; carry on business as printers and publicists, under the name of "Équipement Commercial & Professionnel Inc.— Commercial & Professional Supplies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11157-57)

Filterlite Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1957, incorporating: Alan B. Gold, of Montreal, Murray Lapin, of the Town of Hampstead, both Advocates, and Shirley Muggeridge, Secretary, spinster of the full age of majority of Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals and alloys of any kind and chemicals, under the name of "Filterlite Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 102, Elmslie Avenue, at the Town of LaSalle, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11003-57)

Fontbrune Nickel Mines Ltd. (No Personal Responsibility)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1957, in-

McDougall, avocat, du village de Rosemère, Ian Caldwell Stalker, avocat, de Westmount, Louis Cameron Des Bois, avocat, Ethel Gauthier, sténographe, épouse séparée de biens de Henri Gauthier et Vera Edith Hampton, comptabe, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Fontbrune Nickel Mines Ltd." (No Personal Responsibility), avec un capital total de $5,000,000, divisé, en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11238-57)

F. Quevillon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation: Jean H. Deslauriers, avocat, d'Outremont, Marie-Paule Chalifour et Thérèse Rousseau, toutes deux sténographes, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; exercer le commerce de gâteaux, bonbons et de tous autres produits de confiserie, de biscuiterie et de menus articles, sous le nom de "F. Quevillon Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions communes de $5 chacune et en 990 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11031-57)

Garage Sasseville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1957, constituant en corporation: Léon Sasseville, Alias Sasseville et Egide Sasseville, tous trois garagistes, de Mistassini, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Sasseville Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au apir de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la municipalité de Mistassini, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

---

corporating: John McDougall, Advocate, of the Village of Rosemere, Ian Caldwell Stalker, Advocate, of Westmount, Louis Cameron Des Bois, Advocate, Ethel Gauthier, Stenographer, wife separate as to property of Henri Gauthier, and Vera Edith Hampton, Accountant, spinster, all three of Montreal, for the followins purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Fontbrune Nickel Mines Ltd." (No Personal Responsibility), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11238-57)

F. Quevillon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, incorporating: Jean H. Deslauriers, advocate, of Outremont, Marie-Paule Chalifour and Thérèse Rousseau, both stenographers, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; acrry on the business of cakes, candies, any other confectionery products and biscuits, small objects, under the name of "F. Quevillon Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $5 each and 990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11031-57)

Garage Sasseville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1957, incorporating: Léon Sasseville, Alias Sasseville and Egide Sasseville, all three garage-keppers, of Mistassini, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles and other means of conveyance; operate as garage-keepers, under the name of "Garage Sasseville Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be in the Municipality of Mistassini, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventy day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11029-57)

Gariépy & Robitaille Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1957, constituant en corporation: J.-Etienne Robitaille, J.-André Gariépy, tous deux industriels, et Marcel Robitaille, notaire, tous trois de St-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Diriger un service de lavage, nettoyage, teinturerie, pressage, entreposage, confection ou réparation de tous genres de vêtements, fourrures, lingeries et garnitures; diriger un curb service ou comptoir lunch, sous le nom de "Gariépy & Robitaille Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 11029-57)

Gariépy & Robitaille Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1957, incorporating: J. Etienne Robitaille, J. André Gariépy, both industrialists, and Marcel Robitaille, notary, all three of St. Marc-des-Carrières, for the following purposes.

Operate a washing, cleaning, dyeing, pressing, warehousing service, making up or repairing wearing apparel of every nature and kind, furs, lingerie and trimmings; operate a curb service or lunch-counter, under the name of "Gariépy & Robitaille Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Marc-des-Carrières, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11095-57)

Gérard Ouellet Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1957, constituant en corporation: Gérard Ouellet, Hermann Fournier, tous deux de Daveluyville, et Marius Ouellet, de Disraëli, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, nouveautés de toutes sortes, du bois et autres matériaux et leurs produits, sous le nom de "Gérard Ouellet Incorporée", avec un capital total de $150,000, divisé en 350 actions communes de $100 chacune et en 1,150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1957.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 11095-57)

Gérard Ouellet Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1957, incorporating: Gérard Ouellet, Hermann Fournier, both Daveluyville, and Marius Ouellet, of Disraeli, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in furniture, novelties of all kinds, lumber and other materials and their products, under the name of "Gérard Ouellet Incorporée", with a total capital stock of $150,000, divided into 350 common shares of $100 each and into 1,150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11050-57)

Giard Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mars 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Giard Construction Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(A.G. 11050-57)

Giard Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Giard Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and into 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11032-57)

Gilrob Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: Antoine Paré, de St-André est, A. H. Graham Gould, de Westmount, Jean T. Vien, de Préville, tous trois avocats, et Hélène Verville, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme électriciens; négocier des appareils électriques, domestiques et commerciaux, sous le nom de "Gilrob Inc.", avec un capital total de $130,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 500 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,400 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 11032-57)

Gilrob Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1957, incorporating: Antoine Paré, of St. Andrews East, A. H. Graham Gould, of Westmount, Jean T. Vien, of Preville, all three advocates, and Hélène Verville, sercetary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to deal in electrical, domestic and commercial appliances, under the name of "Gilrob Inc.", with a total capital stock of $130,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each, 500 preferred shares class "A" of a par value of $100 each and into 2,400 preferred shares class "B" of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at St. Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11065-57)

Harlaw Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Harlaw Investments Ltd.", avec un capital total de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 11065-57)

Harlaw Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Harlaw Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11127-57)

Harmo Paper Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Morris Tryansky, vendeur, Harry S. Gold, marchand, tous deux de St-Laurent, Michael Drazner et Arthur Levin, tous deux avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de toutes sortes de papier, carton, carton-paille et produits en papier, sous le nom de "Harmo Paper Products Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 930 ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 11127-57)

Harmo Paper Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Morris Tryansky, salesman, Harry S. Gold, merchant, both of St. Laurent, Michael Drazner and Arthur Levin, both advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of paper, cardboard, strawboard and paper products, under the name of "Harmo Paper Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 930, Jean Talon Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11146-57)

Hoist & Lift Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1957, constituant en corporation: Gérard Le Pailleur, agent d'assurance, de St-Laurent, Hélène Nadeau, fille majeure, et Rita Gévry, toutes deux secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de carosseries et accessoires de camions, soit bascules et boîtes et les objets communément appelés "hoist & lifts", "truck bins & bodies", sous le nom de "Hoist & Lift Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Petite-Rivière-Sud, route rurale N° 1, Saint-Sauveur, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 11146-57)

Hoist & Lift Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1957, incorporating: Gérard Le Pailleur, insurance agent, of St. Laurent, Hélène Nadeau, spinster, and Rita Gévry, both secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in carriages and acessories for trucks, albeit tip-wagons and boxes, and objects commonly called "hoist & lifts", "truck bins & bodies", under the name of "Hoist & Lift Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Little-River-South, rural route No. 1, Saint-Sauveur, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10898-57)

Ideal Clothing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1957, constituant en corporation: Louis Small, fabricant, de St-Laurent, Netty Mol, secrétaire, fille majeure, de Montréal, et Jack Greenstein, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, tissus textiles, lainages, soies et doublures, sous le nom de "Ideal Clothing Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 10898-57)

Ideal Clothing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1957, incorporating: Louis Small, manufacturer, of St. Laurent, Netty Mol, secretary, fille majeure, of Montreal, and Jack Greenstein, advocate, of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all kinds, textile materials, woolens, silks and linings, under the name of "Ideal Clothing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11175-57)

Investar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1957, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, tous deux avocats, et Elie M. Solomon, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir ou disposer d'obligations, hypothèques, débentures, billets, actions de capital-actions et autres valeurs, sous le nom de "Investar Corp." avec un capital total de $11,000, divisé en 11,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 11175-57)

Investar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1957, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, both advocates, and Elie M. Solomon, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire or dispose of bonds, mortgages, debentures, notes, shares of capital stock and other securities, under the name of "Investar Corp.", with a total capital stock of $11,000, divided into 11,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11183-57)

Italia Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation: Abraham Shuster, Bernard Diamond, tous deux de Montréal, et Jason Ruby, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développement; et celui de courtiers d'immeubles, sous le nom de "Italia Development Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11007-57)

Italian Amusements Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1957, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Leo Rosentzveig, avocat, tous deux de Montréal, et Manuel Shacter, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exploiter des théâtres et exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Italian Amusements Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11000-57)

Jaybee Publishing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: Abraham Harold Crestohl, gérant, Donald William Seal, avocat, et Claire Paré, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Jaybee Publishing Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10801-57)

J. Geo. Rancourt Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 11183-57)

Italia Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, incorporating: Abraham Shuster, Bernard Diamont, both of Montreal, and Jason Ruby, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company; to carry on business as real estate brokers, under the name of "Italia Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11007-57)

Italian Amusements Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1957, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and Queen's Counsel, Leo Rosentzveig, advocate, both of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To operate theatres; to carry on business as restaurant keepers, under the name of "Italian Amusements Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11000-57)

Jaybee Publishing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1957, incorporating: Abraham Harold Crestohl, manager, Donald William Seal, advocate, and Claire Paré, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and publishers, under the name of "Jaybee Publishing Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10801-57)

J. Geo. Rancourt Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1957, constituant en corporation: Joseph-Georges Rancourt, agent d'affaires, Carmen Lauzon Rancourt, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Georges Rancourt, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Valéda Boucher Rancourt, veuve, ménagère, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles et entrepreneurs généraux en construction; exercer l'industrie et le commerce du bois et de ses sous-produits, sous le nom de "J. Geo. Rancourt Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 o P. FRENETTE.

(P.G. 10974-57)

Jolicœur & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1957, constituant en corporation: Roland Jolicœur, maître-plombier, J.-Claude Bureau, avocat, et Monique Couture, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et entrepreneurs-couvreurs, sous le nom de "Jolicœur & Frères Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11162-57)

J. Ovila Lauzon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1957, constituant en corporation: Paul L'Heureux, avocat, Pauline Sauvé, secrétaire, tous deux de Montréal, et Louis-Philippe Gagnon, avocat, C.R., d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. Ovila Lauzon Inc.", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale et en 7,800 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11089-57)

La Compagnie Bernard Montpetit & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en data

ince of Quebec, bearing date the twelfth day of March 1957, incorporating: Joseph Georges Rancourt, business agent, Carmen Lauzon Rancourt, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Joseph Georges Rancourt, and duly authorized by him for the purposes therein, and Valéda Boucher Rancourt, widow, housekeeper, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and general building contractors; to carry on the business of and deal in lumber and by-products thereof, under the name of "J. Geo. Rancourt Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10974-57)

Jolicœur & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1957, incorporating: Roland Jolicœur, master-plumber, J.-Claude Bureau, advocate, and Monique Couture, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating, refrigeration and roofing contractors under the name of "Jolicœur & Frères Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11162-57)

J. Ovila Lauzon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April 1957, incorporating: Paul L'Heureux, advocate, Pauline Sauvé, secretary, both of Montreal, and Louis Philippe Gagnon, advocate, Q.C., of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "J. Oliva Lauzon Inc.", with a total capital divided into 200 shares without nominal or par value and 7,800 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11089-57)

La Compagnie Bernard Montpetit & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day

du trois avril 1957, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, Roland Savignac, notaire, tous deux de Montréal, et Jean Tellier, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fourreurs et teinturiers, sous le nom de "La Compagnie Bernard Montpetit & Fils Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11168-57)

La Compagnie Minière de L'Ungava Limitée (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: André Gagnon, avocat, c.r., Claire Kennedy, Charlotte Risi, toutes deux secrétaires, filles majeures, Gilles de Billy, Claude Gagnon, tous deux avocats, tous cinq de Sillery, Jacques de Billy, avocat, c.r., Denise Demers, Yolande Descombes, Lucile Rioux, Marguerite Bédard, toutes quatre secrétaires, filles majeures, tous cinq de Québec et Françoise Hallé, secrétaire, fille majeure, de St-Romuald, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "La Compagnie Minière de L'Ungava Limitée" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $7,500,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1.50 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11010-57)

La Revue de Granby Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: Doris Robert, Jean Marquis, tous deux avocats, et Denise Ménard, secrétaire, fille majeure, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs et publicistes, sous le nom de "La Revue de Granby Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

---

of April, 1957, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, Roland Savignac, notary, both of Montreal, and Jean Tellier, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as furriers and dyers, under the name of "La Compagnie Bernard Montpetit & Fils Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 900 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11168-57)

La Compagnie Minière de L'Ungava Limitée (Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1957, incorporating: André Gagnon, advocate, q.c., Claire Kennedy, Charlotte Risi, both secretaries, spinsters, Gilles de Billy, Claude Gagnon, both advocates, all five of Sillery, Jacques de Billy, advocate, q.c., Denise Demers, Yolande Descombes, Lucile Rioux, Marguerite Bédard, all four secretaries, spinsters, all five of Quebec, and Françoise Hallé, secretary, spinster, of St. Romuald, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "La Compagnie Minière de L'Ungava Limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $7,500,000, divided into 5,000,000 shares of $1.50 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11010-57)

La Revue de Granby Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April 1957, incorporating: Doris Robert, Jean Marquis, both advocates, and Denise Ménard, secretary, fille majeure, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers and publicists, under the name of "La Revue de Granby Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney-General, this second day of April 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10217-57)

La Société Gaudreau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1957, constituant en corporation: Adrien Gaudreau, André Gaudreau, Donat Gaudreau, tous trois de Montréal, et Lucien Gaudreau, de Pont-Viau, tous quatre plâtriers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ciment, béton, stucco de toutes sortes, asphalte, pierre, gravier, sable, glaise, bois, brique, bloc, tuile, matériaux de pavage, schiste, pierre concassée, plâtre, peinture et autres matériaux de construction, sous le nom de "La Société Gaudreau Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 10217-57)

La Société Gaudreau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1957, incorporating: Adrien Gaudreau, André Gaudreau, Donat Gaudreau, all three of Montreal, and Lucien Gaudreau, Pont Viau, all four plasterers, for the following purposes:

To deal in cement, concrete, stucco of all kinds, asphalt, stone, gravel, sand clay, lumber, bricks, blocks, tiles paving materials, shale, crushed stone, plaster, paint and other building materials, under the name of "La Société Gaudreau Ltée", with a total capital stock of $50,000 divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10800-57)

Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd. La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1957, constituant en corporation: William Arthur Morrison, John M. Beauregard, voyageurs de commerce, Marcel Brûlé, ingénieur, Michel Côté, stagiaire-avocat, et Marie-Claire Lajoie Côté, infirmière diplômée, épouse séparée de biens dudit Michel Côté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits chimiques, plastiques, thermo-plastiques, matières colorantes, nettoyantes, ciments, minéraux, superphosphates, produits de beauté, des engrais, peintures, vernis, matériaux pour assurer l'étanchéité, huiles, acides, charbons, gaz et gaz liquéfiés, goudron de houille et ses produits, la tourbe et ses produits, les caoutchoucs naturels et synthétiques et leurs produits, sous le nom de "Laurentian Plastics et Chemicals Co. Ltd. —La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée", avec un capital total de $5,000, divisé en 25 actions communes de $100 chacune et en 25 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 10800-57)

Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd. La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1957, incorporating: William Arthur Morrison, John M. Beauregard, commercial travellers, Marcel Brûlé, engineer, Michel Côté, law clerk, and Marie Claire Lajoie Côté, trained nurse, wife separate as to property of the said Michel Côté, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Rosemère, for the following purposes:

To carry on the business and deal in chemical, plastic, and thermo-plastic products, colouring and cleaning solutions, cement, minerals, superphosphates, cosmetics, fertilizers, paints, varnishes, insultating materials, oils, acids, coal, gas, liquefied gas, coal-tar and products thereof, peat and its by-products, natural and synthetic rubber and by-products thereof, under the name of "Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd.— La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée", with a total capital of $5,000, divided into 25 common shares of $100 each and 25 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11060-57)

Laurentide Lake Management Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation: Gilles Cossette, Luc Cossette, avocats, et Roméo Cossette, commerçant, tous trois d'Outremont, pour les objets suivants:

(A.G. 11060-57)

Laurentide Lake Management Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, incorporating: Gilles Cossette, Luc Cossette, advocates, and Roméo Cossette, dealer all three of Outremount, for the following purposes:

Exercer toutes activités d'une ferme agricole et d'une ferme d'élevage de poissons d'eau douce ou salée, sous le nom de "Laurentide Lake Management Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Faustin, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 14068-56)

Le Chevreuil

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Lamontagne, Maurice Savaria, garagistes, Jean Gauthier, industriel, Joseph Reid, restaurateur, et Paul Gélinas, avocat, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs; s'occuper en particulier des loisirs des jeunes gens; leur trouver des occupations et des distractions saines et intelligentes, sous le nom de "Le Chevreuil".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10914-57)

Les Appartements St. Martin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Jean-Marc Cholette, notaire de Ste-Dorothée, Jeannine Vinet, secrétaire, fille majeure, et Henri Vinet, notaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Les Appartements St. Martin Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 950 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10907-57)

Les Associés de Neuve-France

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1957, constituant en corporation

To carry on all the activities of an agricultural farm and of a fish breeding farm of fresh or salt water, under the name of "Laurentide Lake Management Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Faustin, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14068-56)

Le Chevreuil

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Yvon Lamontagne, Maurice Savaria, garage-keepers, Jean Gauthier, industrialist, Joseph Reid, restaurateur, and Paul Gélinas, advocate, all of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To establish and manage a recreation centre; more particularly busy oneself with the leisure hours of young folks; provide healthy and intelligent occupations and recreational activities, under the name of "Le Chevreuil".

The amount to which the value of the immoveable property which the Corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the Corporation will be at Ste. Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10914-57)

Les Appartements St. Martin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Jean-Marc Cholette, notary, of Ste. Dorothée, Jeannine Vinet, secretary, spinster, and Henri Vinet, notary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Les Appartements St. Martin Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 50 common shares of $100 each and 950 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Martin, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10907-57)

Les Associés de Neuve-France

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1957, to incorporate as a corporation

sans capital-actions: Rina Lasnier, femme de lettres, fille majeure et usant de ses droits, de Joliette, Gabriel Fauteux, pharmacien, André Dagenais, professeur, Jean Baillargeon, comptable, tous trois de Montréal, Gérard-L. Larouche, médecin, et Roméo Paquette, électricien, tous deux de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Publier, éditer et répandre des écrits, livres, pamphlets, journaux et revues; promouvoir, diriger et organiser des causeries, cours, conférences et cercles d'études, des expositions artistiques, scientifiques ou de travaux littéraires de toutes époques, sous le nom de "Les Associés de Neuve-France".

Le montant auquel seront limités les revenus annuels des propriétés immovilières dont la corporation peut être propriétaire sera de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11038-57)

Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc.
The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Ubald Lalime, de St-Hyacinthe, Roger Cloutier, Joseph Bureau, Julien Lépine, tous trois de Québec, Georges Bouchard, de Montmorency, Lionel Demers, de St-Chrysostome, Laurent Leclerc, de St-Basile, Robert Légaré, de St-Marc-des-Carrières, Wilbrod Robert, de Beauport, Sylvio Roy, de Ste-Claire, et Charles Turgeon, de Lévis, tous directeurs de funérailles et embaumeurs, pour les objets suivants:

Travailler dans l'intérêt général et particulier des directeurs de funérailles et embaumeurs, sous le nom de "Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc.— The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 65, rue Sainte-Anne, chambre 718, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11193-57)

Les Entrepôts Frigorifiques de Charlesbourg Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1957, constituant en corporation: André Couture, Marcel Guy, tous deux notaires, et Léonard Guy, comptable, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

without share capital: Rina Lasnier, woman of letters, of full age of majority making use of her rights, of Joliette, Gabriel Fauteux, druggist, André Dagenais, professor, Jean Baillargeon, accountant, all three of Montreal, Gérard L. Larouche, physician, and Roméo Paquette, electrician, both of Sherbrooke, for the following purposes:

To publish, edit and disseminate writings, books, pamphlets, newspapers and magazines; promote, manage and organize informal talks, courses, lectures and study circles, exhibitions of artistic scientific or literary works of any period, under the name of "Les Associés de Neuve-France".

The amount to which the annual revenue issuing from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11038-57)

Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc.
The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Ubald Lalime, of St. Hyacinthe, Roger Cloutier, Joseph Bureau, Julien, Lépine all three of Quebec, Georges Bouchard, of Montmorency, Lionel Demers, of St. Chrysostome, Laurent Leclerc, of St. Basile, Robert Légaré, of St. Marc-des-Carrières, Wilbrod Robert, of Beauport, Sylvio Roy, of Ste. Claire, and Charles Turgeon, of Levis, all funeral directors and embalmers, for the following purposes;

To work in the general and private interests of the funeral directors and embalmers, under the name of "Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc.— The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 65, Sainte-Anne St., room 718, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11193-57)

Les Entrepôts Frigorifiques de Charlesbourg Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1957, incorporating: André Couture, Marcel Guy, both notaries, and Leonard Guy, accountant, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

Exploiter des entrepôts frigorifiques, sous le nom de "Les Entrepôts Frigorifiques de Charlesbourg Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

To operate refrigerated warehouses under the name of "Les Entrepôts Frigorifiques de Charlesbourg Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11040-57)

Les Immeubles Bouchard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1957, constituant en corporation: Philippe Bouchard, Paul Bouchard, tous deux négociants, et Marguerite Bouchard, secrétaire, célibataire, tous trois de Ville d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Immeubles Bouchard Inc.", avec un capitaltotal de $60,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 77, rue Sacré-Cœur, Ville d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 11040-57)

Les Immeubles Bouchard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1957, incorporating: Philippe Bouchard, Paul Bouchard, both dealers, and Marguerite Bouchard, secretary, spinster, all three of the town of Alma, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Les Immeubles Bouchard Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 77 Sacré-Cœur Street, town of Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11126-57)

Les Industries Château industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Alfred St-Hilaire, industriel, de Ste-Foy, Marcel Gagnon, industriel, et Laurent-Paul Bolduc, avocat, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, d'appareils de reproduction sonore et de communication, d'appareils de radio et de télévision, d'accessoires électriques et instruments de musique; faire affaires comme marchands de bois et quincailliers, sous le nom de "Les Industries Château industries Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions communes de $40 chacune et en 500 actions privilégiées de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 11126-57)

Les Industries Château industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Alfred St. Hilaire, industrialist, of Ste. Foy, Marcel Gagnon, industrialist, and Laurent-Paul Bolduc, advocate, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in furniture and novelties of all sorts, loud-speaking reproductions and communication apparatus, radio and television apparatus, electrical accessories and musical instruments; to carry on business as lumber and hardware merchants, under the name of "Les Industries Château industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $40 each and into 500 preferred shares of $40 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10754-57)

Les Industries de Pulpe et Papier de Sherbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1957, constituant en corporation: Georges Bilodeau, de Montréal-Nord, Bernard

(A.G. 10754-57)

Les Industries de Pulpe et Papier de Sherbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March 1957, incorporating: Georges Bilodeau, of Montreal-North, Bernard Bilodeau, of West-

Bilodeau, de Westmount, tous deux avocats, et Michelle Dulude, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du papier; faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de "Les Industries de Pulpe et Papier de Sherbrooke Inc.", avec un capital total de $300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 29,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11159-57)

Les Maisons Soleil Ltée
Sun Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1957, constituant en corporation: Roland Bourret, Louis Lamontagne, tous deux avocats, et Nicole Julien, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et peintres-décorateurs; construire et exploiter des hôtels, boutiques, moulins, dépôts, entrepôts, maisons d'habitation et maisons de pension, sous le nom de "Les Maisons Soleil Ltée — Sun Homes Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11205-57)

Les Produits Brunet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1957, constituant en corporation: Antonio Lizotte, marchand, Roger Beaulieu, avocat, tous deux de Montréal, et Rita S. Boivin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Benoit Boivin, de Ste-Rose Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits comestibles, sous le nom de "Les Produits Brunet Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11045-57)

Le Tangon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

mount, both advocates, and Michelle Dulude, secretary, of full age of majority making full use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in paper; act as lumber merchants, under the name of "Les Industries de Pulpe et Papier de Sherbrooke Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 29,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11159-57)

Les Maisons Soleil Ltée
Sun Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April 1957, incorporating: Roland Bourret, Louis Lamontagne, both advocates, and Nicole Julien, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, painters and decorators; build and operate hotels, shops, mills, stores, warehouses, dwelling and boarding houses, under the name of "Les Maisons Soleil Ltée — Sun Homes Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11205-57)

Les Produits Brunet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1957, incorporating: Antonio Lizotte, merchant, Roger Beaulieu, advocate, both of Montreal, and Rita S. Boivin, secretary, wife contractually separate as to property of Benoit Boivin, of Ste-Rose West, for the following purposes:

To operate a business dealing in edible products under the name of "Les Produits Brunet Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and into 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11045-57)

Le Tangon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth

du seize avril 1957, constituant en corporation: André Bertrand, restaurateur, Yolande Carrier, gérante, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Québec, et Jean-Marie Paquet, comptable, de Château-D'eau, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des piscines, un ou des motels, hôtels et salles à manger; faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Le Tangon Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 465, rue de la Couronne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10896-57)

Librairie Phil. Dion Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation: Philippe Dion, libraire, Jean-Côme Jacob, comptable, et Jeannine Roy, commis de magasin, célibataire, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de "Libraire Phil. Dion Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11114-57)

Marcel Duquette, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1957, constituant en corporation: Bernard Bourdon, avocat et conseil en loi de la Reine, André Bourdon, avocat, tous deux d'Outremont, et Thérèse Dubreuil, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Marcel Duquette, Ltée", avec un capital total de $65,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la municipalité de Brucy, Ile Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11037-57)

Marché Économique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

day of April, 1957, incorporating: André Bertrand, restaurateur, Yolande Carrier, manager, of full age of majority making use of her rights, both of Quebec, and Jean-Marie Paquet, accountant, of Château d'Eau, for the following purposes:

To operate one or more swimming pools, one or more motels, hotels and dining-rooms; carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Tangon Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 465 de la Couronne Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10896-57)

Librairie Phil. Dion Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, incorporating: Philippe Dion, stationer, Jean-Côme Jacob, accountant, and Jeannine Roy, store clerk, spinster, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as stationers, under the name of "Librairie Phil. Dion Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 preferred shares of a par value of $100 each and into 2,000 common shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11114-57)

Marcel Duquette, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1957, incorporating: Bernard Bourdon, advocate and Queen's Counsel, André Bourdon, advocate, both of Outremount, and Thérèse Dubreuil, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Marcel Duquette Ltée", with a total capital stock of $65,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in the municipality of de Brucy, Ile Perrot judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11037-57)

Marché Économique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-trois mars 1957, constituant en corporation: William Obront, Sidney Obront, tous deux marchands et Morris A. Yale, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers et épiciers, sous le nom de "Marché Économique Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11180-57)

Mashaal Bros. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1957, constituant en corporation: Salim Mashaal, administrateur, Judith Fink, sténographe et Daniel Kingstone, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Mashaal Bros. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11158-57)

Maurice Eisenberg Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1957, constituant en corporation: Alan B. Gold, de Montréal, Murray Lapin, de la ville de Hampstead, tous deux avocats et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs; négocier des vêtements et accessoires d'aucune sorte; faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, aliments, produits chimiques et cosmétiques, sous le nom de "Maurice Eisenberg Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 366 rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10998-57)

Maurice Gosselin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

third day of March, 1957, incorporating: William Obront, Sidney Obront, both merchants, and Morris A. Yale, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as butchers and grocers, under the name of "Marché Économique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11180-57)

Mashaal Bros. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1957, incorporating: Salim Mashaal, executive, Judith Fink, stenographer, and Daniel Kingstone, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Mashaal Bros. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of $100 each and into 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11158-57)

Maurice Eisenberg Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1957, incorporating: Alan B. Gold, of Montreal, Murray Lapin, of the town of Hampstead, both advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as tailors; to deal in clothing and accessories of any kind; to deal in products, articles and merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, food, chemical and beauty products, under the name of "Maurice Eisenberg Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 366, Mayor Street, Montreal, judicial district lf Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10998-57)

Maurice Gosselin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres-patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: Maurice Gosselin,-maître-plombier, Paul Ouellette, plombier, et Jean-Addy, entrepreneur général tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, couvreurs, poseurs d'appareils de chauffage et à eau chaude, fondeurs, machinistes, lamineurs, galvaniseurs, émailleurs, plaqueurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de "Maurice Gosselin Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1437, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10772-57)

Mayman Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, tous deux de Westmont et Oscar Respitz, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'agents d'immeubles, courtiers d'immeubles et agents de location, sous le nom de "Mayman Enterprises Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11027-57)

Mednick Metal Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jason Ruby, tous deux avocats, d'Outremont, Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, d'Ile Perrot et Alan Golden, gérant, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux bruts et finis aussi bien que de métaux et ferrailles usagées de toute sorte; et exercer le commerce de garagistes, sous le nom de "Mednick Metal Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour d'avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

---

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April 1957, incorporating: Maurice Gosselin, master plumber, Paul Ouellette, plumber, and Jean Addy, general contractor, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, roofers, installers of heating and hot water apparatus, founders, machinists, rollers, galvanizers, enamellers, platers and building contractors, under the name of "Maurice Gosselin Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1437 Fleury Street, east, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney-General, this second day of April 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10772-57)

Mayman Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1957, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, spinster, both of Westmount, and Oscar Respitz, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as real estate, house and rental agents, under the name of "Mayman Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11027-57)

Mednick Metal Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1957, incorporating: Louis Orenstein, Jason Ruby, both advocates, of Outremont, Huguette St-Marseille, secretary, spinster, of Ile Perrot, and Alan Golden, manager, of Montreal, for the following purposes:

To deal in raw and finished metals as well as second hand and scrapped metals of any kind; to carry on business as garage keepers, under the name of "Mednick Metal Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this second aay of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10989-57)

Mercier Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1957, constituant en corporation Léonce Mercier, garagiste, Hélène Maltais Mercier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léonce Mercier, tous deux de Naudville, et Jean-Paul Dufour, commis des postes, de Jonquières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Mercier Automobile Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 591, boulevard du Centenaire, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10282-57)

Mexican Potato Chips Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation: Joseph-Lucien Monette, gérant, Florian Tessier, comptable et Joseph Alter Budyk, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de produits alimentaires, en particulier, pâtes alimentaires et pâtes en général, sous le nom de "Mexican Potato Chips Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11015-57)

M & J Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1957, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, tous deux avocats, Cécile Katz, secrétaire, tous trois de Montréal, et Maurice Gold, comptable agréé, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme fourreurs et teinturiers, sous le nom de "M & J Fur Company", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10157-57)

Montreal Dry Wall & Taping Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10989-57)

Mercier Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April 1957, incorporating: Léonce Mercier, garage-keeper, Hélène Maltais Mercier, wife contractually separate as to property of the said Léonce Mercier, both of Naudville, and Jean-Paul Dufour, post office clerk, of Jonquière, for the following purposes:

To deal in motor vehicles or any other means of transportation; to carry on business as garage-keepers, under the name of "Mercier Automobile Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 591 du Centenaire Boulevard, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10282-57)

Mexican Potato Chips Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, incorporating: Joseph-Lucien Monette, manager, Florian Tessier, accountant, and Joseph Alter Budyk, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in alimentary products especially alimentary dough and paste, under the name of "Mexican Potato Chips Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11015-57)

M & J Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1957, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, both advocates, Cecile Katz, secretary, all three of Montreal, and Maurice Gold, chartered accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as furriers and dyers, under the name of "M & J Fur Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10157-57)

Montreal Dry Wall & Taping Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1957, constituant en corporation: Edgar-Maurice Chagnon, entrepreneur, Jean-Baptiste Crépeau, avocat, tous deux de Montréal, et Gaston Rodier, administrateur, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme menuisiers, plâtriers, poseurs de planche murale ("gyproc") et peintres, sous le nom de "Montreal Dry Wall & Taping Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4723, rue Saint-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11119-57)

Montreal Industrial Sand and Gravel Co Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1957, constituant en corporation: Mario Laurier, Adolphe Prévost et Paul Trudeau, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de marchandises de toutes sortes; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce de sable, gravelle, gravier et de toutes sortes de matériaux de ce genre, sous le nom de "Montreal Industrial Sand and Gravel Co Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11182-57)

Montsor Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1957, constituant en corporation: Georges Lachapelle, de Longueuil, Georges Hébert, de Tracy, tous deux entrepreneurs, et Paul Beaudoin, ingénieur, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Montsor Limitée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11167-57)

Murray Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1957, incorporating: Edgar Maurice Chagnon, contractor, Jean Baptiste Crépeau, advocate, both of Montreal, and Gaston Rodier, executive, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as carpenters, plasterers, layers of gyproc and painters, under the name of "Montreal Dry Wall & Taping Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4723 Saint André Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11119-57)

Montreal Industrial Sand and Gravel Co Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1957, incorporating: Mario Laurier, Adolphe Prévost and Paul Trudeau, all three advocates, of Montreal, for the following purposes

To operate a business dealing in the transportation of merchandise of all kinds; to carry on business as general building contractors; to operate a business dealing in sand, gravel, gravelly soil and all kinds, of material of this type, under the name of "Montreal Industrial Sand and Gravel Co Ltd." with a total capital stock divided into $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11182-57)

Montsor Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1957, incorporating: Georges Lachapelle, of Longueuil, Georges Hébert, of Tracy, both contractors and Paul Beaudoin, engineer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors under the name of "Montsor Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11167-57)

Murray Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters

le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: André Gagnon, avocat, C.R., Charlotte Risi, Claire Kennedy, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Sillery, Jacques de Billy, avocat, C.R. et Lucile Rioux, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Murray Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10774-57)

O. Couture & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mars 1957, constituant en corporation: L. E. Langis Galipeault, avocat et conseil en Loi de la Reine, Antonio Leclerc, auditeur public accrédité, Yolande Nadeau et Jeanne Déchêne, sténographes, filles majeures, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme laitiers et fromagers, sous le nom de "O. Couture & Fils Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 600 actions ordinaires de $5 chacune, 4,000 actions privilégiées, premier rang, de $5 chacune et en 5,400 actions privilégiées, second rang, de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Durantaye, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11244-57)

Panton Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin et Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Panton Realty Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1448 rue Fort, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1957, incorporating: André Gagnon, advocate, Q.C., Charlotte Risi, Claire Kennedy, both secretaries, spinsters, all three of Sillery, Jacques de Billy, advocate, Q.C., and Lucile Rioux, secretary, spinster, both of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Murray Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10774-57)

O. Couture & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1957, incorporating: L. E. Langis Galipeault, advocate and Queen's Counsel, Antonio Leclerc, accredited public accountant, Yoland Nadeau and Jeanne Déchêne, stenographers, spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as dairymen and cheesemakers, under the name of "O. Couture & Fils Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 600 common shares of $5 each, 4,000 class 1, preferred shares of $5 each and 5,400 class 2 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at La Durantaye, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11244-57)

Panton Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Panton Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1448, Fort Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11209-57)

Parc-École St-Pierre Apôtre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres-patentes, en date du seize avril 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Émile Bilodeau, inspecteur d'assurances, Joseph-Alma Poirier, gérant, et Georges Chabot, comptable, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Diriger un centre de loisirs; s'occuper en particulier des loisirs des jeunes gens, sous le nom-de "Parc-École St-Pierre Apôtre Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera 415, rue St-Thomas, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10537-57)

P.E.B. Cartage & Express Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1957, constituant en corporation: Paul-Émile Béliveau, de Longueuil, Julien Béliveau, de Jacques-Cartier, tous deux camionneurs, et Paul-Émile Laperrière, chauffeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "P. E. B. Cartage & Express Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1310, rue Larivière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10769-57)

Pine Hardware and Millwork Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1957, constituant en corporation: Raymond Francœur, industriel, Lucie Thériault Francœur, ménagère, épouse commune en biens dudit Raymond Francœur, tous deux de St-Eustache, et Oscar Francœur, menuisier, de l'Abord-à-Plouffe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, appareils et accessoires électriques, matériaux de construction, moteurs, machines, leurs parties et accessoires, meubles et nouveautés de toutes sortes; faire affaires comme marchands généraux et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Pine Hardware and Millwork Ltd.", avec un capital total de $80,000, divisé en 800 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 491, chemin d'Oka, St-Eustache, district judiciaire des Deux-Montagnes.

(A.G. 11209-57)

Parc-École St-Pierre Apôtre Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Émile Bilodeau, insurance inspector, Joseph Alma Poirier, manager, and Georges Chabot, accountant, all three of Longueuil, for the following purposes:

To conduct a recreational centre; attend more particularly to the recreational activities of young folks, under the name of "Parc-École St-Pierre Apôtre Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the company will be at 415 St. Thomas Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10537-57)

P.E.B. Cartage & Express Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1957, incorporating: Paul-Émile Béliveau, of Longueuil, Julien Béliveau, of Jacques Cartier, both truckers, and Paul-Émile Laperrière, chauffeur, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of transporting passengers and merchandise of every nature and kind, under the name of "P.E.B. Cartage & Express Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1310 Larivière Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10769-57)

Pine Hardware and Millwork Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1957, incorporating: Raymond Francœur, industrialist, Lucie Thériault Francœur, housewife, wife common as to property of the said Raymond Francœur, both of St. Eustache, and Oscar Francœur, joiner, of l'Abord-à-Plouffe, for the following purposes:

To carry on a business dealing in hardware, electrical apparatus and accessories, building material, motors, machines, their spare-parts and accessories, furniture and novelties of all sorts; to carry on business as general merchants and general building contractors, under the name of "Pine Hardware and Millwork Ltd.", with a total capital stock of $80,000, divided into 800 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 491 Oka Road, St. Eustache, judicial district of Two-Mountains.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10943-57)

Portneuf Béton Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation: Pierre Choquette, Adolphe Roy, tous deux avocats, Denise Samson, secrétaire, fille majeure, célibataire, et Fernand Choquette, comptable, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de béton, ciment et autres matériaux; faire affaires comme entrepreneurs généraux en pavage et en construction; exploiter des carrières de toutes sortes, sous le nom de "Portneuf Béton Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Portneuf-sur-Mer, district judiciaire de Saguenay.

Daté u bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11079-57)

Prenevost & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1957, constituant en corporation: Jean-Paul Massicotte, Pierre-A. Champagne, tous deux de Montréal, et Guy LeBlanc, de St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Prenevost & Fils Ltée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Narcisse, comté Champlain, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11120-57)

Prevost Car Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Paul Normand, Lucien Normand et J.-Alfred Fortin, tous trois industriels, de St-Pascal (Kamouraska), pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Prevost Car Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Claire, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10943-57)

Portneuf Béton Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, incorporating: Pierre Choquette, Adolphe Roy, both advocates, Denise Samson, secretary, spinster, of full age, and Fernand Choquette, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in concrete, cement and other materials; to carry on business as general contractors in paving and in construction; to operate quarries of all kinds, under the name of "Portneuf Béton Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Portneuf-sur-Mer, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11079-57)

Prenevost & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, baering date the thirtieth day of March, 1957, incorporating: Jean-Paul Massicotte, Pierre A. Champagne, both of Montreal, and Guy LeBlanc, of St. Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Prenevost & Fils Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Narcisse, county of Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11120-57)

Prevost Car Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Paul Normand, Lucien Normand, and J.-Alfred Fortin, all three industrialists, of St. Pascal (Kamouraska), for the following purposes:

To carry on the business of and deal in motor vehicles and other means of transportation; engage in the business of garage-keepers and hardwaremen, under the name of "Prevost Car Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sainte Claire, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11099-57)

Produits Laurentide Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1957, constituant en corporation: Paul Grenier, notaire honoraire, Pierre-P. Grenier, industriel, tous deux de Québec, et Lucien Lanouette, industriel, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de métaux, bois, plastiques et autres produits synthétiques, de fenêtres, volets, auvents et portes en aluminium, sous le nom de "Produits Laurentide Products Inc.", avec un capital total de $80,000, divisé en 10,000 actions communes de $5 chacune et en 300 actions privilegiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100, 3ième rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999-o P. FRENETTE.

(A.G. 11099-57)

Produits Laurentide Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1957, incorporating: Paul Grenier, honorary notary, Pierre P. Grenier, industrialist, both of Quebec and Lucien Lanouette, industrialist, of Charlesbourg, for the following purposes:

To operate and industry and business dealing in metals, wood, plastics and other synthetic products, windows, shutters, awnings and aluminum doors, under the name of "Produits Laurentide Products Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 10,000 common shares of $5 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 100, 3rd street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44999 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11118-57)

Rena Realty & Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1957, constituant en corporation: Dr Samuel Rubin, négociant d'immeubles, d'Outremont, Ellen Haggenmueller, commis, fille majeure, de Montréal et Paul L. Gordon, avocat, de la ville de Beaurepaire, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Rena Realty & Investment Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune et 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44999 P. FRENETTE.

(A.G. 11118-57)

Rena Realty & Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1957, incorporating: Dr Samuel Rubin, realtor, of Outremont, Ellen Haggenmueller, clerk, fille majeure, of Montreal, and Paul L. Gordon, advocate, of the town of Beaurepaire, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Rena Realty & Investment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 preferred shares of $1 each and into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,

44999-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10729-57)

Residential Heating Inc.
Chauffage Résidentiel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1957, constituant en corporation: Guy Guérin, Guy Robert, tous deux avocats, et Claudette Foisy, secrétaire, célibataire, majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, ferblantiers et électriciens; exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de "Residential Heating Inc. — Chauffage Résidentiel Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Ville de Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10729-57)

Residential Heating Inc.
Chauffage Résidentiel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1957, incorporating: Guy Guérin, Guy Robert, both advocates, and Claudette Foisy, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, as tinsmiths and electricians; to operate gazoline and oil stations, under the name of "Residential Heating Inc.— Chauffage Résidentiel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ville of Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11046-57)

Riemar Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Henry Ballon Nevard, tous trois avocats et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Riemar Investment Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10988-57)

Riviera Pools Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit mars 1957, constituant en corporation: Marcus M. Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Alan, B. Gold, avocat, Doris Goldman, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme constructeurs et entrepreneurs; transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Riviera Pools Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5330 avenue Royalmount, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10657-57)

Samuel Harvey Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1957, constituant en corporation: Edward Irving Auerback, avocat et solliciteur, Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Mark Edmund Gordon, avocat et solliciteur, de Westmount, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Samuel Harvey Realties Ltd.", avec un capital total de $40,000,

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11046-57)

Riemar Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Henry Ballon Nevard, all three advocates, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment corporation, under the name of "Riemar Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each and into 3,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10988-57)

Riviera Pools Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1957, incorporating: Marcus M. Sperber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Alan B. Gold, advocate, Doris Goldman, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors; to carry on business as an investment company, under the name of "Riviera Pools Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each, 1,000 preferred shares class "A" of a par value of $10 aech and into 1,000 preferred shares class "B" of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at 5330, Royalmount Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth, day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10657-57)

Samuel Harvey Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1957, incorporating: Edward Irving, Auerback, barrister and solicitor, Madeline, Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Mark Edmund Gordon, barrister and solicitor, of Westmount, for the following purposes:

To acquère and deal with certain immoveable property, under the name of "Samuel Harvey Realties Ltd.", with a total capital stock of

divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10880-57)

Sept-Iles Ready-Mix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1957, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, J.-Claude Gagnon, tous deux avocats, et Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du ciment et de ses sous-produits, blocs de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, grès, plâtres cuits et autres, et de simili-pierres, sous le nom de "Sept-Iles Ready-Mix Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11142-57)

Service des Loisirs Saint-Henri

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Blais, maître-plombier, Amable Dufresne, Auguste Côté et Edmond Lalonde, tous trois rentiers, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Saint-Henri, Montréal; favoriser la formation religieuse, morale, sociale, nationale, athlétique et sportive de la population de la paroisse ci-haut mentionnée, sous le nom de "Service des Loisirs Saint-Henri".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11139-57)

Shaar Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1957, constituant en corporation: Jean Brossard, notaire, Ernest Shaar et Louis Shaar, marchands, tous trois de la ville de St-Rémi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs; exercer l'industrie et le commerce d'articles et marchan-

$40,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each and into 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10880-57)

Sept-Iles Ready-Mix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1957, incorporating: Paul-Émile Gagnon, J.-Claude Gagnon, both advocates, and Lucienne Michaud, secretary, of full age of majority making use of her rights, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in cement and the by-products thereof, concrete blocks, tiles, lime, limestone, sandstone, plaster of Paris and other kinds, artificial stones, under the name of "Sept-Iles Ready-Mix Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11142-57)

Service des Loisirs Saint-Henri

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Léopold Blais, master plumber, Amabel Dufresne, Auguste Côté and Edmond Lalonde, all three annuitants, all of Montreal, for the following purposes:

To organize recreational activities in the parish of Saint Henri, Montreal; encourage the religious, moral, social, national, athletic and sporting formation of the population of the parish mentioned hereinabove, under the name of "Service des Loisirs Saint Henri".

The amount to which the value of the immoveble property which the corporation may hold is to be limited, is at $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11139-57)

Shaar Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1957, incorporating: Jean Brossard, notary, Ernest Shaar and Louis Shaar, merchants, all three of the town of St. Rémi, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs; carry on the business of and deal in articles and merchan-

dises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie et de magasin général, ainsi que de tissus et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Shaar Frères Inc.", avec un capital total de $45,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11096-57)

Sherbrooke Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1957, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, portefeuille et placements, sous le nom de "Sherbrooke Development Corp.", avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10593-57)

South Shore Designs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1957, constituant en corporation: Gordon Matthew Pender, Alfred Melrose West, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, de Montréal et William Maxwell Ford, avocat, du village de Boucherville, pour les objets suivants:

Dessiner des outils de tous genres; fabriquer et exercer le commerce de toutes sortes de machinerie, outils et instruments, sous le nom de "South Shore Designs Ltd.", avec un capital-actions divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11056-57)

Star Tavern Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1957, constituant en corporation: Ben Lubrenetsky, tavernier, d'Outremont, Isadore Lubin, dentiste, de la ville Côte St-Luc, et Samuel Margolese, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

dise generally sold in groceries and general stores, as well as deal in farbrics and wearing apparel of all kinds, under the name of "Shaar Frères Inc.", with a total capital stock of $45,000, divided into 500 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Rémi, county of Napierreville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11096-57)

Sherbrooke Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1957, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, holding and investment company, under the name of "Sherbrooke Development Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10593-57)

South Shore Designs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1957, incorporating: Gordon Matthew Pender, Alfred Melrose West, both advocates and Queen's Counsel, of Montreal, and William Maxwell Ford, advocate, of the Village of Boucherville, for the following purposes:

To design tools of all types, to manufacture, and deal in all kinds of machinery, tools and equipment, under the name of "South Shore Designs Ltd.", with a capital stock divided into 900 preferred shares of a par value of $10 each, and into 1,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11056-57)

Star Tavern Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1957, incorporating: Ben Lubrenetsky, tavern keeper, of Outremont, Isadore Lubin, dentist, of the town of Côte St. Luc, and Samuel Margolese, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'hôteliers, taverniers, aubergistes et/ou restaurateurs, sous le nom de "Star Tavern Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 201-7 rue Common, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10922-57)

St. Michael Holdings Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1957, constituant en corporation: Rolland Reeves, prospecteur, Léopold Girard, employé civique, tous deux de Montréal et Dolorès Sanscartier, propriétaire de magasin, fille majeure, de St-Michel, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "St. Michael Holdings Company Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6748 rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10728-57)

Taverne Pilon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1957, constituant en corporation: Jacques Dionne, Pierre Bernier, tous deux de Montréal, et Claude Tellier, d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "Taverne Pilon Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3901, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11082-57)

Thomas Asphalte Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1957, constituant en corporation: Carol Wagner, ingénieur professionnel, Huguette Bernard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Carol Wagner, tous deux de Montréal, et Hélène Wagner, secrétaire, de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la pierre, de la chaux, du ciment, du sable, de minerais et

To carry on business as hotel, tavern, public house and/or restaurant keepers, under the name of "Star Tavern Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 201-7, common street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10922-57)

St. Michael Holdings Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1957, incorporating: Rolland Reeves, prospector, Léopold Girard, civic employee, both of Montreal, and Dolorès Sanscartier, store owner, spinster, of St. Michel, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "St. Michael Holdings Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6748, St. Hubert street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10728-57)

Taverne Pilon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1957, incorporating: Jacques Dionne, Pierre Bernier, bth of Montreal, and Claude Tellier, of Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Pilon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3901 St. James St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11082-57)

Thomas Asphalte Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1957, incorporating: Carol Wagner, professional engineer, Huguette Bernard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Carol Wagner, both of Montreal, and Hélène Wagner, secretary, of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in stone, lime, cement, sand, ore and minerals;

minéraux; faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et en construction, sous le nom de "Thomas Asphalte Limitée", avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2327, rue Dezery, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 10961-57)

Trousers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1957, constituant en corporation: Arthur Rabinovitch, administrateur, Judith Fink, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, Samuel Godinsky et Michael Greenblatt, tous deux avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements et accessoires, laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles, nylon, dacron, orlon et étoffes de tout autre genre ou nature, sous le nom de "Trousers Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11165-57)

Unipak Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1957, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Sarah Miller, sténographe, tous deux de Montréal et Clarence Reuben Gross, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'empaqueteurs, sous le nom de "Unipak Service Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 11181-57)

Vic Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1957, constituant en corporation: Joseph Lauzier, marchand de bois, Victoire Bourdages Lauzier, ménagère, épouse commune

to carry on business as general contractors in paving and building, under the name of "Thomas Asphalte Limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2327 Dezery St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10961-57)

Trousers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1957, incorporating: Arthur Rabinovitch, executive, Judith Fink, stenographer, spinster, both of Montreal, Samuel Godinsky and Michael Greenblatt, both advocates, of Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories, wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, nylon, dacron, orlon and cloth of every other type or nature, under the name of "Trousers Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 900 preferred shares having a par value of $100 each and into 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11165-57)

Unipak Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1957, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Sarah Miller, stenographer, both of Montreal, and Clarence Reuben Gross, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as packers, under the name of "Unipak Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and into 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11181-57)

Vic Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1957, incorporating: Joseph Lauzier, lumber merchant, Victoire Bourdages Lauzier, housewife, wife common as to property of the

en biens dudit Joseph Lauzier, et dûment autorisée aux fins des présentes, Fernand Lauzier, Gervais Lauzier, comptables, Gilles Lauzier et Jules Lauzier, journaliers, tous d'Amos, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois, du papier et d'articles et matériaux faits de bois, sous le nom de "Vic Lumber Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999-o P. FRENETTE.

(P.G. 11141-57)

Waverly Ornamental Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1957, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Reginald D. Tormey, avocat, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fer, cuivre, bronze, acier et autres métaux, minéraux et substances, sous le nom de "Waverly Ornamental Works Ltd.", avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

(P.G. 10900-57)

Woodrow Industrial Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1957, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal, et Oscar Respitz, de Ville Mont Royal, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Woodrow Industrial Development Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44999 P. FRENETTE.

said Joseph Lauzier, and duly authorized for these present purposes, Fernand Lauzier, Gervais Lauzier, accountants, Gilles Lauzier and Jules Lauzier, laborers all of Amos, for the following purposes:

To deal in lumber, paper and articles and materials made of wood, under the name of "Vic Lumber Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided in 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11141-57)

Waverly Ornamental Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1957, incorporating: Léo Davignon, accountant, Reginald D. Tormey, lawyer, and Jeannette Brodeur, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in iron, copper, brass, steel and other metals, minerals and substances, under the name of "Waverly Ornamental Works Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each, and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10900-57)

Woodrow Industrial Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1957, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, fille majeure, both of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Woodrow Industrial Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44999-o Acting Deputy Attorney General.

Avis divers

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est, par les présentes, donné que messieurs Marc Trudel, 546, 4ième rue, Shawinigan Falls,

Miscellaneous Notices

Notice of formation of an insurance Compamy

Notice is hereby given that Messrs: Marc Trudel, 546, 4th Street, Shawinigan Falls, P.Q.;

P.Q.; J.-Eugène Bissonnette, 388 ouest, rue St-Vallier, Québec; Armand Rioux, 1175 ave des Érables, Québec; Arthur Fafard, 13 rue Guénette, Lévis, P.Q.; Maurice Boyer, 2 rue St-Jean-Baptiste, Valleyfield, P.Q.; Yvan Laberge, 837 rue Cherrier, Montréal, P.Q.; Edgar Michaud, 12 rue Bérard, Drummondville, P.Q.; Lucien Larue, 964, rue Casot, Québec; L. de Beaumont Couillard, 127A, rue Du Prince, Sorel, P.Q. Roland Décarie, 1040 ave Churchill, Montréal — P.Q.; Ernest Verge, 1379, ave Maguire, Sillery, P.Q.; Antoine Larue, 1246, rue Preston, Sillery, P.Q., tous membres du Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, ont l'intention de présenter au Lieutenant-Gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q., 1941), sous le nom de "La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Québec, district judiciaire de Québec, avec un capital actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurances maritime, aérienne et relative aux autres catégories suivantes: cautionnement, dommages aux biens, responsabilité, personne, excepté l'assurance et réassurance sur la vie.

Donné à Québec, P.Q., le 26ième jour du mois d'avril 1957.

J.-Eugène Bissonnette, 388 west, St-Vallier St., Quebec; Armand Rioux, 1175 Maple Avenu,e Quebec; Arthur Fafard, 13 Guenette Street, Levis, P.Q.; Maurice Boyer, 2 St. Jean-Baptiste Street, Valleyfield, P.Q. Yvan Laberge, 837 Cherrier Street, Montreal, P.Q.; Edgar Michaud, 12 Bérard Street, Drummondville, P.Q.; Lucien Larue, 964 Casot Street, Quebec; L. de Beaumont Couillard, 127A Du Prince, St. Sorel, P.Q.; Roland Décarie, 1040 Chruchill Ave, Montreal, P.Q.; Ernest Verge, 1379 Maguire Ave, Sillery, P.Q.; Antoine Larue, 1246, Preston St. Sillery, P.Q., all members of the College of Physicians and Surgeons, of the Province of Quebec intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition in order to constitute them into an insurance company in accordance with the provisions of section two and following of the Quebec Insurance Act under the name of "La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company", with head office in the city of Quebec, judicial district of Quebec, and a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact into the following classes of insurance and reinsurance: marine, aviation and also all other classes pertaining to suretyship, property, liability, persons, except life assurance and reassurance.

Given at Quebec, P.Q., this 26th day of April 1957.

Signature des requérants — Signature of the Petitioners,

MARC TRUDEL,
ARMAND RIOUX,
MAURICE BOYER,
EDGAR MICHAUD,
L. DE BEAUMONT COUILLARD,
ERNEST VERGE,

J.-EUGÈNE BISSONNETTE,
ARTHUR FAFARD,
YVAN LABERGE,
LUCIEN LARUE,
ROLAND DÉCARIE,
ANTOINE LARUE.

44853-18-4-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le vingt-neuf avril 1957, j'ai décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat National des Coiffeuses Saguenay, Lac St-Jean", dont la formation, sous le nom originaire de "Syndicat National Catholiques des Coiffeuses de Chicoutimi, Lac St-Jean & Roberval", avait été autorisée le 15 janvier 1942, avec siège social à Chicoutimi, comté de Chicoutimi, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20*a* de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné à mon bureau, à Québec, le trente avril 1957.

Le Secrétaire de la province,
YVES PRÉVOST.

45004-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that I have, on April twenty-ninth, 1957, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat National des Coiffeuses Saguenay, Lac St-Jean", the formation of which, under the original name of "Syndicat National Catholiques des Coiffeuses de Chicoutimi, Lac St. Jean & Roberval", had been authorized on January 15, 1942, with head office at Chicoutimi, county of Chicoutimi, pursuant to the provisions of section 20*a* of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11, George VI, chapter 52, section 5.

Given at my office, in Quebec, on April thirtieth, 1957.

YVES PRÉVOST,
Secretary of the Province.

45004

(P.G. 8298-48)

Avis est, par les présentes, donné que, le 16 avril 1957, j'ai approuvé les amendements aux règlements IV et V de "The Priory School Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle tenue le 29 janvier 1957, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, en la cité de Québec, ce 17e jour d'avril 1957.

Le Secrétaire de la province,
YVES PRÉVOST.

45005

(A.G. 8298-48)

Notice is hereby given that, on April 16th, 1957, I have approved the amendments to by-laws IV and V of "The Priory School Inc.", as adopted at the Annual Meeting held on January 29th, 1957, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the my office, at Quebec City, this 17th day of April, 1957.

YVES PRÉVOST,
Secretary of the Province.

45005-o

(Sec. P. 316-57)

AVIS D'AUTORISATION

(Loi des compagnies minières de Québec)

Avis est donné que la compagnie "Arno Mines, Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la province est aux bureaux de M. Raymond Caron, avocat, 620 rue Cathcart, en les cité et district de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est ledit M. Raymond Caron, avocat, de la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,

44999 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 316-57)

NOTICE OF AUTHORIZATION

(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Arno Mines, Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at the offices of Mr. Raymond Caron, advocate, 620 Cathcart Street, in the city and district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is the said Mr. Raymond Caron, advocate, of the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,

44999-o Under-Secretary of the Province.

RÈGLEMENT N° XXV

Un règlement concernant la distribution de l'actif de "Missisquoi Stone & Marble Company Ltd.":

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires;

2° Attendu que les dettes et obligations de la compagnie ont été pourvues ou protégées;

3° En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de "Missisquoi Stone & Marble Company Ltd." que:

a) La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et procéder subséquemment à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

b) Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à l'exercice adéquat du précédent.

Décrété ce 1er jour de mai 1957.

Le Président,
J.-RENÉ LESSARD.
Le Secrétaire,

45012 YVON PERRAS.

BY-LAW No. XXV

Being a by-law respecting the distribution of the assets of "Missisquoi Stone & Marble Company Ltd.":

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up tis affairs;

2. Whereas the debts and obligations of the company have been provided for or protected;

3. Therefore be it enacted as a By-law of "Missisquoi Stone & Marble Company Ltd." that:

a) The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

b) The Directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 1st, day of May 1957.

J.-RENÉ LESSARD,
President.
YVON PERRAS,

45012-o Secretary.

(P.G. 14008-56)

LEEDS METALS COMPANY LTD.

(No Personal Liability)

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie tenue à Montréal, 170 est, Blvd. Dorchester, suite 210, le 28e jour de mars 1957.

"Règlement N° 8.

Il a été alors proposé, secondé et résolu à l'unanimité qu'un règlement portant le N° 8 des règlements généraux de la compagnie soit et il est, par les présentes, décrété dans le but d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois (3) à huit (8), sujet à l'approbation des actionnaires de la compagnie et à sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout amendant le paragraphe 3 du règlement N° 1 de la compagnie".

Confirmé à l'unanimité à une assemblée des actionnaires tenue spécialement à cette fin le même jour.

Certifié vrai extrait.

Le Secrétaire,

45015 CLAUDE JALBERT.

(A.G. 14008-56)

LEEDS METALS COMPANY LTD.

(No Personal Liability)

Extract from the minutes of a meeting of the Directors of the company, held at Montreal, 170 east, Dorchester Blvd, Suite 210, on the 28th day of March 1957.

"By-law No. 8.

It was then moved, seconded and unanimously resolved that a By-law bearing No. 8 of the general by-laws of the company be and the same is hereby enacted in order to raise the number of the Directors of the company from three (3) to eight (8), subject to the approval of the company's shareholders and to publishing of same in the *Quebec Official Gazette*, the whole in amendment of paragraph 3 of by-law No. 1 of the company".

Unanimously confirmed at a shareholders' meeting specially held on the same day, for that purpose.

Certified true extract.

CLAUDE JALBERT,

45015-o Secretary.

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 27 février 1957, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la "Municipalité de Saint-Norbert-du-Cap-Chatte" en celui de "Municipalité de la Paroisse de Saint-Norbert-du-Cap-Chat", comté de Gaspé-Ouest.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Cap-Chat, le 9 mai 1957.

Le Maire,
OLIVIER GAGNON.
Le Secrétaire-trésorier,
45013-o FRANÇOIS GAGNON.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, under date of February 27, 1957, an Order in Council in order to change the name of the "Municipality of Saint Norbert-du-Cap-Chatte" to that of "Municipality of the Parish of Saint Norbert-du-Cap-Chat", county of Gaspé-West.

In accordance with the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force as from the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Cap-Chat, May 9, 1957.

OLIVIER GAGNON,
Mayor.
FRANÇOIS GAGNON,
45013 Secretary-Treasurer.

(P.G. 8460-53)

SINGER PLUMBING & HEATING CO.

Un règlement pour réduire le nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus de cinq à trois.

Règlement N° 13

"13° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois directeurs".

Certifié vraie copie.

Le Président,
45014-o OSCAR SINGER.

(A.G. 8460-53)

SINGER PLUMBING & HEATING CO.

By-law decreasing the number of Directors of the above company from five to three.

By-law No. 13

"13. The affairs of the company shall be managed by a Board of three Directors."

Certified true copy.

OSCAR SINGER,
45014-o President.

(P.G. 13958-56)

HAMELIN & HUBBARD INDUSTRIES CORPORATION

Règlement N° 3

Changeant le nombre des directeurs.

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 3 de "Hamelin & Hubbard Industries Corporation", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à sept (7).

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent".

Décrété ce 12e jour de mars 1957.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
45016 PAUL DÉCARIE.

(A.G. 13958-56)

HAMELIN & HUBBARD INDUSTRIES CORPORATION

By-law No. 3

Changing the number of Directors.

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 3 of "Hamelin & Hubbard Industries Corporation", as follows:

1. The number of Directors of the Board of the company be and it is hereby increased from five (5) to seven (7);

2. The By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing;"

Enacted this 12th day of March, 1957.

Certified true copy.

PAUL DÉCARIE,
45016-o Secretary.

(P.G. 3439-47)

DOMINION OIL LIMITED

Règlement N° 9

"Que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de sa présente adresse de la cité de Québec à 505 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q.

Certifié vraie copie.

Montréal, ce 22e jour d'avril 1957.

Le Secrétaire,
45018-o ALEX. W. McLEOD.

(A.G. 3439-47)

DOMINION OIL LIMITED

By-law No. 9

"The location of the head office of the Company be and the same is hereby changed from its present address in Quebec city to 505 Dorchester Street, west, Montreal, P.Q."

Certified true copy.

Montreal, this 22nd day of April 1957.

ALEX. W. McLEOD,
45018-o Secretary.

(P.G. 10887-57)

ST. JAMES HOLDING CORPORATION

Règlement N° 23

"1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à quatre (4) de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

(A.G. 10887-57)

ST. JAMES HOLDING CORPORATION

By-law No. 23

"1. The number of Directors of the Company is increased from three (3) to four (4) so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of four (4) Directors.

2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet au présent règlement.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
45017 JOSEPH MOOALLIM.

2. Three (3) Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior By-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law".

Certified true copy.

JOSEPH MOOALLIM,
45017-o Secretary.

AVIS DE CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE

Avis est, par les présentes, donné que messieurs: Marc Trudel, 546, 4ième Rue, Shawinigan Falls, P.Q.; J.-Eugène Bissonnette, 388 ouest, rue St-Vallier, Québec; Armand Rioux, 1175, ave des Érables, Québec; Arthur Fafard, 13 rue Guénette, Lévis, P.Q.; J.-Maurice Boyer, 2, rue St-Jean-Baptiste, Valleyfield, P.Q.; J.-Berchmans Michaud, 12, rue Bérard, Drummondville, P.Q.; Ivan Laberge, 837, rue Cherrier, Montréal, P.Q.; Lucien Larue, 964, rue Casot, Québec; Louis-A. Couillard, 127A, rue du Prince, Sorel, P.Q.; Roland Décarie, 1040, ave Churchill, Montréal, P.Q.; Ernest Verge, 1379, ave Maguire, Sillery, Québec, P.Q.; Antoine Larue, 1246, rue Preston, Sillery, Québec, P.Q., tous membres du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, ont l'intention de présenter au Lieutenant-Gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Médicale Compagnie d'Assurance sur la vie — The Medical Life Assurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Québec, district judiciaire de Québec, avec un capital actions de cinq cent mille ($500,000.00) dollars divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de personne, de faire des contrats d'annuité et de rente de toute espèce, et sans restreindre l'étendu de ces pouvoirs, de faire notamment des contrats:

a) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et de tous autres risques de même nature;

b) d'annuité et de rente de toute espèce;

c) d'assurance pour frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et de tous autres frais de même nature encourus en raison d'accident, de maladie et de maternité;

d) de réassurance soit comme réassuré ou comme réassureur relatifs à des contrats d'assurance de personne, d'annuité et de rente de toute espèce.

Donné à Québec, P.Q., le seizième jour de mai 1957.

NOTICE OF FORMATION OF AN INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that Messrs: Marc Trudel, 546, 4th Street, Shawinigan Falls, P.Q.; J. Eugène Bissonnette, 388 West, St-Vallier St., Quebec; Armand Rioux, 1175, Maple Avenue, Québec; Arthur Fafard, 13 Guenette St., Levis, P.Q.; J. Maurice Boyer, 2 St. Jean-Baptiste Street, Valleyfield, P.Q. Ivan Laberge, 837 Cherrier Street, Montreal, P.Q.; J. Berchmans Michaud, 12 Bérard Street, Drummondville, P.Q.; Lucien Larue, 964 Casot Street, Québec; Louis A. Couillard, 127A, du Prince Street, Sorel, P.Q.; Roland Decarie, 1040, Churchill Ave, Montreal, P.Q.; Antoine Larue, 1246, Preston St., Sillery, Quebec, P.Q.; Ernest Verge, 1379, Maguire Ave, Sillery, Quebec, P.Q., all members of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition in order to constitute them into an insurance company in accordance with the provisions of section two and following of the Quebec insurance Act under the name of "La Médicale Compagnie d'Assurance sur la vie — The Medical Life Assurance Company", with head office in the City of Quebec, judicial district of Quebec, and a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00), divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact the operations of a life assurance and reasurance company, annuities, and without restricting the above powers to transact into the following classes of contracts:

a) life assurance, accident, invalidity, sickness and all other risks of a similar nature;

b) annuities of all kinds;

c) hospitalisation, medical, surgical, pharmaceutical expenses and all other similar expenses arising out of accident, sickness and maternity;

d) reassurance either as reassured or as reassurer pertaining to contracts of life assurance and annuities of all kinds.

Given at Quebec, P.Q., this 16th day of May, 1957.

Signature des requérants — Signature of the Petitioners,

MARC TRUDEL,
ARMAND RIOUX,
J.-MAURICE BOYER,
IVAN LABERGE,
LOUIS-A. COUILLARD,
ERNEST VERGE,

J.-EUGÈNE BISSONNETTE,
ARTHUR FAFARD,
J.-BERCHMANS MICHAUD,
LUCIEN LARUE,
ROLAND DÉCARIE,
ANTOINE LARUE.

45037-21-4-o 45037-21-4-o

(P.G. 5655-43)

NORVAL OIL COMPANY LIMITED

Règlement N° 4

"Que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée

(A.G. 5655-43)

NORVAL OIL COMPANY LIMITED

By-law No. 4

"The location of the head office of the company be and the same is hereby changed from

de sa présente adresse de Noranda à 505 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q.

Certifié vraie copie.

Montréal, ce 22e jour d'avril 1957.

Le Secrétaire,
H. J. HUGHES.

45019

AVIS

Province de Québec

La Municipalité du Village de Boucherville

Avis public est par les présentes donné qu'à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, cette corporation s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes (S.R.Q. Chapitre 233).

La municipalité de ville projetée portera le nom de: "Ville de Boucherville".

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de Boucherville.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de Boucherville établit à 3,730 âmes la population dudit village.

Donné en la municipalité du village de Boucherville, ce 16e jour du mois de mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI DUMAIS.

Je sous-signé secrétaire-trésorier du Village de Boucherville certifie sous mon serment d'office avoir publié ce jour le présent avis en l'affichant aux deux endroits désignés à cet effet par le Conseil.

Boucherville, le 16 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI DUMAIS.

45022-21-4-o

its present address in Noranda, to 505 Dorchester Street, west, Montreal, P.Q."

Certified true copy.

Montreal, this 22nd day of April 1957.

H. J. HUGHES,
Secretary.

45019-o

NOTICE

Province of Quebec

The Municipality of the Village of Boucherville

Public notice is hereby given that at the end of the time limit required by law following the publication of this notice, the said corporation shall apply to the Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory into a town municipality and obtain letters patent for said purposes, under the authority of sections 12 and the following of the cities and towns Act (R.S.Q. Chapter 233).

The proposed town municipality shall bear the name of: "Town of Boucherville".

The boundaries of the proposed town municipality shall be the same as those of the Municipality of the village of Boucherville.

The census ordered by the Council of the Municipality of the village of Boucherville has established as 3,730 souls the population of said village.

Given in the municipality of the village of Boucherville, this 16th, day of the month of May 1957.

HENRI DUMAIS,
Secretary-Treasurer.

I, the undersigned Secretary-Treasurer of the Village of Boucherville certify under oath of office having this day, published the present notice by posting it at two different places designated to this effect by the Council.

Boucherville, May 16, 1957.

HENRI DUMAIS,
Secretary-Treasurer.

45022-21-4

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 419275. Dame Marie Esteie, ménagère, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Hubert Caprary, du même lieu, demanderesse, vs Charles Hubert Caprary, chimiste manufacturier, des cité et district de Montréal, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le 16 mai 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,
SLAPACK & CHARLAP.

Slapack & Charlap.
660 ouest, rue Ste-Catherine,
Montréal. 45002

AVIS LÉGAL

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 418-629. Thérèse Leblanc, épouse commune en biens de Jean-Paul Emond, résidant et domiciliée à 4675 de la

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 419275. Dame Marie Esteie, housewife, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Hubert Caprary, of the same place, plaintiff, vs Charles Hubert Caprary, manufacturing chemist, of the city and district of Montreal, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property was instituted against the defendant on May 16th, 1957.

SLAPACK & CHARLAP,
Attorneys for the plaintiff.

Slapack & Charlap,
660 St. Catherine St. West,
Montreal. 45002-o

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 418-629. Thérèse Leblanc, wife common as to property of Jean-Paul Emond, residing and domiciled at 4675

rue Bourbonnière, à Montréal, dit district, demanderesse, vs Jean-Paul Emond, garagiste, résidant et domicilié à 4675 de la rue Bourbonnière, à Montréal, dit district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 10 mai 1957.

Montréal, 10 mai 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,
GRÉGOIRE, DANSEREAU, DAOUST,
VERNIER, DUCEPPE, DUGUAY
45003-o & ALLAIRE.

Bourbonnière Street, at Montreal, of the said district, plaintiff, vs Jean-Paul Emond, garage-keeper, residing and domiciled at 4675 Bourbonnière Street, at Montreal, of the said district, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on May 10, 1957.

Montreal, May 10, 1957.

GRÉGOIRE, DANSEREAU, DAOUST,
VERNIER, DUCEPPE, DUGUAY
& ALLAIRE.
45003 Attorneys for the plaintiff.

Chartes — Abandon de

LA CORPORATION COLOMBIENNE DE SOREL

Avis est, par le présent donné, que la compagnie "La Corporation Colombienne de Sorel", constituée par lettres patentes sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Sorel, ce 9 mai 1957.

Le Président,
45006-o ARMAND MATTON.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Les Entreprises St-Denis Limitée", ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 14 mai 1957.

Les Procureurs de la requérante,
45007-o BLAIN & LONG.

PTE. ST. CHARLES REALTIES LTD.

D'après les dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, "Pte. St. Charles Realties Ltd.", donne par les présentes, avis publique, qu'elle demandera à la province de Québec, d'accepter l'abandon de sa Charte, à compter de telle date que déterminera l'Honorable Procureur Général.

Montréal, le 1er jour de mai 1957.

PTE. ST. CHARLES REALTIES LTD.,
Par le Secrétaire,
45008-o NAOMY LONDON.

Les Procureurs de
Pte. St. Charles Realties Ltd.,
45008-o SPERBER, GOLD & LAPIN.

Avis est donné par les présentes que "Farm Products Inc.", une corporation constituée en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la Ville de Sherbrooke, Québec, demandera au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa Charte suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, Québec, ce 22ième jour de mai 1957.

L'Assist.-Secrétaire,
45045-o B. N. HOLTHAM.

Charters — Surrender of

LA CORPORATION COLOMBIENNE DE SOREL

Notice is hereby given that the company "La Corporation Colombienne de Sorel", constituted as a corporation by letters patent under the authority of the Quebec Companies' Act, shall apply for leave to surrender its charter.

Sorel, May 9, 1957.

ARMAND MATTON,
45006 President.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "Les Entreprises St-Denis Limitée", with head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, May 14, 1957.

BLAIN & LONG,
45007-o Attorneys for Petitioner.

PTE ST. CHARLES REALTIES LTD.

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "Pte. St. Charles Realties Ltd.", hereby gives public notice that it will make application to the Honourable Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter as and from a date to be fixed by the Honourable Attorney-General.

Montreal, this 1st, day of May, 1957.

PTE. ST. CHARLES REALTIES LTD.,
Per: NAOMY LONDON,
Secretary.
SPERBER, GOLD & LAPIN,
Attorney for
45008-o Pte. Sr. Charles Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Farm Products Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head-office in the city of Sherbrooke Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Sherbrooke, Quebec, this 22nd, of May 1957.

B. N. HOLTHAM,
45045-o Asst. Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 305-57)

Avis est donné que la compagnie "Trans Canada Rent-a-Trailer System Ltd." a été autorisé à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera à 360 ouest, rue St-Jacques, chambre 611, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. Jacques Leduc, de Ville Mont-Royal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour de mai 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44999 JEAN BRUCHÉSI,

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 305-57)

Notice is hereby given that "Trans Canada Rent-a-Trailer System Ltd." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the province is to be at 360 St. James Street, west, room 611, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Jacques Leduc, of the town of Mount Royal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 18th day of May, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44999-o Acting Provincial Secretary.

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Abraham Albert, marchand, Frank Cobrin, marchand, Wm. B. Cohen, marchand, Sam L. Crystal, courtier d'assurances, Abe Fleischer, marchand, Seymour Frank, marchand, Solomon Gaymer, manufacturier, Harry Gasco, marchand, Sam J. Gasco, marchand, Abe Gordon, manufacturier, Harry J. Gordon, marchand, Joseph Gordon, manufacturier, Ben Krakower, marchand, Sam Levine, manufacturier, Morris Moscovitch, manufacturier, Abe Rapp, manufacturier, Mendel Richer, marchand, Ben Rusk, marchand, Jack Sacks, gérant, Nathan Takefman, marchand, tous des cité et district de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subséquemment membres d'une congrégation religieuse connue sous le nom de "Congregation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terraind'inhumation; vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets promissoires et autres instruments négociables sous la signature de ses officiers ou autres qui peuvent être déterminés par son bureau de direction; conserver des régistres d'actes de statut civil, nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des régistres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à iceux, tous autres pouvoirs civile propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou personne administrant le Gouverne-

Application to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Abraham Albert, merchant, Frank Cobrin, merchant, Wm. B. Cohen, merchant, Sam L. Crystal, insurance broker, Abe Fleischer, merchant, Seymour Frank, merchant, Solomon Gamer, manufacturer, Harry Gasco, merchant, Sam J. Gasco, merchant, Abe Gordon, manufacturer, Harry L. Gordon, merchant, Joseph Gordon, manufacturer, Ben Krakower, merchant, Sam Levine, manufacturer, Morris Moscovitch, manufacturer, Abe Rapp, manufacturer, Mendel Richer, merchant, Ben Rusk, merchant, Jack Sacks, manager, Nathan Takefman, merchant, all of the city and district of Montreal will apply to the Legisla ure of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members into a religious congregation under the name of "Congregation Chevra Kadisha-B' Nai Jacob", with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetary or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its Board of Directors; to keep registers for acts of civil status, to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a license from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act tf the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, chapter 75,

ment tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations de la corporation "Congregation Chevra Kadisha" et la "Congregation B'Nai Jacob", dûment constituée en corporation par une Loi privée, le tout avec le consentement desdites corporations.

Montréal, 26 mars 1957.

Le Procureur des requérants,
44907-19-4 LOUIS DINER, C.R.

and shall nevertheless have all the powers conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of the corporation of the "Congregation Chevra Kadisha", and the "Congregation B'Nai Jacob", duly incorporated by private act, the whole with consent of the said corporations.

Montreal, March 26th, 1957.

LOUIS DINER, Q.C.,
44907-19-4-o Attorney for the petitioners.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-57
(Région de Montréal)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mardi, le 21 mai 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand et Walter D. Lowe, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature dans le cours de l'année 1956, le coût de production, de manipulation, de distribution du lait a continué d'augmenter, et principalement en raison des hausses de salaires que les marchands de lait et les producteurs ont été dans l'obligation de rencontrer;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présent ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2° La région de Montréal, comprend l'Ile de Montréal et l'Ile-Jésus; les cités de Jacques-Cartier, Longueuil et St-Lambert; les villes de Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montréal-Sud et Préville; le village de Boucherville; la paroisse de Ste-Famille-de-Boucherville; les municipalités de St-Hubert et Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, ainsi que le Port de Montréal.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.78 F.A.B., la place d'affaire dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1-57
(Region of Montreal)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 21st, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at, 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, president, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, commissioners, and Alphonse Savoie, secretary.

WHEREAS, since 1956, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has continued to increase, and especially due to increases in salaries that the milk dealers and producers had to meet;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the Island of Montreal and Ile Jésus, the cities of Jacques Cartier, Longueuil and St. Lambert; the towns of Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montreal South and Préville; the village of Boucherville; the parish of St. Famille de Boucherville; the municipalities of St. Hubert and Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, and also the Port of Montreal.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $4.78 F.O.B., business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur un base de 3.5% de matières grasses;

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage.

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer:

a) du lait à des prix inférieur à 13 cents la chopine et 21½ cents la pinte;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 8 cents la mesure de 7 onces, 9 cents le demiard, 14 cents la chopine et 23 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 8 cents le demiard, 12 cents la chopine et 20 cents la pinte;

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce:

a) du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 12 cents la chopine, 20½ cents la pinte, et en bidon 76 cents le gallon;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 7 cents la mesure de 7 onces, 7½ cents le demiard, 12 cents la chopine et 21 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 74 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 12 cents la chopine et 20½ cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inferieur à 65 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 7 cents le demiard.

9° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait et la crème.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours;

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que des bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

10° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal). Cet article ne s'applique pas à l'Ile-Jésus.

11° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

The payment of milk to the producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat;

a) A premium of three cents a hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of Article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver:

a) milk at prices inferior to 13 cents a pint and 21½ cents a quart;

b) chocolate milk at prices inferior to 8 cents the 7 ounce container, 9 cents a half-pint, 14 cents a pint and 23 cents a quart;

c) butter milk at prices inferior to 8 cents a half-pint, 12 cents a pint and 20 cents a quart;

5. No person shall offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment:

a) milk at prices inferior to 7 cents a half-pint, 12 cents a pint, 20½ cents a quart, and in bulk 76 cents a gallon;

b) chocolate milk at prices inferior to 7 cents the 7 ounce container, 7½ cents a half-pint, 12 cents a pint and 21 cents a quart;

c) butter milk at prices inferior to 7 cents a half-pint, 11 cents a pint and 19 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 74 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 12 cents a pint and 20½ cents a quart.

7. No milk, dealer cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 65 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 7 cents a half-pint.

9. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk and cream.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

10. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time). This article does not apply to Ile Jésus.

11. Milk dealers co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

12° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de Montréal que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

13° La présent ordonnance annule l'ordonnance N° 1-56 et entrera en vigueur le 1er juin 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
45028-o

12. Delivery of milk or cream, within the region of Montreal, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

13. The present Order cancels Order No. 1-56 and shall come into force on June 1st, 1957.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissionner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
45028-o

Département de l'Instruction Publique

N° 543-56.

Québec, le 9 mai 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire actuelle de Ruisseau, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, aux municipalités scolaires de Côteau du Lac et de St-Polycarpe, dans le même comté.

1° La partie de ce territoire qui doit être annexée à la municipalité scolaire de Côteau du Lac comprend les lots 308 à 337 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Ignace et les lots 177 à 200 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Clet.

2° La partie qui doit être annexée à la municipalité scolaire de St-Polycarpe comprend les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de St-Polycarpe: 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 et 659, la moitié est des lots du même cadastre portant les numéros 626 et 627.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44961-20-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 422-57.

Québec, le 14 mai 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie, dans le comté de Napierville-Laprairie, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Laprairie, dans le même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, savoir: La totalité des lots Nos 316 à 363 inclusivement et leurs subdivisions; la totalité des lots Nos 364 à 456 inclusivement; la totalité des lots 457 à 516 inclusivement; la totalité des lots Nos 517 à 542 inclusivement; les lots Nos 543, 544, 545, 546, la partie nord-ouest du lot 547 et leurs subdivisions; la partie nord du lot 548; la totalité des lots Nos 550, 551, 552, 553, 554, 547-A et partie des lots Nos 555, 556, 557, 558, 559, 560, 670, 673 et leurs subdivisions, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44973-20-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 459-57.

Québec, le 13 mai 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Shawinigan-Sud, dans le comté de St-Maurice, pour les contribuables catholiques seulement, à la muni-

Department of Education

No. 543-56.

Quebec, May 9, 1957.

Application is made to annex the territory of the present school municipality of Ruisseau, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the School Municipalities of Côteau du Lac and St. Polycarpe, in the same county.

1. That part of said territory to be annexed to the School Municipality of Côteau du Lac includes lots 308 to 337 inclusive of the official cadastre of the parish of St. Ignace and lots 177 to 200 inclusive of the official cadastre of the parish of St. Clet.

2. That part to be annexed to the School Municipality of St. Polycarpe includes the following lots of the official cadastre of the parish of St. Polycarpe: 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 and 659, the easterly half of the lots of the same cadastre bearing numbers 626 and 627.

O. J. DÉSAULNIERS,
44961-20-2 Superintendent of Education.

No. 422-57.

Quebec, May 14, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of the parish of Laprairie, in the county of Napierville-Laprairie, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the School Municipality of the town of Laprairie, in the same county.

This territory includes the following lots, all inclusive of the official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, to wit: the whole of lots No. 316 to 363 inclusive and the subdivisions thereof; the whole of lots No. 364 to 456 inclusive; the whole of lots 457 to 516 inclusive; the whole of lots No. 517 to 542 inclusive; lots No. 543, 544, 545, 546, the northwesterly part of lot 547 and subdivisions thereof; the northerly part of lot 548; the whole of lots No. 550, 551, 552, 553, 554, 547-A and part of lots No. 555, 556, 557, 558, 559, 560, 670, 673 and subdivisions thereof, all of the official plan and book of reference of the parish of Laprairie de la Magdeleine.

O. J. DÉSAULNIERS,
44973-20-2 Superintendent of Education.

No. 459-57.

Quebec, May 13, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Shawinigan-South, in the county of St. Maurice, for the catholic ratepayers, only to the school

cipalité scolaire de Shawinigan-Falls, dans le comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44962-20-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1162-56.

Québec, le 14 mai 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Haldimand, dans le comté de Gaspé-Sud, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Gaspé.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44972-20-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 317-57.

Québec, le 14 mai 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Paul-de-Châteauguay, dans le comté de Châteauguay, à la municipalité scolaire de Ste-Martine, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44974-20-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 487-57.

Québec, le 15 mai 1957.

Demande est faite de changer le nom de "La Municipalité Scolaire Protestante de McMasterville, dans le comté de Verchères" en celui de "La Municipalité Scolaire Protestante de McMasterville & Belœil, dans le comté de Verchères".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44994-20-2 O. J. DÉSAULNIERS.

N° 232-57.

Québec, le 16 mai 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 8 mai 1957, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pont-Château, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à celui de la municipalité scolaire de Côteau du Lac, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45000-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 87-53.

Québec, le 16 mai 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté en conseil en date du 8 mai 1957, de modifier l'item 2 de l'arrêté en conseil numéro 325, en date du 11 avril 1956, concernant l'annexion d'un certain territoire de la municipalité scolaire de Danville, dans le comté de Richmond, à la municipalité scolaire de Shipton, même comté, en ajoutant à la description technique le territoire ci-dessous décrit qui fut omis lors de cette annexion.

"Un territoire de forme triangulaire étant une partie du lot 20-K du rang IV du cadastre officiel du canton de Shipton, située au sud-est de la route nationale N° 5 et décrite comme suit, savoir: partant du point d'intersection du côté sud-est de la route nationale N° 5 avec la ligne de division entre les rangs III et IV; de là suivant cette ligne jusqu'à sa rencontre avec la ligne sud-est dudit lot 20-K; de là dans une direction sud-ouest en suivant cette ligne jusqu'à sa rencontre avec le côté sud-est de ladite route nationale N° 5; puis enfin en suivant le côté sud-est de ladite route dans une direction géné-

municipality of Shawinigan-Falls, in the county.

O. J. DÉSAULNIERS,
44962-20-2 Superintendent of Education.

No. 1162-56.

Quebec, May 14, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Haldimand, in the county of Gaspé-South, for the Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of Gaspé.

O. J. DÉSAULNIERS,
44972-20-2 Superintendent of Education.

No. 317-57.

Quebec, May 14, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Paul-de-Châteauguay, in the county of Châteauguay, to the school municipality of Ste. Martine, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
44974-20-2 Superintendent of Education.

No. 487-57.

Quebec, May 15, 1957.

Application is made to change the name of "The Protestant School Municipality of McMasterville, in the county of Verchères", for the name of "The Protestant School Municipality of McMasterville & Belœil, in the county of Verchères".

O. J. DÉSAULNIERS,
44994-20-2-o Superintendant of Education.

No. 232-57.

Quebec, May 16, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 8, 1957, to annex the present territory of the school municipality of Pont Château, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to that of the school municipality of Côteau du Lac, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
45000 Superintendent of Education.

No. 87-53.

Quebec, May 16, 1957.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated May 8, 1957, has been pleased to amend item 2 of the Order in Council number 325, dated April 11, 1956, concerning the annexation of a certain territory of the school municipality of Danville, in the county of Richmond, to the school municipality of Shipton, same county, by adding to the technical description the territory herebelow described which was omitted at the time of this annexation.

"A territory of triangular form being a part of lot 20-K of range IV of the official cadastre of the township of Shipton, situated on the southeast of the national highway No. 5 and described as follows, to wit: starting from the point of intersection on the southeast side of the national highway No. 5 with the dividing line between ranges III and IV; thence, following this line up to its meeting point with the southeast line of the said lot 20-K; thence, in a southwesterly direction by following this line up to its meeting point with the southeast side from the said national highway No. 5; then finally by

rale nord-nord ouest jusqu'au point de départ".

Cet arrêté en conseil prend effet immédiatement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45000-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 284-57.

Québec, le 18 mai 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 8 mai 1957, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Barford, dans le comté de Stanstead, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Coaticook, dans le même comté.

Le territoire de cette municipalité scolaire de Barford est décrit comme suit, savoir:

Dans le canton Barnston, les lots suivants: 7-B, 8-C, 8-D, 9-A, 9-B, la demi-nord de 9-C, 10-A, 10-B, 10-C et la demi-nord du lot 10-D, 11-A, 11-B, 12-A, 13-A, 14-A et 14-B tous du rang VI; 7 à 14 inclusivement du rang VII; 7, 8, 11-C à 14 inclusivement du rang VIII; 7 et 8 du rang IX; 1 à 9 inclusivement du rang X et 1 à 9 inclusivement 10-B, 10-C, 11-D et 11-C du rang XI.

Dans le canton Clifton, comté de Compton, les lots 1 et 2 du rang X et 1 à 4 inclusivement du rang XI.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45000-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 282-57.

Québec, le 16 mai 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 8 mai 1957, d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, aux municipalités scolaires catholiques du village de Compton, dans le comté de Compton, et de Coaticook, dans le comté de Stanstead, le territoire actuel de la municipalité scolaire catholique du canton de Compton, dans le comté de Compton, de la façon suivante, savoir:

1° Que les lots 1 à 6 inclusivement des rangs I à X inclusivement soient annexés à la municipalité scolaire de Coaticook.

2° Que le territoire ci-dessous décrit soit annexé à la municipalité scolaire catholique du village de Compton.

En référence au cadastre officiel du canton de Compton, tous les lots ou parties de lots suivants et toutes leurs subdivisions présentes et futures ensemble avec les chemins de fer, rues, cours d'eau et parties d'iceux, formant un bloc borné comme suit: Partant d'un point situé dans la ligne des rangs I et II à l'intersection des lots primitifs 6 et 7; puis de là en direction nord en suivant la ligne des rangs I et II jusqu'à la ligne d'intersection des lots primitifs 8 et 9; puis de là en direction est en suivant la ligne qui divise les lots primitifs 8 et 9 à travers le rang II jusqu'à la ligne des rangs II et III; puis de là en direction nord en suivant la ligne des rangs II et III jusqu'à la ligne d'intersection des lots primitifs 17 et 18; puis de là en direction est en suivant la ligne de division des lots primitifs 17 et 18 jusqu'à la ligne des rangs III et IV; puis de là en direction nord en suivant la ligne des rangs III et IV jusqu'à la ligne d'intersection des lots 18-A et 18-D; puis de là en direction est en suivant la

following the southeast side of the said highway in a general north-northwesterly direction to the starting point."

This Order in Council will take effect immediately.

O. J. DÉSAULNIERS,
45000 Superintendent of Education.

No. 284-57.

Quebec, May 18, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 8, 1957, to annex the present territory of the School Municipality of Barford, in the county of Stanstead, for Catholic ratepayers only, to the School Municipality of Coaticook, same county.

The territory of said School Municipality of Barford is described as follows, to wit:

In the township of Barnston, the following lots: 7-B, 8-C, 8-D, 9-A, 9-B, the northerly half of 9-C, 10-A, 10-B, 10-C, and the northerly half of lot 10-D, 11-A, 11-B, 12-A, 13-A, 14-A and 14-B all of range VI; 7 to 14 inclusive of range VII; 7, 8, 11-C to 14 inclusive of range VIII; 7 and 8 of range IX, 1 to 9 inclusive of range X; 1 to 9 inclusive and 10-B, 10-C, 11-D and 11-C, range XI.

In the township of Clifton, county of Compton, lots 1 and 2, range X and 1 to 4 inclusive, range XI.

This change shall take effect on July 1st., 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
45000 Superintendent of Education.

No. 282-57.

Quebec, May 16, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 8, 1957 to annex, for Catholic ratepayers only, to the Catholic School Municipalities of the village of Compton, in the county of Compton and of Coaticook, in the county of Stanstead, the present territory of the Catholic School Municipality of the township of Compton, in the county of Compton, in the following manner, to wit:

1. That lots 1 to 6 inclusive of ranges I to X inclusive be annexed to the School Municipality of Coaticook.

2. That the territory described hereinunder be annexed to the Catholic School Municipality of the village of Compton.

With reference to the official cadastre of the township of Compton, all the following lots or parts thereof and all their subdivisions both present and future together with railroads, streets, streams and parts thereof, forming a block bounded as follows: Commencing at a point situated on the line of ranges I and II at the point of intersection of original lots 6 and 7; thence in a northerly direction following the line of ranges I and II as far as the intersection line of original lots 8 and 9; thence, in an easterly direction following the line dividing original lots 8 and 9 across range II as far as the line of ranges II and III; thence in a northerly direction along the line of ranges II and III as far as the intersection line of original lots 17 and 18; thence in an easterly direction along the dividing line of original lots 17 and 18 as far as the line of ranges III and IV; thence in a northerly direction along the line of ranges III and IV as far as the intersection line of lots 18-A and 18-D; thence in an

ligne divisant les lots 18-A et 18-D jusqu'à la ligne nord-est du lot 1037 (chemin de fer Grand Tronc); puis de là en direction sud-est en suivant la ligne de division entre les lots 18-C et 1037 jusqu'au lot 17-A; puis de là en direction est en suivant la ligne de division entre les lots 17-A et 18-C jusqu'à la limite ouest du cadastre officiel du village de Compton; puis de là en direction nord en suivant la limite ouest du cadastre officiel du village de Compton jusqu'au lot primitif 20 du rang IV; puis de là en direction est en suivant la limite nord du cadastre officiel du village de Compton jusqu'à la ligne des rangs IV et V; puis de là en direction nord en suivant la ligne des rangs IV et V jusqu'à la ligne d'intersection des lots primitifs 25 et 26; puis de là en direction est en suivant la ligne qui divise les lots primitifs 25 et 26 à travers les rangs V, VI et VII jusqu'à la ligne des rangs VII et VIII; puis de là en direction nord en suivant la ligne des rangs VII et VIII jusqu'à la limite nord du canton de Compton; puis de là en direction est en suivant la limite nord du canton de Compton jusqu'à la ligne d'intersection des rangs VIII et IX; puis de là en direction sud en suivant la ligne des rangs VIII et IX jusqu'à la ligne d'intersection des lots primitifs 17 et 18; puis de là en direction est en suivant la ligne qui divise les lots primitifs 17 et 18 à travers les rangs IX et X jusqu'à la limite est du canton de Compton; puis de là, en direction sud en suivant la limite est du canton de Compton jusqu'à la ligne d'intersection des lots primitifs 6 et 7; puis de là en direction ouest en suivant la ligne qui divise les lots primitifs 6 et 7 à travers les rangs X, IX, VIII, VII, VI, V, IV, III et II jusqu'à la ligne des rangs I et II au point de départ.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45000-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 283-57.

Québec, le 18 mai 1957.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 8 mai 1957, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Mathieu-de-Dixville, dans le comté de Stanstead, à la municipalité scolaire catholique de Dixville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1957.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45000-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 304-56.

Québec, le 22 mai 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Anne-du-Bout-de-L'Ile, dans le comté de Jacques-Cartier, le territoire actuel de la Ville de Baie d'Urfée tel qu'érigé par le chapitre 67 de la loi I Georges V et ses amendements, pour l'annexer pour les contribuables catholiques seulement à la municipalité scolaire catholique de Beaconsfield, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45035-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 426-57.

Québec, le 22 mai 1957.

Demande est faite que le territoire de la municipalité de Préville soit détaché de la municipalité scolaire catholique de la Cité de Jacques-Cartier, dans le comté de Chambly, pour être annexé,

easterly direction along the line dividing lots 18-A and 18-D as far as the northeasterly line of lot 1037 (Grand Trunk Railroad); thence in a southeasterly direction along the dividing line between lots 18-C and 1037 as far as lot 17-A; thence in an easterly direction along the dividing line between lots 17-A and 18-C as far as the west boundary line of the official cadastre of the village of Compton; thence in a northerly direction along the west boundary line of the official cadastre of the village of Compton as far as original lot 20 of range IV; thence in an easterly direction along the northerly boundary of the official cadastre of the village of Compton, as far as the line of ranges IV and V; thence in a northerly direction along the line of ranges IV and V as far as the intersection line of original lots 25 and 26; thence in an easterly direction along the line dividing original lots 25 and 26 across ranges V, VI and VII as far as the line of ranges VII and VIII; thence in a northerly direction along the line of ranges VII and VIII as far as the north boundary line of the township of Compton; thence in an easterly direction along the north boundary of the township of Compton as far as the intersection line of ranges VIII and IX; thence in a southerly direction along the line of ranges VIII and IX as far as the intersection line of original lots 17 and 18; thence in an easterly direction along the line dividing original lots 17 and 18 across ranges IX and X as far as the east boundary line of the township of Compton; thence in a southerly direction along the east boundary line of the township of Compton as far as the intersection line of original lots 6 and 7; thence in a westerly direction along the line dividing original lots 6 and 7 across ranges X, IX, VIII, VII, VI, V, IV, III and II as far as the line of ranges I and II at the point of commencement.

This Order in Council shall take effect on July 1st, 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
45000 Superintendent of Education.

No. 283-57.

Quebec, May 18, 1957.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 8, 1957, to annex the present territory of the School Municipality of St. Mathieu-de-Dixville, in the county of Stanstead, to the Catholic School Municipality of Dixville, same county.

This change shall take effect on July 1st, 1957.

O. J. DÉSAULNIERS,
45000 Superintendent of Education.

No. 304-56.

Quebec, May 22, 1957.

Application is made to detach from the School Municipality of Ste. Anne-du-Bout-de-L'Ile, in the county of Jacques Cartier, the present territory of the town of Baie d'Urfée as erected by chapter 67 of Act I Georges V and amendments thereto, in order to annex it, for Catholic ratepayers only, to the Catholic School Municipality of Beaconsfield, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
45035-21-2 Superintendent of Education.

No. 426-57.

Quebec, May 22, 1957.

Application is made in order in order that the territory of the municipality of Préville be detached from the Catholic School Municipality of the city of Jacques Cartier, in the county of

pour les contribuables catholiques seulement à la municipalité scolaire catholique de St-Lambert, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

45036-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Chambly, and annexed, for Catholic ratepayers only, to the Catholic School Municipality of St. Lambert, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

45036-21-2 Superintendent of Education.

Département des Mines

Province de Québec

AVIS DE RÉVOCATION DES DROITS DE MINE

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, chapitre 38, avis est présentement donné aux détenteurs des droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera au Lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive pendant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Dans le canton de Chester:

Rang IV, lots 6 (279, 280, 281 cadastre) et 8 (284, 285, 286 cadastre);

Rang V, lots 5 (2/3 nord-ouest) (345, 346 cadastre) et 7 (349, 350, 351 cadastre).

Dans le canton de Brôme:

Rang III, lot 1 (243 cadastre);

Rang IV, lots 1 (478, 479, 480, 481, 482 cadastre), 2 (471 à 477 inclusivement cadastre), 3 (463 à 470 inclusivement cadastre) et 4 (456 à 464 inclusivement cadastre);

Rang V, lots 1 (483 à 506 inclusivement cadastre), 2 (507 à 513 inclusivement cadastre), 3 (514, 515, 516 cadastre), 4 (517 à 527 inclusivement cadastre) et 5 (528, 529, 530 cadastre).

Dans le canton de Sutton:

Rang X, lot 7 (1334 à 1340 inclusivement cadastre).

Dans le canton de Chavigny:

Patente minière pour le fer en faveur de Canada Iron Furnace, en date du 14/3/1894, dans le lit du Lac-aux-Sables, désigné comme suit:

"Une certaine portion du fond du Lac-aux-Sables se trouvant à l'extrémité sud-ouest de celui-ci, entre le second rang sud-ouest et le troisième rang sud-ouest dudit canton et limité vers le nord-ouest, le sud-ouest et le sud-est par la berge dudit Lac-aux-Sables à son niveau moyen ordinaire et vers le nord-est par une ligne droite traversant le lac, entre ses berges, orientée Nord 45° ouest, astronomique, à une distance de trois chaines au sud-ouest à partir du prolongement de la ligne divisant les lots dix-sept et dix-huit du second rang sud-ouest mentionné ci-dessus".

Dans le canton de Ireland:

Rang VI, lots 19 (335 et 336 cadastre) et 20 (332, 333, 334 cadastre).

Dans le canton de Halifax-Sud:

Rang II, lots 12 et 13 (48 à 51 inclusivement cadastre);

Rang III, lot 10 (120, 121, 122 cadastre).

Dans le canton de Templeton:

Rang I, lot 15 (15-64 à 15-75 inclusivement) et (15-89 à 15-164 inclusivement cadastre).

Québec, le 8 mai 1957.

Le Sous-ministre,

44975-20-2-o A. O. DUFRESNE.

Department of Mines

Province of Quebec

NOTICE OF REVOCATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, chapter 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land here under listed that after a delay of ninety days from the date of the present notice, the Minister of Mines will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining gihr ostn these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March, 1934, to wit:

In Chester township:

Range IV, lots 6 (279, 280, 281 cadastral lots) and 8 (284, 285, 286 cadastral lots);

Range V, lots 5 (north-west 2/3) (345, 346 cadastral lots) and 7 (349, 350, 351 cadastral lots).

In Brome township:

Range III, lot 1 (243 cadastral lot);

Range IV, lots 1 (478, 479, 480, 481, 482 cadastral lots), 2 (471 to 477 inclusively, cadastral lots), 3 (463 to 470 inclusively, cadastral lots), and 4 (456 to 464 inclusively, cadastral lots);

Range V, lots 1 (483 to 506 inclusively, cadastral lots), 2 (507 to 513 inclusively, cadastral lots), 3 (514, 515, 516 cadastral lots), 4 (517 to 527 inclusively cadastral lots) and 5 (528, 529, 530 cadastral lots).

In Sutton township:

Range X, lot 7 (1334 to 1340 inclusively, cadastral lots).

In Chavigny township:

Mining patent for iron in favor of Canada Iron Furnace dated 14/3/1894, in the bed of Lac-aux-Sables designed as follows:

"A certain portion of the bottom of Lac-aux-Sables, lying at the south west end of the latter, between the second range south west and the third Range south west of said township and bounded towards the north west, the south west and the south east by the shore of said Lac-aux-Sables at its ordinary mean level and towards the north east by a straight line to be run across the lake, between its shores, on the bearing north 45° west, astronomically, at a distance of three chains south west from the prolongation of the line dividing lots numbers seventeen and eighteen of the aforesaid second range south west".

In Ireland township:

Range VI, lots 19 (335 and 336 cadastral lots) and 20 (332, 333, 334 cadastral lots).

In Halifax south township:

Range II, lots 12 and 13 (48 to 51 inclusively, cadastral lots);

Range III, lot 10 (120, 121, 122 cadastral lots).

In Templeton township:

Range I, lot 15 (15-64 to 15-75 inclusively) and (15-89 to 15-164 inclusively, cadastral lots).

Quebec, May 8, 1957.

A. O. DUFRESNE,

44975-20-2-o Deputy Minister.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton Ascot cité de Sherbrooke division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 16-C-98 à 16-C-102 et le lot 16-C-131 (rue) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 mai 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45001-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-François municipalité de Beauceville-est division d'enregistrement de Beauce.

Avis est par la présente donné que les lots 172-19 à 172-44 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 mai 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45001-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Germain-de-Rimouski municipalité de la Ville de Rimouski division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 548-56 est corrigé et les lots 548-56-15, 548-1-2, 548-1-3 et 548-1-7 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mai 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45001-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Ascot city of Sherbrooke registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 16-C-98 to 16-C-102 and lot 16-C-131 (Street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 10th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45001-o

Official cadastre of the parish of St. François municipality of East-Beauceville, registration division of Beauce.

Notice is hereby given that lots 172-19 to 172-44 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 15th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45001-o

Official cadastre of the parish of St. Germain-de-Rimouski municipality of the town of Rimouski registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 548-56 is corrected and lots 548-56-15, 548-1-2, 548-1-3 and 548-1-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 14th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45001-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 314 du 27 mars 1957, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "*d*" de la section 2 du titre Premier sera remplacé par le suivant:.

"*d*) Aux opérations de camionnage visées par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et ses amendements, à l'exception des chauffeurs de camion employés directement par un entrepreneur pour son propre service."

2° Le paragraphe "*c*" de l'article 17 du Titre Troisième sera remplacé par le suivant:

"*c*) Quarante (40) heures par semaine, aucune limite à la durée journalière de travail sinon

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, rendered obligatory the decree No. 314 of March 27, 1957, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Subsection "*d*" of section 2 of the First Title will be replaced by the following:

"*d*) Trucking operations governed by decree No. 913 of 16th June 1948, and its amendments, except for truckdrivers employed directly by a contractor for his own work."

2. Subsection "*c*" of article 17 of the Third Title will be replaced by the following:

"*c*) Forty (40) hours per week, with no limit for daily hours other than ending at 5.00 p.m.

qu'elle doit se terminer à 5.00 p.m. le vendredi pour tout couvreur et couvreur à l'aide de membrane rapportée (autre que les ajusteurs de métal en feuille) et tout journalier faisant partie d'une équipe employée au couvrage."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 mai 1957. 45021-o

on Friday, for roofers and built-up membrane roofers (other than sheet metal erectors) and labourers working in roofing crews".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 25, 1957. 45021-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse des villes de Victoriaville, d'Arthabaska, de Plessisville et Princeville et du village de Warwick, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les prix minima des services suivants, apparaissant au paragraphe *a*) de l'article IV, pour les barbiers et coiffeurs pour hommes, seront modifiés comme suit:

"BARBIERS ET COIFFEURS POUR HOMMES

	Zones I	Zones II
Coupe de cheveux:		
Pour enfants de moins de 15 ans:		
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.50	$0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50	0.50
Pour adultes des deux sexes:		
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.75	0.65
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.75	0.70
Coupe de cheveux en brosse:		
Pour enfants de moins de 15 ans:		
Du lundi au jeudi inclusivement	0.65	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65	0.65
Pour adultes des deux sexes:		
Du lundi au jeudi inclusivement	1.00	0.80
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	1.00	0.90"

2° L'alinéa iii. du sous-paragraphe intitulé "Zone II" (Barbiers et Coiffeurs pour Hommes) sera remplacé par le suivant:

"iii. *Ville de Plessisville et village de Princeville:*

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 98 of January 29, 1948 and amendments, relating to the barbering and hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville and Princeville and the village of Warwick, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The minimum prices of the following services, mentioned in subsection *a*) of section IV, for barbers and men's hairdressers, will be amended as follows:

"BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS

	Zones I	Zones II
Haircut:		
Children under 15 years of age:		
Monday, Tuesday, Wednesday Thursday	$0.50	$0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.50	0.50
Adults (male and female):		
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.75	0.65
Friday, Saturday and holiday eves	0.75	0.70
Brushcut:		
Children under 15 years of age:		
Monday to Thursday inclusive	0.65	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.65	0.65
Adults (male and female):		
Monday to Thursday inclusive	1.00	0.80
Friday, Saturday and holiday eves	1.00	0.90"

2. Sub-paragraph iii. of the paragraph headed "Zone II" (Barbers and Men's Hairdressers) will be replaced by the following:

"iii. *Town of Plessisville and village of Princeville:*

Monday: 8.00 a.m. to midday;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. (dernier client à 6.00 p.m.)"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 mai 1957. 45021-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1721 du 16 décembre 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Les paragraphes "*d*", "*l*" et "*p*" de l'article I seront abrogés.

2° Le deuxième alinéa du paragraphe "*b*" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"Toutefois, le présent décret ne s'applique pas aux salles d'amusements, optométristes, cafés, restaurants et à tout commerce régi par un autre décret. Le décret ne s'applique pas aux laiteries et boulangeries dont l'industrie est située dans la juridiction territoriale du présent décret."

3° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Heures de travail:* 1. *Magasins de détail:* 51 heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. Le vendredi de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

2. *Magasins de gros et détail:* 52 heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. Le vendredi de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Cependant pour les établissements de gros et détail, il n'y aura pas de travail le samedi après-midi si les employés ont dû travailler le vendredi soir.

3. *Magasins de gros:* 50 heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. Le samedi de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

4. L'employeur peut faire travailler les livreurs en dehors des heures sus-mentionnées, en autant que ceux-ci ne font pas plus de cinquante et une heure (51) à salaire régulier.

5. *Pharmacies:* La semaine normale de travail dans ces établissements est de 51 heures réparties au choix de l'employeur.

6. Au moins une (1) heure doit être accordée aux employés pour les repas."

4° L'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Travail supplémentaire: a)* Tout travail exécuté en dehors des heures mentionnées à l'article III sera rémunéré à raison de salaire et

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. (work on the last customer to be completed no later than 6.00 p.m.)"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 25, 1957. 45021-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Rimouski, rendered obligatory by the decree number 1721 of December 16, 1948, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsections "*d*", "*l*" and "*p*" of section I will be deleted.

2. The second paragraph of subsection "*b*" of section II will be replaced by the following:

"However, the present decree does not apply to play rooms, florists, optometrists, cafes, restaurants nor to any other trade governed by another decree. The decree does not apply to dairies and bakeries the plants of which are situated within the territorial jurisdiction of the present decree."

3. Section III will be replaced by the following:

"III. *Hours of work:* 1. *Retail stores:* 51 hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m. Friday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

2. *Wholesale and retail stores:* 52 hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

However, as regards wholesale and retail establishments, there shall be no work on Saturday afternoon when the employees have worked on Friday evening.

3. *Wholesale stores:* 50 hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

4. Employers may cause their delivery employees to work outside the hours above mentioned providing the said employees do not work more than fifty-one (51) hours at straight time.

5. *Drugstores:* The standard work week of these establishments shall be 51 hours distributed as required by the employer.

6. At least one (1) hour shall be given to employees for their meals."

4. Section IV will be replaced by the following:

"IV. *Overtime: a)* All time worked outside the hours mentioned in section III shall be paid at the rate of time and one half based on

demi, suivant le salaire effectivement payé au salarié, que ce travail soit exécuté pendant que l'établissement est ouvert ou non au public.

b) Tout employé qui travaille le dimanche ou les jours de fêtes chômées doit être rémunéré à raison de salaire double, suivant le salaire effectivement payé, pour toutes les heures effectivement travaillées.

c) Nonobstant ce qui précède, l'employeur peut faire travailler ses employés en plus des heures régulières de travail de la manière prévue ci-après: La veille des fêtes religieuses mentionnées à l'article VI, y compris l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée Conception. L'employé ne pourra réclamer de salaire additionnel pour ce travail supplémentaire.

d) Les magasins pourront être ouverts le soir comme suit: six (6) soirs avant Noël et trois (3) soirs avant le Jour de l'An, cependant les employés recevront temps et demi pour le travail fait ces soirs."

5° Le paragraphe "*c*" suivant sera ajouté à l'article V:

"*c*) Les employés pourront choisir la date de leur première semaine de vacances. L'autre semaine sera fixée par l'employeur."

6° L'article VI sera remplacé par le suivant:

"VI. *Jours de fêtes chômés et payés:* Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivants: le Premier de l'An, le deux (2) janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, de 2.00 p.m. à 6.00 p.m., le lundi de Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le lendemain de Noel.

Lorsque les fêtes religieuses mentionnées plus haut tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé."

7° L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. *Salaires minima:* Les salaires minima suivant doivent être payés sur une base hebdomadaire:

	Salaires hebdomadaires	
Comptable:	*Hommes*	*Femmes*
Premier semestre	$55.00	
Après six (6) mois	63.00	
Chef de section	52.00	
Teneur de livres:		
Premier semestre	31.00	$22.00
Deuxième semestre	37.00	25.00
Deuxième année	42.00	28.00
Troisième année	49.00	31.00
Commis de magasin et employé de bureau:		
Premier semestre	30.00	21.00
Deuxième semestre	36.00	24.00
Deuxième année	41.00	26.00
Troisième année	46.00	29.00
Livreur camion:		
Premier semestre	31.00	
Deuxième semestre	39.00	
Deuxième année	43.00	
Troisième année	45.00	
Commis-boucher:		
Premier semestre	50.00	
Après six (6) mois	57.00	
Aide-commis boucher:		
Premier semestre	30.00	
Deuxième semestre	36.00	
Deuxième année	41.00	
Troisième année	46.00	
Messager avec bicyclette fournie et entretenue par l'employeur:		
Première année	21.00	

the wages actually paid to employees, whether such time be worked during the business hours of the establishment or not.

b) Every employee who works on Sunday or holidays shall be paid double time, based on the wages actually paid, for all hours worked.

c) Notwithstanding the foregoing, employers may have time worked by their employees outside the regular hours of work on the following days: On the eve of the religious holidays mentioned in section VI, including Epiphany, Ascension, All Saints Day and Immaculate Conception. Employees cannot claim additional wages for such overtime.

d) Stores may be open in the evening as follows: six (6) evenings before Christmas and three (3) evenings before New Year's Day but employees shall be paid time and one half for all hours worked."

5. The following subsection "*c*" will be added to section V:

"*c*) Employees may choose the date of their first week of vacation. The date of the second week shall be determined by the employer."

6. Section will be replaced by the following:

"VI. *Holidays with pay:* There shall be no work on Sunday and the following holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Good Friday from 2.00 p.m. to 6.00 p.m., Easter Monday, Ascension Day, St. Jean Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day.

When the above mentioned religious holidays fall on Sunday, the following Monday shall not be worked."

7. Section VII will be replaced by the following:

"VII. *Minimum wages:* The following minimum wages shall be paid on a weekly basis:

	Weekly wages	
Accountant:	*Male*	*Female*
First six months	$55.00	
After six (6) months	63.00	
Section head-clerk	52.00	
Book-keeper:		
First six months	31.00	$22.00
Second six months	37.00	25.00
Second year	42.00	28.00
Third year	49.00	31.00
Store clerk and office employee:		
First six months	30.00	21.00
Second six months	36.00	24.00
Second year	41.00	26.00
Third year	46.00	29.00
Delivery man — truck:		
First six months	31.00	
Second six months	39.00	
Second year	43.00	
Third year	45.00	
Butcher clerk:		
First six months	50.00	
After six (6) months	57.00	
Butcher clerk's helper:		
First six months	30.00	
Second six months	36.00	
Second year	41.00	
Third year	46.00	
Messenger with bicycle supplied and kept in repair by the employer:		
First year	21.00	

Deuxième année.....	25.00
Messager avec bicyclette fournie et entretenue par l'employé:	
Première année.....	23.00
Deuxième année.....	27.00
Employé de moins de 18 ans: du 15 juin au 15 septembre et du 15 décembre au 15 janvier.	12.00
	par heure
Employé supplémentaire.....	$ 0.90 $ 0.60

Les parties contractantes ont convenu que les taux de salaires ci-haut mentionnés aient leur effet à compter du 20 mai 1957.

Tous les employés devront recevoir un ajustement à la hausse de $0.80 par semaine pour les hommes et de $0.65 par semaine pour les femmes pour chaque hausse de 1.0 point dans l'indice fédéral des Prix à la Consommation en prenant comme base l'indice de 120.4 points."

8° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. *Dispositions diverses: a*) Tout travail doit être rémunéré en espèces ou en chèque au moins une fois par semaine, le vendredi.

b) Les détails suivants doivent être communiqués aux employés avec leur paye:

1. le nom et le prénom de l'employé;
2. la date et la période de la paye;
3. le taux de salaire;
4. le temps supplémentaire;
5. les déductions faites;
6. le montant net payé.

c) Tout employeur est tenu de donner à un employé qui le quitte et qui en fait la demande, une lettre attestant la nature et la durée de son travail à son service.

d) Les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur du présent décret sont supérieurs à ceux déterminés dans ledit décret ne peuvent être réduits de quelque manière que ce soit à l'occasion de sa mise en vigueur ou pendant sa durée.

e) Tout employeur doit reconnaître les années d'expérience de ses employés et fixer, lors de la mise en vigueur du présent décret, leur salaire, s'il est inférieur aux taux minima établis, d'après leur expérience déjà acquise.

f) L'employé qui exécute plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet du présent décret doit recevoir le salaire déterminé pour l'occupation la mieux rémunéré pourvu qu'il y consacre plus de 50% de son temps.

g) Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui fixé par le présent décret, de stipuler que le supplément peut servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire."

9° L'article IX sera remplacé par le suivant:

"IX. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er mars 1958.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant le 1er mars 1958 ou le 1er mars de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obliga-

Second year.....	25.00
Messenger with bicycle supplied and kept in repair by the employee:	
First year.....	23.00
Second year.....	27.00
Employee under 18 years of age: from June 18 to September 15 and from December 15 to January 15.....	12.00
	per hour
Occasional employee.....	$ 0.90 $ 0.60

The contracting parties have accepted May 20, 1957, as the date of the coming into force of the above mentioned rates of wages.

All employees are entitled to an increase in wages of $0.80 per week in the case of male employees and of $0.65 per week in the case of female employees for every rise of 1.00 point in the Federal Consumer Price Index, taking the 120.4 point index as a basis."

8. Section VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Miscellaneous provisions: a*) Work shall be paid for in cash or by cheque at least once a week on Friday.

b) The following details shall be given with the employees pay:

1. the full name of the employee;
2. the date and period of payment;
3. the wage rate;
4. overtime;
5. the deductions made;
6. the net amount paid.

c) Every employer shall give to an employee who leaves him, and who so requests, a letter stating the nature and duration of services while in his employ.

d) Wages which, at the time of the coming into force of the present decree, are higher than those herein determined shall not be reduced in any way, at the time of its coming into force or later on for its entire duration.

e) Every employer shall take into account the years of experience of his employees and at the time of the coming into force of the present decree, determine their wages should they be lower than the minimum ones established according to their experience.

f) The employee committed to more than one function or kind of work governed by the present decree shall receive the highest wage rate determined for such occupations providing he spends more than 50% of his working time in such occupation.

g) It is prohibited, when agreeing upon a wage rate higher than that determined by the present decree, to stipulate that the excess may be used to pay any amount owed by the employer for overtime."

9. Section IX will be replaced by the following:

"IX. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in full effect until March 1, 1958.

It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party in writing to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day prior to the expiration of the original term March 1, 1958 or March 1 of any subsequent year.

Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without

toires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 mai 1957. 45021-o

amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 25, 1957. 45021-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Jolin	Louis	34	Waterloo, Qué.

Waterloo, le 21 mai 1957 — Waterloo, May 21st 1957.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
GUY GENEST,
Secretary of Bedford Bar.

45032-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION

Examens du 17 et 18 juin 1957 — Examinations of June 17 and 18, 1957

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Gauthier	Ronald	27	99, Notre-Dame, Hull, P.Q.
Patry	Réjean	25	Ste Cécile, Maniwaki, Qué.
Régnier	Maurice Alexandre	25	280, est, avenue Laurier, Ottawa, Ont.
Roy	Maurice E.	27	140, Notre-Dame, Maniwaki, Qué.
Poirier	Bernard Émile	27	30, Cartier, app. 5, Ottawa, Ont.
Lemieux	Marie Claire	31	23, Genest, Hull, Qué.
Filfe	Jean Yves	26	129, Gilbert, Lachute, Qué.
Du Plessis	Raymond L.	28	24, Bedford Crescent, Ottawa, Ont.
Charette	Huguette Marie	26	214, Daly, Ottawa, Ont.
Monet	Jean	25	293, Sherwood Drive, Ottawa, Ont.
Brière	Germain	33	666, King Edward, Ottawa, Ont.
Coderre	Paul	27	125, Grande-Allée, Québec, Qué.
Somers	Jérôme	29	81, ouest, Somerset, Ottawa, Ont.

Hull, ce 21 mai 1957.— Hull, May 21st, 1957.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
ROLAND ST-ONGE,
Secretary of Hull Bar.

45032-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1957 — Examinations of June, 1957

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Côté	Michel	24	Rosemère.
Léger	Georges-Roméo	32	Oka.
Rivest	Guy	25	Joliette.
Toupin	Lambert	26	Oka.

Joliette, 16 mai 1957.— Joliette, May 16th, 1957.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of Laurentides Bar.

45032-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LA

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Bernatchez	Jules	23	910, Belvedère, apt. 3, Québec.	Université Laval, Québec.
Blier	Camille	28	826, Ave Monk, Québec.	Université Laval, Québec.
Boudreau	Jean	26	1070, Ave Murray, Québec.	Université Laval, Québec.
Boutet	Jean-Paul	28	2133, Boul. Benoît XV, Québec.	Université Laval, Québec.
Brochu	Henri-Paul	42	17, rue Ste-Geneviève, Québec.	Université Laval, Québec.
De La Chevrotière	Gérald	25	St-Marc Des Carrières, comté de Portneuf, Qué.	Université Laval, Québec.
Dionne	W. René	23	1060, Ave Maguire, Sillery.	Université Laval, Québec.
Fortier	Rose Marie	24	1104, 2e Ave, Qué.	Université Laval, Québec.
Gobeil	Maurice	37	8, Terrasse Dufferin, Apt. 13, Qué.	Université Laval, Québec.
Hutchison	Harold	27	805, Ave Murray, Québec, apt. 9.	Université Laval, Québec.
Koenig	René	28	115, rue Claire Fontaine, ap. 7, Qué.	Université Laval, Québec.
Ladouceur	Louis	26	73, d'Artigny, Qué.	Université Laval, Québec.
Lahaye	Gilles	27	860, Marguerite-Bourgeois, Qué.	Université Laval, Québec.
Lefebvre	Jacques A.	23	269, St-Cyrille, ouest, ap. 4, Qué.	Université Laval, Québec.
Lesage	Bernard	22	840 Belvedère,	Université Laval, Québec.
Marquis	Pierre	22	325, 18e rue, Qué.	Université Laval, Québec.
Perron	Noël	27	1482, Frontenac, Québec.	Université Laval, Québec.
Tardif	Marie Louis	25	910, Belvedère, Québec.	Université Laval, Québec.
Drouin	Richard	25	2437, Chemin St-Louis, Québec.	Université Laval, Québec.

Québec, le 21 mai 1957.— Quebec, May 21, 1957.

Le Secrétaire,
ANDRÉ VERGE,
Secretary.

45032-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATIONS TO THE PRACTICE OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
St-Germain	Guy	24	2745, rue Girouard, St-Hyacinthe.

Sorel, ce 22 mai 1956.— Sorel, May 22th 1956.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
PAUL A. BÉLANGER,
Secretary of Richelieu Bar.

45032-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'EXAMEN DE PROCÉDURE CIVILE THÉORIQUE

CANDIDATE DOR THE EXAMINATIONS OF THE THEORICAL CIVIL PROCEDURE

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Nichols	Léon	25	3150, rue Girouard, St-Hyacinthe.

Sorel, ce 22 mai 1956 — Sorel, May 22th 1956.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
PAUL A. BÉLANGER,
Secretary of Richelieu Bar.

45032-o

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Gouin	Robert	21	Trois-Rivières	Université d'Ottawa.

Trois-Rivières, ce 17 mai 1957.— Trois-Rivières, May 17th, 1957.

Le Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,
ROBERT LAJOIE,
Secretary of Trois-Rivières Bar.

45032-o

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Global Reinsurance Company", enregistrée sous le numéro 593, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 443 qui l'autorise, à compter du 1er avril 1957, a effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, ouragan, tremblement de terre; Accident; Accident du travail; Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Intempéries; Garantie (cautionnement et détournement); Grêle; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 335 rue Bay, Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur C. O. Wilson, 260 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 9 mai 1957.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

44963-20-2-o

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Global Reinsurance Company", registered under number 593, has obtained the license and certificate of registry number 443 authorizing it, as from the 1st of April 1957, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited or inherent explosion, water damage, windstorm; Accident; Automobile; Boiler; Employers' liability; Guarantee (fidelity and surety); Hail, Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Sprinkler leakage; Theft; Weather; Workmen's compensation; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situate at 335 Bay Street, Toronto, Ontario.

The company has appointed Mr. C. O. Wilson, 260 Notre Dame street, west, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 9th of May 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

44963-20-2-o

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit:

Québec, le 10 avril 1957.

M. Nathan L. Rappaport, avocat et membre du Barreau de la province, pratiquant comme tel dans la cité de Montréal: conseil en loi de la Reine.

44999-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the person whose name follows:

Quebec, April 10, 1957.

Mr. Nathan L. Rappaport, advocate and member of the Bar of the Province, practising as such in the city of Montreal: Queen's Counsel.

44999

Sièges sociaux

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "J. Ovila Lauzon Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 11 avril 1957 et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau principal au N° 3085 est, de la rue St-Zotique, dans la cité de Montréal.

Montréal, le 12 avril 1957.

En foi de quoi, j'ai signé comme secrétaire de la compagnie susdite et dûment autorisée aux fins des présentes.

45009-o PAULINE SAUVÉ.

Canada, Province de Québec

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE LAURENTIENNE DE PRODUITS PLASTIQUES ET CHIMIQUES LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd — La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1957, et ayant son bureau principal à Ste-Thérèse de Blainville dans le comté de Terrebonne, a établi son bureau au numéro 129 de la rue St-Charles, en ladite ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ste-Thérèse, ce huitième jour d'avril 1957.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,

45010-o MICHEL CÔTÉ.

Avis est par les présentes donné que "Quemont Construction Inc. — Construction Quemont Inc.", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes, le 19 mars 1945, a transporté son siège social du N° 285 de l'avenue Bernard ouest, dans la cité de Montréal, au N° 6655 du Chemin de la Côte-des-Neiges, dans la même cité, à compter de la présente date.

Montréal, le 1er mai 1957.

Le Secrétaire,

45011-o ALBERT JESSOP.

Head Offices

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF THE COMPANY

Notice is hereby given by these presents that the company "J. Ovila Lauzon Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act issued on April 11, 1957 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its head office at No. 3085 East of St. Zotique Street, in the city of Montreal.

Montreal, April 12, 1957.

In faith of which, I have signed as Secretary of the above said company and duly authorized for these present purposes.

45009 PAULINE SAUVÉ.

Canada, Province of Quebec

NOTICE OF THE LOCATION OF THE MAIN OFFICE OF THE "COMPAGNIE LAURENTIENNE DE PRODUITS PLASTIQUES ET CHIMIQUES LTÉE"

Notice is hereby given that the company "Laurentien Plastics & Chemicals Co. Ltd — La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée", incorporated by letters patent dated the fifth day of March, 1957, and having its head office at Ste-Thérèse de Blainville in the county of Terrebonne, has established its office at number 129 St. Charles Street, in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ste-Thérèse, this eighth day of April, 1957.

(Seal) MICHEL CÔTÉ,

45010 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that "Quemont Construction Inc. — Construction Quemont Inc.", a company incorporated by letters patent, on the 19th of March, 1945, has changed its head office from 285 Bernard Avenue West, in the city of Montreal, to 6655 Côte des Neiges Road, in the same city, as of this date.

Montreal, the 1st of May, 1957.

ALBERT JESSOP,

45011-o Secretary.

MONTROY EXPLORATION CORPORATION LIMITED
(No Personal Liability)

Avis du bureau chef

Avis est donné que la compagnie "Montroy Exploration Corporation Limited (No Personal Liability)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13ème jour de février, 1957, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau chef au N° 437 rue St-Jacques Ouest, au bureau de Monsieur James R. Nesbit.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16ème jour d'avril 1957.

Le Secrétaire,
45020-o EDMUND R. SKELCHER.

MONTROY EXPLORATION CORPORATION LIMITED
(No Personal Liability)

Notice of Head Office

Notice is hereby given that the Company "Montroy Exploration Corporation Limited (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the thirteenth day of February, 1957, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at No. 437 St. James St. West, in the office of Mr. James R. Nesbit.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 16th day of April, 1957.

EDMUND R. SKELCHER,
45020-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE GRAND'MÉRE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Émile Lacroix, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 333, 5ème avenue, Grand'Mère, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 10 juin 1957, pour l'achat de $669,500 d'obligations de la cité de Grand'Mère, datées du 1er juillet 1957 et remboursables par séries du 1er juillet 1958 au 1er juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 63-A — $59,500.00 — prolongement des services municipaux d'aqueduc et d'égouts; et règlement d'emprunt N° 91-A — $610,000.00 — travaux d'aqueduc, d'égouts, d'électricité, de voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $669,500.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er juillet 1958	$10,000.00
1er juillet 1959	10,000.00
1er juillet 1960	12,000.00
1er juillet 1961	27,500.00
1er juillet 1962	28,500.00
1er juillet 1963	29,500.00
1er juillet 1964	30,500.00
1er juillet 1965	31,500.00
1er juillet 1966	33,000.00
1er juillet 1967	34,000.00
1er juillet 1968	35,000.00
1er juillet 1969	37,000.00
1er juillet 1970	38,500.00
1er juillet 1971	40,500.00
1er juillet 1972	41,500.00
1er juillet 1973	43,500.00
1er juillet 1974	45,000.00
1er juillet 1975	47,000.00
1er juillet 1976	48,000.00
1er juillet 1977	47,000.00

Tenders

Province of Quebec

CITY OF GRAND'MÈRE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Émile Lacroix, Secretary-Treasurer, city Hall, 333 5th, Avenue, Grand'Mère, until 8.00 o'clock p.m., Monday, June 10, 1957, for the purchase of an issue of $669,500 of bonds of the city of Grand'Mère, dated July 1st, 1957 and redeemable serially from July 1st, 1958 to July 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st, and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 63-A — $59,500.00 — extension of municipal waterworks and sewage service; Loan By-law No. 91-A — $610,000.00 — operations re waterworks, sewage, electricity and roads, etc.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $669,500.00 — 20 years.

Year	*Capital*
July 1st, 1958	$10,000.00
July 1st, 1959	10,000.00
July 1st, 1960	12,000.00
July 1st, 1961	27,500.00
July 1st, 1962	28,500.00
July 1st, 1963	29,500.00
July 1st, 1964	30,500.00
July 1st, 1965	31,500.00
July 1st, 1966	33,000.00
July 1st, 1967	34,000.00
July 1st, 1968	35,000.00
July 1st, 1969	37,000.00
July 1st, 1970	38,500.00
July 1st, 1971	40,500.00
July 1st, 1972	41,500.00
July 1st, 1973	43,500.00
July 1st, 1974	45,000.00
July 1st, 1975	47,000.00
July 1st, 1976	48,000.00
July 1st, 1977	47,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grand'Mère.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de 20 ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 10 juin 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 333, 5ème avenue, Grand'Mère.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère, ce 21 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE LACROIX.

Hôtel de ville, 333, 5ème avenue,
Grand'Mère, P.Q. 45029-o

Province de Québec

VILLE DE MONT-JOLI

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ernest Bleau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Mont-Joli, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 11 juin 1957, pour l'achat de $535,000.00 d'obligations de la ville de Mont-Joli, datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 4 — 1955 — deuxième et dernière tranche — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $535,000 — 19½ ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1957.....	$ 4,000.00
1er décembre 1958.....	4,000.00
1er décembre 1959.....	4,500.00
1er décembre 1960.....	4,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Grand'Mère.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before July 1st, 1964 inclusively, if issued at ten years short-term, before July 1st, 1965 inclusively, if issued at fifteen-year short-term, and before July 1st, 1967 inclusively if issued for the twenty-year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes, of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, June 10, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the city Hall, 333 5th, Avenue, Grand'Mère.

The Council is bound to accept the highest or any of the tenders.

Grand'Mère, this May 21, 1957.

ÉMILE LACROIX,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 333 5th, Avenue,
Grand'Mère, P.Q. 45029

Province of Quebec

VILLE OF MONT-JOLI

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ernest Bleau, Secretary-Treasurer, City Hall, Mont-Joli until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, June 11, 1957, for the purchase of an issue of $535,000.00 of bonds of the town of Mont-Joli, dated June 1st, 1957, and redeemable serially from December 1st, 1957 to December 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 4 — 1955 — second and last slice — waterworks and sewage operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $535,000 — 19½ years.

Year	*Capital*
December 1st, 1957.....	$ 4,000.00
December 1st, 1958.....	4,000.00
December 1st, 1959.....	4,500.00
December 1st, 1960.....	4,500.00

1er décembre 1961.....	5,000.00
1er décembre 1962.....	5,000.00
1er décembre 1963.....	5,500.00
1er décembre 1964.....	5,500.00
1er décembre 1965.....	6,000.00
1er décembre 1966.....	6,500.00
1er décembre 1967.....	6,500.00
1er décembre 1968.....	7,000.00
1er décembre 1969.....	7,500.00
1er décembre 1970.....	8,000.00
1er décembre 1971.....	8,500.00
1er décembre 1972.....	8,500.00
1er décembre 1973.....	9,000.00
1er décembre 1974.....	9,500.00
1er décembre 1975.....	10,500.00
1er décembre 1976.....	409,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 9½ ans et à courte échéance 14½ ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont-Joli.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1963 inclusivement si elles sont émises à courte échéance 9½ ans, avant le 1er décembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance 14½ ans, et avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises pour le terme de 19½ ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 11 juin 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Mont-Joli.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Joli, ce 21 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ERNEST BLEAU.

Hôtel de Ville,
Mont-Joli, P.Q. 45033-o

December 1st, 1961.....	5,000.00
December 1st, 1962.....	5,000.00
December 1st, 1963.....	5,500.00
December 1st, 1964.....	5,500.00
December 1st, 1965.....	6,000.00
December 1st, 1966.....	6,500.00
December 1st, 1967.....	6,500.00
December 1st, 1968.....	7,000.00
December 1st, 1969.....	7,500.00
December 1st, 1970.....	8,000.00
December 1st, 1971.....	8,500.00
December 1st, 1972.....	8,500.00
December 1st, 1973.....	9,000.00
December 1st, 1974.....	9,500.00
December 1st, 1975.....	10,500.00
December 1st, 1976.....	409,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as nine and a half-year short-term bonds or fourteen and a half-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Mont-Joli.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1964, inclusively if issued at nine and a half-year short-term, before December 1st, 1965 inclusively, if issued at fourteen and a half-year short-term, and before December 1st, 1967 inclusively if issued for a nineteen and a half year term; after these dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, June 11, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the city Hall, Mont-Joli.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Mont-Joli, this May 21, 1957.

ERNEST BLEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Mont-Joli, P.Q. 45033

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN-BAPTISTE-DE-MONTRÉAL-SUD
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Yvon Saurette, secrétaire-tresorier, 653 avenue Préfontaine, Montréal-Sud 23, P.Q., jusqu'à 9.00 heures p.m., lundi, le 10 juin 1957, pour l'achat de $255,000 d'obligations des com-

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF JEAN-BAPTISTE-DE-MONTRÉAL-SOUTH
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Yvon Saurette, Secretary-Treasurer, 653 Préfontaine Avenue, Montreal-South 23, P.Q., until 9.00 o'clock p.m., Monday, June 10, 1957, for the purchase of an issue of $255,000 of bonds of the School

missaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean-Baptiste-de-Montréal-Sud, comté de Chambly, datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 avril 1957, telle que modifiée — construction d'une école dans la paroisse de St-Jude.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $255,000.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er juin 1958	x	$44,000.00
1er juin 1959	x	45,000.00
1er juin 1960	x	46,000.00
1er juin 1961		4,500.00
1er juin 1962		4,500.00
1er juin 1963		5,000.00
1er juin 1964		5,000.00
1er juin 1965		5,500.00
1er juin 1966		6,000.00
1er juin 1967		6,000.00
1er juin 1968		6,500.00
1er juin 1969		7,000.00
1er juin 1970		7,000.00
1er juin 1971		7,500.00
1er juin 1972		8,000.00
1er juin 1973		8,500.00
1er juin 1974		9,000.00
1er juin 1975		9,500.00
1er juin 1976		10,000.00
1er juin 1977		10,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $135,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $45,000 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Commissioners for the municipality of St. Jean-Baptiste-de-Montreal-South, county of Chambly, dated June 1st, 1957 and redeemable serially from June 1st, 1958 to June 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 11, 1957, as modified — erection of a school in the parish of St. Jude.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $255,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
June 1st, 1958	x	$44,000.00
June 1st, 1959	x	45,000.00
June 1st, 1960	x	46,000.00
June 1st, 1961		4,500.00
June 1st, 1962		4,500.00
June 1st, 1963		5,000.00
June 1st, 1964		5,000.00
June 1st, 1965		5,500.00
June 1st, 1966		6,000.00
June 1st, 1967		6,000.00
June 1st, 1968		6,500.00
June 1st, 1969		7,000.00
June 1st, 1970		7,000.00
June 1st, 1971		7,500.00
June 1st, 1972		8,000.00
June 1st, 1973		8,500.00
June 1st, 1974		9,000.00
June 1st, 1975		9,500.00
June 1st, 1976		10,000.00
June 1st, 1977		10,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $135,000 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $45,000 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of June 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to June 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1967 inclusive if issued for twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 10 juin 1957, à 9.00 heures p.m., en l'école Jean Lequin, rue Préfontaine, Montréal-Sud.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Sud, (Comté de Chambly), ce 21 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
YVON SAURETTE.

653 avenue Préfontaine,
Montréal-Sud 23, P.Q. 45031-o

Province de Québec

—

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-FÉRÉOL
(Comté de Montmorency)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Simard, secrétaire-trésorier, 247 rue Royale, St-Féréol, comté de Montmorency, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 10 juin 1957, pour l'achat de $65,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Féréol, comté de Montmorency, datées du 1er février 1957 et remboursables par séries du 1er février 1958 au 1er février 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août ce chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 5 décembre 1956, telle que modifiée — construction d'une école pour garçons dans l'arrondissement N°-1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $65,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1958	x$19,000.00
1er février 1959	x 20,000.00
1er février 1960	1,000.00
1er février 1961	1,000.00
1er février 1962	1,000.00
1er février 1963	1,000.00
1er février 1964	1,000.00
1er février 1965	1,000.00
1er février 1966	1,000.00
1er février 1967	1,500.00
1er février 1968	1,500 00
1er février 1969	1,500.00
1er février 1970	1,500.00
1er février 1971	1,500.00
1er février 1972	1,500.00
1er février 1973	2,000.00
1er février 1974	2,000.00
1er février 1975	2,000.00
1er février 1976	2,000.00
1er février 1977	2,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $40,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $20,000.00 chacun, en 1958 et en 1959, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 ans et à courte échéance 15 ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The tenders will be opened and considered at a meeting the School Commissioners to be held on Monday, June 10, 1957, at 9.00 o'clock p.m., at the Jean Lequin School, Préfontaine Street, Montreal-South.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Montreal-South (County of Chambly), this May 21st, 1957.

YVON SAURETTE,
Secretary-Treasurer.

653 Préfontaine Avenue,
Montreal-South 23, P.Q. 45031

Province of Quebec

—

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-FÉRÉOL
(County of Montmorency)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Simard, Secretary-Treasurer, 247 Royal Street, St. Féréol, county of Montmorency, until 8.00 o'clock p.m., Monday, June 10, 1957, for the purchase of an issue of $65,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St. Féréol, county of Montmorency, dated February 1st, 1957, and redeemable serially from February 1st, 1958 to February 1st 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated December 5, 1956, as modified — Erection of a boys' school in Ward No. 1.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $65,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
February 1st, 1958	x$19,000.00
February 1st, 1959	x 20,000.00
February 1st, 1960	1,000.00
February 1st, 1961	1,000.00
February 1st, 1962	1,000.00
February 1st, 1963	1,000.00
February 1st, 1964	1,000.00
February 1st, 1965	1,000.00
February 1st, 1966	1,000.00
February 1st, 1967	1,500.00
February 1st 1968	1,500.00
February 1st, 1969	1,500.00
February 1st, 1970	1,500.00
February 1st, 1971	1,500.00
February 1st, 1972	1,500.00
February 1st, 1973	2,000.00
February 1st 1974	2,000.00
February 1st, 1975	2,000.00
February 1st, 1976	2,000.00
February 1st, 1977	2,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $40,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $20,000.00 each, from 1958 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Féréol, comté de Montmorency.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er février 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 10 juin 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du couvent, St-Féréol, comté de Montmorency.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Féréol, (Comté de Montmorency), ce 22 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT SIMARD.

247, rue Royale, St-Féréol,
(Comté de Montmorency), P.Q. 45034-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Féréol, county of Montmorency.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bankmentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1965, inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, June 10, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the convent hall, St. Féréol, county of St. Féréol.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St Féréol, (County of Montmorency), this May 22, 1957.

ALBERT SIMARD,
Secretary-Treasurer.

247 Royal Street, St Féréol,
(County of Montmorency), P.Q. 45034

Province de Québec

PAROISSE DE ST-VINCENT-DE-PAUL
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston Pion, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 1080 rue St-Etienne, ville de St-Vincent-de-Paul, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., Hôtel de ville, 1111 rue St-Étienne, ville de St-Vincent-de-Paul, mercredi, le 12 juin 1957, pour l'achat de $1,346,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, datées du 1er juin 1957 et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 234 — $260,000.00 — aqueduc, égouts et pavages; 242 — $100,000.00 — aqueduc et égouts; 247 — $63,000.00 — aqueduc; 248 — $55,000.00 — aqueduc et égouts; 250 — $8,000.00 — éclairage des rues; 252 — $75,000.00 — aqueduc et égouts; 254 — $100,000.00 — aqueduc et égouts; 259 — $175,000.00 — aqueduc et égouts; 266 — $400,000.00 — aqueduc et égouts; et 269 — $110,000.00 — aqueduc et égouts.

Province of Quebec

PARISH OF ST. VINCENT-DE-PAUL
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, Secretary-Treasurer, until 7.30 P.M. at 1080 St. Etienne Street, Town of St. Vincent-de-Paul or until 8.00 P.M., City Hall, 1111 St. Etienne Street, Town of St. Vincent-de-Paul, Wednesday, June 12, 1957, for the purchase of an issue of $1,346,000.00 of bonds of the parish of St. Vincent-de-Paul, county of Laval, dated June 1st, 1957 and redeemable serially from June 1st, 1958 to June 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos. 234 — $260,000.00 — Waterworks, sewers and paving; 242 — $100,000.00 — waterworks and sewers; 247 — $63,000.00 — waterworks; 248 — $55,000.00 — waterworks and sewers; 250 — $8,000.00 — street lighting; 252 — $75,000.00 — waterworks and sewers; 254 — $100,000.00 — waterworks and sewers; 259 — $175,000.00 — waterworks and sewers; 266 — $400,000.00 — waterworks and sewers; and 269 — $110,000 — waterworks and sewers.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$1,346,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1958	$ 21,000.00
1er juin 1959	22,500.00
1er juin 1960	22,500.00
1er juin 1961	23,000.00
1er juin 1962	27,000.00
1er juin 1963	28,500.00
1er juin 1964	29,000.00
1er juin 1965	30,000.00
1er juin 1966	33,500.00
1er juin 1967	34,000.00
1er juin 1968	34,000.00
1er juin 1969	34,500.00
1er juin 1970	35,000.00
1er juin 1971	39,000.00
1er juin 1972	40,000.00
1er juin 1973	41,500.00
1er juin 1974	45,500.00
1er juin 1975	46,500.00
1er juin 1976	48,000.00
1er juin 1977	711,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercerdi, le 12 juin 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 1111 rue St-Étienne, ville de St-Vincent-de-Paul.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul, ce 23 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Adresse postale:
1080 rue St-Étienne,
Ville de St-Vincent-de-Paul, P. Q. 45046-o

For adjudication purposes only: interest shall be calculated as from July 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,346,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1958	$ 21,000.00
June 1st, 1959	22,500.00
June 1st, 1960	22,500.00
June 1st, 1961	23,000.00
June 1st, 1962	27,000.00
June 1st, 1963	28,500.00
June 1st, 1964	29,000.00
June 1st, 1965	30,000.00
June 1st, 1966	33,500.00
June 1st, 1967	34,000.00
June 1st, 1968	34,000.00
June 1st, 1969	34,500.00
June 1st, 1970	35,000.00
June 1st, 1971	39,000.00
June 1st, 1972	40,000.00
June 1st, 1973	41,500.00
June 1st, 1974	45,500.00
June 1st, 1975	46,500.00
June 1st, 1976	48,000.00
June 1st, 1977	711,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Vincent-de-Paul, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, including the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds may under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, June 12, 1957, at 8.00 o'clock P.M., at the City Hall, 1111 St. Etienne Street, Town of St. Vincent-de-Paul.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Vincent-de-Paul, this May 23, 1957.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
1080 St. Etienne Street,
Town of St. Vincent-de-Paul, P. Q. 45046

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-COEUR-DE-MARIE
(Comté de Lac St-Jean)

Avis public iest par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean-Paul Tremblay, secrétaire-trésorier, St-Cœur-de-Marie, comté de Lac St-Jean, jusqu'à 7.00 heures p.m., mercredi, le 12 juin 1957, pour l'achat de $10,000, d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Cœur-de-Marie, comté de Lac St-Jean, datées du 1er juin 1957, et remboursables par séries du 1er juin 1958 au 1er juin 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 mars 1957 pour compléter l'agrandissement et la restauration d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $10,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er juin 1958	$ 1,000.00
1er juin 1959	1,000.00
1er juin 1960	1,000.00
1er juin 1961	1,000.00
1er juin 1962	1,000.00
1er juin 1963	1,000.00
1er juin 1964	1,000.00
1er juin 1965	1,000.00
1er juin 1966	1,000.00
1er juin 1967	1,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma, comté de Lac St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Alma, comté de Lac St-Jean.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1964 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 12 juin 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, St-Cœur-de-Marie, comté de Lac St-Jean.

Les commisaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Cœur-de-Marie, (Comté de Lac St-Jean), ce 21 mai 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

St-Cœur-de-Marie, (Comté de Lac St-Jean), P.Q. 45030-o

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. COEUR-DE-MARIE
(County of Lake St. John)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the under signed Jean-Paul Tremblay, Secretary-Treasurer, St. Cœur-de-Marie, county of Lake St-John, until 7.00 o'clock p.m. Wednesday, June 12, 1957, for the purchase of an issue of $10,000, of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the village of St. Cœur-de-Marie, county of Lake St. John, dated June 1st., 1957 and redeemable serially from June 1st., 1958 to June 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st., and December 1st., of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 13, 1957 to complete the enlarging and restoring of a boys' school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st., 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $10,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
June 1st, 1958	$ 1,000.00
June 1st, 1959	1,000.00
June 1st, 1960	1,000.00
June 1st, 1961	1,000.00
June 1st, 1962	1,000.00
June 1st, 1963	1,000.00
June 1st, 1964	1,000.00
June 1st, 1965	1,000.00
June 1st, 1966	1,000.00
June 1st, 1967	1,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and acrued interest if any, by certified cheque payable at par at Alma, county of Lake St. John.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Alma, county of Lake St. John.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to June 1st., 1964 inclusive; after which date these bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issued and must specify whether interest acrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, June 12, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, St. Cœur-de-Marie, county of Lake St. John.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Cœur-de-Marie, (County of Lake St. John), this May 21, 1957.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

St.Cœur-de-Marie, (County of Lake St. John), P.Q. 45030

Ventes — Loi de faillites

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 200 (1955), "en faillite". Dans l'affaire de Wilfrid Gravel, contracteur de Pont-Viau, P.Q., en faillite.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant:

Désignation: Un emplacement au village de St-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, de forme irrégulière connu et désigné comme étant partie du lot cinq cent quarante-trois (P. 543) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis-de-Gonzague, borné au nord-est par le chemin du "Rang des Quarante"; au sud-est par une partie du lot originaire 428 du même cadastre et une autre partie dudit lot 543; au sud-ouest, selon de lignes irrégulières, par une partie dudit lot 428, par le lot 544 et ladite partie résidentielle du lot 543; à l'ouest par ladite partie résiduelle du lot 543 et au nord-ouest par le chemin principal du village de St-Louis-de-Gonzague; mesurant cent cinquante pieds dans la ligne nord-est; quatre-vingt-seize pieds et six pouces et onze pieds dans les deux lignes sud-est; 27′, 57′, 25′ et 49′ dans les lignes sud-ouest; 19′ dans la ligne ouest et 75′ dans la ligne nord-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins; avec la maison y érigée et avec et sujet à toutes servitudes y attachées.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal "en faillite" portant le N° 200 (1955) des dossiers de ladite Cour, rendu le 25 mai 1956, aux enchères publiques, au plus haut et dernier enchérisseur, conformément à la section 55 de la loi de faillite 1949, pour ladite vente avoir l'effet du décret, et après les avis requis pour la vente des immeubles par le shérif, au bureau du shérif du district de Beauharnois, situé au Palais de Justice de la cité de Salaberry de Valleyfield, comté de Beauharnois, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent cinquante-sept à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée de l'est).

Conditions de paiement: L'acquéreur devra payer le prix de l'adjudication dans les trois jours de la date de l'adjudication.

Pour autres conditions et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 13 mai 1957.

Le Syndic,
DAVID GROBSTEIN.

David Grobstein, syndic,
10 ouest, rue Saint-Jacques,
Montréal 1. 44980-20-2-o

Sales — Bankrupcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 200 (1955), "In Bankruptcy". In the matter of Wilfrid Gravel, contractor of Pont-Viau, P.Q., in Bankruptcy.

Public notice is hereby given that the following immoveable property namely:

Description: An emplacement in the village of St. Louis-de-Gonzague, county of Beauharnois, of irregular figure known and designated as being a part of lot number five hundred and forty-three (Part 543) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Louis-de-Gonzague, bounded to the northeast by the road known as "Rang des Quarante"; to the southeast by a part of original lot 428 of the same plan and in the same book of reference and by an other part of said lot 543; to the southwest, according to irregular lines, by a part of lot 428, by lot 544 and by the residuary part of lot 543; to the west by the residuary part of lot 543 and to the northwest by the highway of the village of St-Louis-de-Gonzague; measuring the said emplacement one hundred and fifty feet in its northeast line, ninety-six feet and six inches and eleven feet in its both southeast lines; 27′, 57′, 25′ and 49′ in its southwest lines; 19′ in its west line and 75′ in its northwest line; the whole English measure and more or less; with the building thereon erected and with and subject to all servitudes attached thereto.

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal "In Bankruptcy" bearing No. 200 (1955) of the records of the said Court rendered the 25th day of May 1956, at public auction, to the highest and last bidder, pursuant to section 55 of the Bankruptcy Act, 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, and after advertisement as required for the sale of the immoveable property by the Sheriff, at the office of the Sheriff for the district of Beauharnois, situated in the Court House in the city of Salaberry de Valleyfield, county of Beauharnois, WEDNESDAY, the NINETEENTH day of the month of JUNE nineteen hundred and fifty-seven at ELEVEN o'clock in the forenoon, (eastern daylight saving time).

Conditions of payment: The Purchaser shall pay the purchase money within three days from the date of adjudication.

For other conditions and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, May 13th, 1957.

DAVID GROBSTEIN,
Trustee.

David Grobstein, trustee,
10 St. James Street West,
Montreal 1. 44980-20-2-o

Annonce de vente avec effet de décret

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, en faillite, N° 4051 (1956). Dans l'affaire de la faillite de Orfeo Asconi (Hôtel Brownsburg), Brownsburg, Québec, débiteur.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance du tribunal rendue le 17 avril 1957, nous vendrons les biens sous-mentionnés par encan public avec effet du décret, soit: un hôtel de dix chambres, avec taverne, grill, salle à

Notice of sale by public auction

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court in bankruptcy matters No. 4051 (1956). In the matter of the bankruptcy of Orfeo Asconi (Brownsburg Hotel), Brownsburg, Que., debtor.

Public notice is hereby given that, in compliance with an order of the Court handed down on April 17, 1957, we will sell the under-mentioned assets by public auction, with the effect of a sheriff's sale, viz.: a 10-room hotel, with tavern,

manger, batterie de cuisine, vaisselle, literie et ameublement, dans le centre de la ville de Brownsburg, l'immeuble étant décrit comme suit:

"Un emplacement situé à Brownsburg, dans le comté d'Argenteuil, sur le côté Est de la rue Maple, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme formant partie du lot numéro Sept cent cinquante-trois (Ptie 753), borné au Nord par parties du même lot occupés par George Ira McFaul et par Alexander McAllister, au sud et à l'est par la propriété de la Succession Walter McVicar et à l'ouest par ladite rue Maple, aussi connue comme étant la montée conduisant à Staynerville; mesurant, ledit emplacement, soixante-huit pieds et six pouces (68′ 6″) en front, cent cinquante-cinq pieds (155′) dans la ligne Nord, cent soixante-quatorze pieds (174′) dans la ligne sud; la ligne d'en arrière formant une ligne brisée décrite comme suit: partant du coin sud-est de l'emplacement et allant vers le nord sur une distance de trente-cinq pieds, (35′) puis tournant à angle droit vers l'ouest, sur une distance de dix-neuf pieds (19′), puis tournant à angle droit vers le nord sur une distance de trente-quatre pieds et demi (34′ 6″) jusqu'au coin nord-est dudit emplacement;

Avec un hôtel et ses dépendances dessus érigées, tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble."

Pour être vendu à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Brownsburg, comté d'Argenteuil, Québec, le VINGTIÈME jour de JUIN 1957, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Conditions: comptant ou à la satisfaction du syndic. Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté de Montréal, ce 1er mai 1957.

Le Syndic,
The Canadian Credit Men's Trust
Association Limited.

Bureau: 760, Carré Victoria,
Montréal 1, Qué. 44894-19-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure "en faillite", N° 4057 (1956). Dans l'affaire de la faillite de: René Lapointe, garagiste, 4500 Route Marie-Victorin, Sorel, Québec, débiteur, et J. Alexandre Dansereau, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un immeuble situé en la cité de Sorel, côté nord-ouest, rue Goupil, connu sous le numéro cent soixante-dix de la subdivision du lot numéro quatorze soixante-quatre (1464-170) du cadastre de la ville de Sorel, avec les bâtisses y érigées, portant le numéro civique 30 de ladite rue Goupil".

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal (en faillite), rendu le 9 mai 1957, à l'enchère publique suivant la Loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de Procédures Civiles, au bureau du Shérif, à Sorel, MERCREDI, le TROIS JUILLET 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

grill, dining room, kitchen equipment, crockery, bedding and furniture, in the centre of the town of Brownsburg, the immoveable being described as follows:

"An emplacement situate in Brownsburg, in the county of Argenteuil, on the East side of Maple Street, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Chatham, as forming part of lot number seven hundred and fifty-three (Pt. 753), bounded on the North by parts of the same lot occupied by George Ira McFaul and by Alexander McAllister, on the south and on the east by the property of the Estate Walter McVicar, and on the West by the said Maple Street, also known as the road leading to Staynerville; the said emplacement measuring sixty-eight feet and six inches (68′ 6″) in front, one hundred and fifty-five feet (155′) on the north boundary, one hundred and seventy-four feet (174′) on the south boundary; the rear boundary being a broken line described as follows: starting from the South-east corner of the emplacement and going northward for a distance of thirty-five feet (35′), then turning at right angles westward for a distance of nineteen feet (19′), then turning at right angles northward for a distance of thirty-four and a half feet (34′ 6″) as far as the north-East corner of the said emplacement;

With a hotel and its appurtenances erected thereon, as the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable."

To be sold by public auction at the door of the parish church of Brownsburg, county of Argenteuil, Que., on the TWENTIETH day of JUNE 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

Terms: Cash or at the satisfaction of the Trustee. For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 1st of May, 1957.

The Canadian Credit Men's Trust
Association Limited,
Trustee.

Office: 760 Victoria Square,
Montreal 1, Que. 44894-19-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court "Sitting in Bankruptcy", No. 4057 (1956). In the matter of the bankruptcy of René Lapointe, garage-keeper, 4500 Marie-Victorin Road, Sorel, Quebec, debtor, and J. Alexandre Dansereau, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable to wit:

Description: An immoveable situated in the city of Sorel, northwesterly side, Goupil Street, known as number one hundred and seventy of the subdivision of lot number fourteen hundred and sixty-four, (1464-170) of the cadastre of the town of Sorel, with buildings erected thereon, bearing civic number 30 of said Goupil Street".

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered May 9, 1957, at public auction according to the law, the said sale having the effect of a sale by Sheriff in accordance with the terms of the Code of Civil Procedure, at the Sheriff's office, at Sorel, WEDNESDAY, the THIRD day of JULY 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 22e jour de mai 1957.

Le Syndic,
J. ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à:
31 rue St-Jacques Ouest,
Montréal, P.Q. 45038-21-2-o

Conditions: Cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay of Government tax of 2½% according to the law. The upset price shall be $1,000.00.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 22nd day of May, 1957.

J. ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office at:
31 St. James Street West,
Montreal, P.Q. 45038-21-2

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 411,846.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, rendu le 14e jour de février 1957, dans une cause dans laquelle George Gimpel, aussi connu sous le nom de Gimple, garçon de table, résidant et domicilié en les cité et district de Montréal, demandeur et Charles Émile Bruchési, Conseil en Loi de la Reine, en sa qualité de curateur et/ou curateur public des biens et des personnes de Nina Gimple et Dame Aida, aussi connue sous le nom de Ida Nasper, veuve de feu Jake Alias Jacob Gimple, et Max Gimple et Louis Alias Israël Gimple, tous des cité et district de Montréal, défendeurs, ordonnant la licitation de la propriété immobilière décrite comme suit:

"Ce certain emplacement portant le numéro civique 3565 rue de Bullion, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quatre-vingt-sept (887-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, avec ensemble la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 3565 rue de Bullion, Montréal"; ladite propriété immobilière décrite sera vendue à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur le DIXIÈME jour de JUILLET 1957 par ladite Cour, au Palais de Justice de Montréal, district de Montréal à DIX heures et TRENTE (10.30 a.m.) du matin, à chambre 31 de la Cour Supérieure de Montréal, sujette aux clauses, charges et conditions stipulées au cahier de charges déposé au bureau de Protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions à la vente, s'il y en a, doivent être déposées au moins douze (12) jours avant la date fixée, tel que susdit, pour ladite vente, et toutes oppositions afin de conserver doivent être déposées dans les six (6) jours suivant l'adjudication sous peine de forfaiture.

Un dépôt de $750.00 sera exigé de chaque offrant et enchérisseur avec son offre concernant la propriété décrite ci-dessus.

Montréal, 22 mai 1957.

Les Procureurs du demandeur,
GAMEROFF, FENSTER & KANDESTIN.

Gameroff, Fenster & Kandestin,
10 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Qué., MArquette 9419. 44967-21-2

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 411,846.

Notice is hereby given that in virtue of a judgement of the Superior Court, sitting at Montreal, rendered on the 14th day of February, 1957, in a case wherein George Gimpel, also known as Gimple, waiter, residing and domiciled in the city and district of Montreal, is plaintiff, and Cnarles Émile Bruchési, Queen's Counsel, in his quality as Curator and/or Public Curator to the property and to the persons of Nina Gimple and Dame Aida also known as Ida Nasper, widow of the late Jake alias Jacob Gimple; and Max Gimple and Louis alias Israël Gimple, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveable property described as follows:

"That certain emplacement bearing civic number 3565 de Bullion Street, in the city of Montreal, known and designated as subdivision lot number two of the official subdivision of lot number eight hundred and eighty-seven (887-2) on the official plan and book of reference of the St. Louis Ward, together with the building thereon erected bearing civic number 3565 de Bullion Street, Montreal"; the said described immoveable property will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TENTH day of JULY, 1957, by the said Court, in the Court House in Montreal district of Montreal, at HALF PAST TEN of the clock (10.30 a.m.), in the forenoon, in room 31 of the Superior Court of Montreal, subject to the clauses, charges and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court.

Oppositions to sale, if any, must be filed at least twelve (12) days before the day fixed, as aforesaid, for the said sale, and oppositions for payment must be filed within six (6) days after the adjudication, under pain of forfeiture.

A deposit of $750.000 will be exacted from each and every bidder, with his bid, in respect to the above described property.

Montreal, May 22, 1957.

GAMEROFF, FENSTER & KANDESTIN,
Attornsys for the plaintiff.

Gameroff, Fenster & Kandestin,
10 St. James, St. West,
Montreal, Que., MArquette 9419. 44967-21-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 11893. ROMÉO FAFARD, commerçant domicilié à St-Guillaume, comté de Yamaska, demandeur vs HENRI MEUNIER, défendeur et HERMAS PERRAS & AL, mis-en-cause et PAUL-H. MOISAN, notaire, de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, en sa qualité de curateur au délaissement.

"Un immeuble situé au village de Saint-Eugène de Grantham, comté de Drummond, mesurant cent douze pieds de largeur, mesuré le long du rang de l'église sur deux cent dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Grantham, comme étant le lot quatorze cent vingt-six et partie du lot quatorze cent vingt-quatre (N° 1426 et Partie N° 1424) dont il faut distraire la partie dudit lot vendu au Ministère de la Voirie Provinciale pour l'amélioration des routes; ledit terrain borné comme suit: en front vers l'est par la rue du rang de l'église, en profondeur à partir du lot N° 1424 à M. Vadnais, d'un côté vers le nord par la route longeant les lots 1424 et 1427, et de l'autre côté vers le sud par partie du lot N° 1424 à Pierre Brouillard ou représentants, avec maison et bâtisses servant de magasin dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Eugène de Grantham, comté de Drummond, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1957, à TROIS heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 22 mai 1957. 45039-21-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 11893. ROMÉO FAFARD, merchant domiciled at St. Guillaume, county of Yamaska, plaintiff vs HENRI MEUNIER, defendant, and HERMAS PERRAS & AL, mis-en-cause, and PAUL-H. MOISAN, notary, of the city of Drummondville, district of Arthabaska in his capacity of Curator to the surrender.

"An immoveable situated in the village of St. Eugène de Grantham, county of Drummond, measuring one hundred and twelve feet in width, measured along the church range by two hundred and ten feet in depth, the whole more or less, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Grantham as being lot fourteen hundred and twenty-six and part of lot fourteen hundred and twenty-four (No. 1426 and Part No. 1424) from which must be withdrawn that part of lot sold to the Provincial Roads Department for the improvement of roads; the said land bounded as follows: in front on the east by the street of the church range, in depth starting from lot No. 1424 to Mr. Vadnais, on one side on the north by the route bordering lots 1424 and 1427, and on the other side along the south by part of lot No. 1424 by Pierre Brouillard or representatives, with house and buildings used as a store thereon erected circumstances and dependencies".

To be sold at the door of the parochial church of St. Eugène de Grantham, county of Drummond, the TWENTY-SEVENTH day of JUNE 1957, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this May 22, 1957. 45039-21-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Cour du Magistrat, District de Beauce

St-Joseph de Beauce, N° 24,005. à savoir: PHILIPPE TAWELL, marchand général, domicilié à St-Léon de Standon, comté de Dorchester, contre LUC ST-HILAIRE, résidant à St-Luc, comté de Dorchester, à savoir:

Le lot numéro dix-sept, rang treize, canton Standon avec bâtisses y dessus construites, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 20 mai 1957.
45024-21-2-o

[Première insertion: 26 mai 1957.]
[Seconde insertion: 8 juin 1957.]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court, District of Beauce

St. Joseph of Beauce, No. 24,005. to wit: PHILIPPE TAWELL, general merchant, domiciled at St. Léon de Standon, county of Dorchester, versus LUC ST-HILAIRE, residing at St. Luc, county of Dorchester, to wit:

Lot number seventeen, range thirteen, township of Standon with buildings erected thereon, with circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church, in the parish of St. Luc, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next at TWO o'clock in the afternoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph de Beauce, this May 20, 1957.
45024-21-2

[First insertion: May 25, 1957.]
[Second insertion' June 8, 1957.]

Fieri Facias de Terris
Dans la Cour Supérieure
District de Québec

Québec, à savoir: N° 84,772. { LES PRÉVOYANTS DU CANADA FONDS DE PENSION, corporation légale ayant son siège social en la cité de Québec, contre DAME ALEXINA LESSARD de Ville St-Georges, Beauce, veuve de feu Adélard Veilleux en son vivant du même lieu (défenderesse) & L. Crépeau, régistrateur, Beauceville, mis en cause, à savoir: les lots numéros six cent fraction un fraction un et six cent fraction un fraction trois (600-1-1 et 600-1-3) du plan amendé d'une partie du cadastre de la paroisse de St-Georges-Est, le comté de Beauce, maintenant de la municipalité du village de St-Georges, Est, avec bâtisses, à distraire la partie dudit lot 600-1-3 appartenant à Pierre Veilleux suivant acte enregistré sous le numéro: 152,998; sujet le terrain présentement décrit aux servitudes actives et passives contenues dans les actes enregistrés à Beauceville-Est sous les numéros 80,353, 2354, 120 718, 2342, 101 299, 133 809, 132 998, 151 748, 141 749, 974, parmi lesquels servitudes existent celle de passage sur le lot 601-7 du susdit plan en faveur du terrain susdit de l'emprunteur; sujet le terrain présentement décrit à un acte de servitude intervenu entre l'emprunteur, Wilfrid Morin, Cora Bolduc et Marie-Louise Bolduc devant le notaire soussigné Me Marcel Gilbert, le vingt-huit août mil neuf cent cinquante-quatre sous les numéros 6838 des minutes dudit notaire et qui sera enregistrée le même jour que les présentes.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Georges Est, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 20 mai 1957. 45023-21-2-o
[Première insertion: 25 mai 1957.]
[Seconde insertion: 8 juin 1957.]

Fieri Facias de Terris
In the Superior Court,
District of Quebec

Quebec, to wit: No. 84,772. { LES PRÉVOYANTS DU CANADA FONDS DE PENSION, a legal corporation having its head office in the city of Quebec, versus DAME ALEXINA LESSARD of the town of St. Georges, Beauce, widow of the late Adélard Veilleux, in his lifetime of the same locality (defendant) & L. Crépeau, registrar, Beauceville, mis-en-cause, to wit: lots number six hundred fraction one fraction one and six hundred fraction one fraction three (600-1-1 and 600-1-3) of the revised plan of a part of the cadastre of the parish of St. Georges-East, county of Beauce, presently of the municipality of the village of St. Georges-East, with buildings, save and except that part of said lot 600-1-3 belonging to Pierre Veilleux according to registered deed number 152,998; the said land presently described is subject to active and passive servitudes contained in the registered deeds at Beauceville-East under numbers 80,353, 2354, 120 718, 2342, 101 299, 133 809, 132 998, 151 748, 141 749, 974, among which servitudes is that of a right-of-way on lot 601-7 of the above plan in favour of the above land belonging to the borrower; the land presently described subject to a deed of servitude concluded between the borrower, Wilfrid Morin, Cora Bolduc and Marie Louise Bolduc before the undersigned notary Me Marcel Gilbert, the twenty-eighth day of August one thousand nine hundred and fifty-four under number 6838 of the minutes of said notary and which shall be registered the same day as these presents.

To be sold at the door of the parochial church, in the parish of St. Georges-East, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph de Beauce, May 20, 1957. 45023-21-2
[First insertion: May 25, 1957.]
[Second insertion: June 8, 1957.]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauharnois

Valleyfield, à savoir: N° 2924. { LA CAISSE POPULAIRE DE BEAUHARNOIS, société régie par la loi des Syndicats coopératifs de Québec, ayant son bureau d'affaires, en les cité et district de Beauharnois, demanderesse vs ALBERT GROLEAU, journalier, du village du Lac St-Louis, district de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement sis et situé au Village du Lac St-Louis, connu et désigné sous le numéro treize, de la subdivision officielle du lot originaire, numéro trois cent quatre-vingt-cinq (N° 385-13) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément de Beauharnois; mesurant soixante pieds de largeur par cent quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise".

Avec un droit de passage avec tous autres y ayant droit, dans une rue projetée portant le N° 385-10 des susdits plan et livre de renvoi officiels. Le tout avec bâtisses dessus construites ou en construction, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Melocheville, district de Beauhar-

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauharnois

Valleyfield, to wit: No. 2924. { LA CAISSE POPULAIRE DE BEAUHARNOIS, an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, having its business office in the city and district of Beauharnois, plaintiff vs ALBERT GROLEAU, journeyman, of the village of Lake St. Louis, district of Beauharnois, defendant.

As belonging to the defendant.

"An emplacement lying and situated in the village of Lake St. Louis, known and designated under number thirteen of the official subdivision of original lot number three hundred and eighty-five (No. 385-13) of the official plan and book of reference of the parish of St. Clément de Beauharnois; measuring sixty feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, english measure".

With right-of-way together with all those having a right thereto, in a proposed street bearing No. 385-10 of the above-official plan and book of reference. All of which with buildings erected thereon or under construction, circumstances and dependencies".

To be sold at the door of the parochial church of Melocheville, district of Beauharnois, THURS-

nois, le JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Palais de Justice
Valleyfield, Québec, le 16ième jour de mai 1957.
45025-21-2-o

DAY the TWENTY-SEVENTH day of JUNE 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Valleyfield, Quebec, this 16th, day of May 1957.
45025-21-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 1443. { Docteur ANTONIO PARADIS, médecin, domicilié et résidant à Rivière-du-Loup, demandeur vs LAURENT DESCHÊNES, autrefois de St-Denis et maintenant de St-Philippe de Néri, comté de Kamouraska, défendeur.

Un emplacement mesurant environ soixante et quinze pieds de front par environ cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins et mesures anglaises, et contenu entre les bornes suivantes: au nord à la route nationale Deux A, au sud et à l'est à Philippe Deschênes et à l'ouest au vendeur, c'est-à-dire au fossé qui s'y trouve, le tout tel que délimité par les clôtures actuelles, lequel terrain fait partie du lot numéro cent soixante et dix-sept (P.-177) du cadastre officiel de St-Philippe de Néri, le tout avec la maison et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Église de St-Philippe de Néri, comté de Kamouraska, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN, 1957, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, ce 17 mai 1957. 45026-21-2-o
[Première insertion samedi, le 25 mai 1957.]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 1443. { Doctor ANTONIO PARADIS, physician, domicilied and residing at Rivière-du-Loup, plaintiff vs LAURENT DESCHÊNES, formerly of St. Denis and now of St. Philippe de Néri, county of Kamouraska, defendant.

An emplacement measuring some seventy feet in front by some one hundred feet in depth, all of which more or less and in english measure, and bounded as follows: northerly by the National Highway Two A, southerly and easterly by Philippe Deschênes and westerly by the vendor, that is to say by the ditch thereat, all of which as delimited by the existing fences, which land forms part of lot number one hundred and seventy-seven (P.-177) of the official cadastre of St. Philippe de Néri, all of which with house and other dependencies erected thereon.

To be sold at the door of the Church of St. Philippe de Néri, county of Kamouraska, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JUNE 1957, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, this May 17, 1957. 45026-21-2
[First insertion, saturday ,May 25, 1957.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19,082. { J. ERNEST SIROIS, journalier, de Estcourt, demandeur-saisi vs LÉO ST-PIERRE, de Estcourt, défendeur-saisissant.

Un terrain portant le numéro: Lot 19, rang 1, au cadastre officiel pour la paroisse de St-David d'Estcourt, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-David d'Estcourt, comté de Témiscouata, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1957, à DEUX heures de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, ce 21 mai 1957. 45027-21-2-o
[Première insertion, samedi, le 25 mai 1957.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19,082. { J. ERNEST SIROIS, journeyman of Estcourt, distrained plaintiff vs LÉO ST. PIERRE, of Estcourt, distraining defendant.

A piece of land bearing number: lot 19, range 1, of the official cadastre for the parish of St. David d'Estcourt, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Church of St. David of Estcourt, county of Témiscouata, THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1957, at TWO o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, this May 21, 1957. 45027-21-2
[First insertion, saturday, May 25, 1957.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 336156. { DELVINA ST-AMOUR, veuve de Charles Robillard, demanderesse; vs ADULF GRASSL, défendeur.

Deux certains lots de terre ayant front sur l'avenue Lumsdon, en la cité de Montréal, étant la subdivision soixante-dix-neuf et quatre-vingt de la subdivision officielle du lot trois cent

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 336156. { DELVINA ST-AMOUR, widow of Charles Robillard, plaintiff; vs ADULF GRASSL, defendant.

Two certain lots of land having frontage on Lumsdon Avenue, in the city of Montreal, being the subdivision seventy-nine and eighty of the official subdivision of lot three hundred and

quarante-quatre (344-79 & 80) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, contenant chacun desdits lots vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec le droit de passage dans la ruelle en arrière avec tous autres y ayant droit.

Tel que le tout se trouve actuellement sans exception ni réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPT JUIN 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 1er mai 1957. 44875-18-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 402466. { MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD. demanderesse vs PAUL DUPÉRÉ, défendeur et ALBINAS MARKEVICIUS, mis-en-cause.

Comme appartenant au mis-en-cause Albinas Markevicius.

Un emplacement situé en la ville de Montréal-Nord et composé des lots suivants aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet:

a) 36 ptie, S.E. 599, bornée en front, vers S.O. par Ave Ste-Gertrude, en arrière, part 35-ptie 681, vers N.O. par résidu 36-599, vers S.E. 36-600.

b) 36-600.

c) 35-ptie S.E. 681, bornée vers N.O. par résidu 35-681 vers S.E. par 35-682 vers N.E. par ruelle 36-708.

d) 35-682 avec la maison y érigée Nos. 10841-43 Ste-Gertrude.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT JUIN 1957, à DIX heures et TRENTE du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 22 mai 1957. 45041-21-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 402,465. { MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD., demanderesse vs JEAN PAUL DUPÉRÉ, défendeur et ALBINAS MARKEVICIUS, mis-en-cause.

Comme appartenant au mis-en-cause Albinas Markevicius.

Un emplacement situé en la ville de Montréal-Nord et composé des lots suivants, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Saul tau Récollet:

a) 35-ptie S.E. 680, bornée en front vers S.O. par 36-ptie S.E. 598, en arrière vers N.E. par ruelle 35-708, vers N.O. par 35-ptie N.O. 680, vers S.E. par ptie 35-681.

b) 35-ptie N.O. 681, bornée vers S.O. par 36-ptie N.O. 599, vers N.O. par 35-ptie 680 ci-haut décrite, vers S.E. par résidu 35-681 vers N.E. par ruelle 35-708.

c) 36-ptie S.E. 598 bornée en front vers S.O. par Ave Ste-Gertrude, en arrière vers N.E. par 35-680 ci-haut décrite, vers S.E. par 36-ptie 599.

d) 36-ptie N.P. 599, bornée en front, vers S.O. par Ave Ste-Gertrude, en arrière vers N.E. par 35-ptie N.P. 681, vers N.P. par 36 ptie 598 ci-haut décrite, vers S.E. par résidu 36-599; avec la maison y érigée Nos 10847-49 Ste-Gertrude.

forty-four (344-79 & 80) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Laurent, containing each of the said lots twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less. With right of way in the lane in rear with all others having a right thereto.

As the whole now stands, without exception nor reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on JUNE SEVENTH, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 1st, 1957. 44875-18-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 402466. { MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD. plaintiff, vs PAUL DUPÉRÉ, defendant and ALBINAS MARKEVICIUS, mis-en-cause.

As belonging to Albinas Markevicius, mis-en-cause.

An emplacement situated in the town of Montreal-North and composed of the following lots on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet:

a) 36 part S.E. 599, bounded in front southwesterly by Ste. Gertrude Avenue, in the rear by 35 part 681 northwesterly by the residue of 36-599, southeasterly by 36-600.

b) 36-600.

c) 35-part S.E. 681, bounded northwesterly by the residue 35-681, southeasterly by 35-682, northeasterly by lane 35-708.

d) 35-682, with house erected thereon Nos. 10841-43 Ste. Gertrude.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE 1957, at TEN-THIRTY o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 22, 1957. 45041-21-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 402,465. { MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD., plaintiff vs JEAN PAUL DUPÉRÉ, defendant and ALBINAS MARKEVICIUS, mis-en-cause.

As belonging to Albinas Markevicius, mis-en-cause.

An emplacement situated in the town of Montreal-North and composed of the following lots on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet:

a) 35-part s.-e. 680, bounded in front southwesterly by 36-part s.-e. 598, in rear northasterly by lane 35-708, northwesterly by 35-part n.-w. 680, southeasterly by part 35-681.

b) 35-part n.-w. 681, bounded southwesterly by 36-part N.P. 599, northwesterly by 35-part 680 described hereinabove, southeasterly by residu 35-681, northeasterly by lane 35-708.

c) 36-part s.-e. 598, bounded in front southwesterly by Ste-Gertrude Avenue, in the rear northeasterly by 35-680 described hereinabove, southeasterly by 36-part 599.

d) 36-part N.P. 599, bounded in front, southwesterly, by Ste-Gertrude Avenue, in rear northeasterly by 35-part N.P. 681, N.P. by 36-part 598 hereinabove described, southeasterly by residu 36-599, with house erected thereon bearing numbers 10847-49 Ste-Gertrude.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT JUIN 1957, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 22 mai 1957. 45040-21-2-o

To be sold at my office in the city of Montreal the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1957, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 22, 1957. 45040-21-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 86,252. { ALFRED SAVOIE, garagiste de Manseau, contre GUSTAVE VACHON,

domicilié à 102 Avenue Desrosiers en la cité de Ste-Foy, comté de Québec, P.Q.

Le lot numéro soixante-dix-neuf (N° 79) des subdivisions du lot originaire vingt-sept (79 de 27) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy dans le Comté de Québec, mesurant soixante pieds de front et quatre-vingt-cinq pieds de profondeur (60′ x 85′) mesure anglaise avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Propriété située au N° 102 de l'avenue Desrosiers, en la ville de Ste-Foy, Comté de Québec.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Foy, Comté de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 22 mai 1957. 45042-21-2-o
[Première insertion: 25 mai 1957]
[Deuxième insertion: 15 juin 1957]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 86,252. { ALFRED SAVOIE, garagekeeper of Manseau, versus GUSTAVE VACHON,

domiciled at 102 Desrosiers Avenue in the City of St. Foy, County of Quebec, P.Q.

Lot number seventy-nine (No. 79) of the subdivisions of original lot twenty-seven (79 of 27) of the official cadastre for the Parish of St. Foy in the County of Quebec, measuring sixty feet in front and eighty-five feet in depth (60′ x 85′) English measure with buildings erected thereon, circumstances and dependencies. Property situated at No. 102 Desrosiers Avenue, in the Town of St. Foy, County of Quebec.

To be sold at the door of the Parochial Church of St. Foy, County of Quebec, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 22, 1957. 45042-21-2
[First insertion: May 25, 1957]
[Second insertion: June 15, 1957]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 85,945. { SUPERTEST PETROLEUM CORPORATION LIMITED., corps politique et incorporé conformément aux lois de la province de l'Ontario, ayant son siège social dans la cité de London, en Ontario et ayant une place d'affaires dans la cité de Montréal dans la province de Québec, contre JACQUES CARTIER AUTOMOBILES INC., corps politique et incorporé ayant son siège social à Cap Santé, dans le Comté de Portneuf.

"Une partie de terrain, de forme irrégulière, situé dans la paroisse de Cap Santé, comté de Portneuf, P.Q. connu et désigné comme étant le lot (92-1) quatre-vingt-douze — un, du cadastre officiel de ladite paroisse de Cap Santé, borné vers le nord par la route Trans-Canada, à l'est par le lot (87) quatre-vingt-sept au sud par une partie non-subdivisée du lot (92) quatre-vingt-douze et à l'ouest par le lot (92-2) quatre-vingt-douze — deux mesurant deux cents pieds (200′) vers le nord, deux cent quinze pieds (215′) vers le sud et deux cent vingt-et-un pieds et six dixième (221′ 6/10) vers l'ouest, contenant en superficie, quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-douze pieds carrés, point deux (42,992′2) avec les maisons dessus construites, consistant en un garage, une station de service de gasoline, salle d'exposition d'automobiles, un garage avec tous les accessoires."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap Santé, comté de Portneuf, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 22 mai 1957. 45043-21-2-o
[Première insertion: 25 mai 1957]
[Deuxième insertion: 15 juin 1957]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 85,945. { SUPERTEST PETROLEUM CORPORATION LIMITED., a body politic and corporate in accordance with the Laws of the Province of Ontario, having its head office in the city of London, in Ontario, and having a place of business in the city of Montreal, in the Province of Quebec versus JACQUES CARTIER AUTOMOBILES INC., a body politic and corporated having its head office at Cap Santé in the county of Portneuf.

"A piece of land, of irregular shape, situated in the Parish of Cap Santé, county of Portneuf, P.Q., known and designated as being lot (92-1) ninety-two — one of the official cadastre of the said parish of Cap Santé, bounded northerly by the Trans-Canada Highway, easterly by lot (87) eighty-seven southerly by a non-subdivided part of lot (92) ninety-two and westerly by lot (92-2) ninety-tow — two measuring two hundred feet (200′) northweards, two hundred and fifteen feet (215′) southwards and two hundred and twenty-one feet and six tenths (221′ 6/10) westwards, containing an area of forty-two thousand nine hundred and ninety-two point two square feet (42,992′2) with houses erected thereon, consisting of a garage, gas service station, automobile showroom, a garage with all accessories."

To be sold at the door of the parochial church of Cap Santé, county of Portneuf, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 22, 1957. 45043-21-2
[First insertion: May 25, 1957]
[Second insertion: June 15, 1957]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 19503. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse vs ÉMILIEN LABRIE, B.P. Pelletier, St-Luc, comté de Matane, défendeur & HENRI A. MARTIN, syndic de Rimouski, en sa qualité de syndic aux biens du cédant autorisé, présent défendeur, mis-en-cause.

1° Le lot quatorze (14) quatrième rang (4) du cadastre officiel du canton Tessier, mesurant cent cinq (105) acres en superficie, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2° Le lot douze (12) cinquième rang (5) du cadastre officiel du canton Tessier, mesurant cent cinq (105) acres en superficie, sans bâtisses.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de St-Luc de Matane, le SEPTIÈME jour de JUIN, 1957 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 30 avril 1957. 44854-18-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Sueprior Court, No. 19503. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, has ving its head office at Quebec, plaintiff vs ÉMILIEN LABRIE, P.O. Pelletier, St. Luc, county of Matane, defendant & HENRI A. MARTIN, trustee of Rimouski, in his quality as trustee of the authorized assignor, present defendant, mis-en-cause.

1. Lot fourteen (14) fourth range (4) of the official cadastre of the township of Tessier, mesuring one hundred and five (105) acres in area, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. Lot twelve (12) fifth range, (5) of the official cadastre of the township of Tessier, measuring one hundred and five (105) acres in area, without buildings.

To be sold "in block" at the church door of the parish of St. Luc of Matane, on the SEVENTH day of JUNE, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, April 30, 1957. 44854-18-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social en les cité et district de Québec; demandeur; vs RÉJEAN LAJOIE, cultivateur, de Saint-Simon, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, défendeur;

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Simon, comté de Bagot, de la contenance de six arpents de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme étant les lots numéros quatre cent dix-sept, quatre cent dix-huit et quatre cent dix-neuf (417-418-419), avec maison et dépendances y érigées.

Lesdits lots sont sujets à une servitude créé en faveur de Southern Canada Power Co. Ltd, suivant acte sous seing privé en date du 28 novembre 1946, enregistré par bordereau sous le N° B-84292.

Pour être vendue "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Saint-Simon, comté de Bagot, le MERCREDI, VINGT-NEUF MAI 1957, à DIX heures et DEMI a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe, le 16 avril 1957.
44789-17-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated having its head office in the city and district of Quebec; plaintiff; vs RÉJEAN LAJOIE, farmer, of Saint-Simon, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe, defendant;

Seized as defendant:

A farm situated in the parish of Saint-Simon, county of Bagot, containing six arpents in width by twenty-one arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish as being lots numbers four hundred and seventeen, four hundred and eighteen and four hundred and nineteen (417-418-419), with house and dependencies thereon erected.

The said lots are subject to a servitude created in favor of Southern Canada Power Co. Ltd., according to deed under private seal of November 28, 1946, registered by voucher under No. B-84292.

To be sold "in block" at the parochial church door of Saint-Simon, county of Bagot, WEDNESDAY, MAY TWENTY-NINTH, 1957, at TEN THIRTY o'clock a.m.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinthe, April 16, 1957.
44789-17-2

TÉMISCAMINGUE

Canada, Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, en faillite N° F-95. { LORENZO BOURASSA, failli et REX H. SMITH syndic & J. ALPHONSE SIMARD, requérant.

Un certain lopin de terre situé au village de Ville-Marie, ayant front sur la rue St-Jean-Bap-

TEMISCAMINGUE

Canada, Province of Quebec
District of Temiscamingue

Superior Court, In bankruptcy, No. F-95. { LORENZO BOURASSA, bankrupt, and REX H. SMITH, Trustee, & J. ALPHONSE SIMARD, Petitioner.

A certain strip of land situated in the village of Ville-Marie, having frontage on St. Jean Bap-

tiste, composé du lot connu et désigné sous le numéro quarante-cinq (45) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie, mesurant quatre-vingts pieds de largeur (80′) par cent cinquante pieds de profondeur (150′) plus ou moins ainsi que le tout se trouve actuellement avec une maison, un garage et une boutique de forge, dessus construits, circonstances et dépendances, et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Très Saint-Rosaire, Ville Marie, comté de Témiscamingue MERCREDI, le CINQ de JUIN 1957 a DEUX heures de l'après midi (heure avancée.)

Le Shérif,
JULES GRENIER.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Ville-Marie, le 29 avril 1957. 44855-18-2-o
[Première insertion le 4 mai 1957]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, veuve de Joseph Cardinal, en son vivant de St-Benoit, domiciliée en les cité et district de Montréal, demanderesse vs JOSEPH DESJARDINS, de St-Benoit, district de Terrebonne, défendeur.

Le lot portant le numéro 225 du cadastre de la paroisse de St-Placide et le lot étant partie du numéro 138 du cadastre de la paroisse de St-Placide.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Placide, JEUDI le SIXIÈME jour de JUIN 1957, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 26 avril 1957. 44849-18-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, veuve de Joseph Cardinal, en son vivant de St-Benoit, domiciliée en les cité et district de Montréal, demanderesse vs JOSEPH DESJARDINS, de St-Benoit, district de Terrebonne, défendeur.

Les lots portant les numéros 349 et 352 du cadastre de la paroisse de St-Benoit, dans le district de Terrebonne.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Benoit, district de Terrebonne, JEUDI le SIXIÈME jour de JUIN 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 26 avril 1957. 44850-18-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 25545. A. PRUD'HOMME & FILS LIMITÉE, corps politique légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires à Montréal et y faisant affaires, des cité et district de Montréal, demanderesse vs LAURIER GAUTHIER, de St-Placide, district de Terrebonne, défendeur.

Un lot de terre portant numéro 55 des plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Placide, comté de Deux-Montagnes, ayant 90 pieds de largeur par toute sa profondeur dudit lot, borné au de-

tiste Street, composed of the lot known and designated under number forty-five (45) on the official plan and in the book of reference of the village of Ville-Marie, measuring eighty feet in width (80′) by one hundred and fifty feet in depth (150′) more or less as well as the whole now stands with a house, a garage and a blacksmith shop thereon erected and dependencies, and the servitudes by which it may be affected.

To be sold at the parochial church of Notre-Dame du Très Saint-Rosaire, Ville Marie, county of Temiscamingue, WEDNESDAY, JUNE FIFTH, 1957, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

JULES GRENIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Ville-Marie, April 29, 1957. 44855-18-2
[First insertion on May 4, 1957]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, widow of Joseph Cardinal, in his lifetime of St. Benoit, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff vs JOSEPH DESJARDINS, of St. Benoit, district of Terrebonne, defendant.

Lot bearing number 225 of the cadastre of the parish of St. Placide and lot forming part of number 138 of the cadastre of the parish of St. Placide.

To be sold at the door of the church of St. Placide, THURSDAY the SIXTH day of JUNE 1957 at ONE o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, April 26, 1957. 44849-18-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 22521. DAME MARIE LOUISE LAURIN, widow of Joseph Cardinal, in his lifetime of St. Benoit, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff vs JOSEPH DESJARDINS, of St. Benoit, district of Terrebonne, defendant.

Lots bearing numbers 349 and 352 of the cadastre of the parish of St. Benoit, in the district of Terrebonne.

To be sold at the door of the church of St. Benoit, district of Terrebonne, THURSDAY, the SIXTH day of JUNE 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, April 26, 1957. 44850-18-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 25545. A. PRUD'HOMME & FILS LIMITÉE, a body politic legally incorporated having its head office at Montreal and therein carrying business, of the city and district of Montreal, plaintiff vs LAURIER GAUTHIER of St. Placide, district of Terrebonne, defendant.

A lot of land bearing number 55 on the plan and in the book of reference for the parish of St. Placide, county of Two-Mountains, having 90 feet in width in the entire depth of the said

vant par la rue St-Basile, à l'est par le lot numéro 57, à l'arrière au sud par le lot N° 56 et à l'ouest par le résidu dudit lot 55 avec maisons et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Placide, JEUDI le SIXIÈME jour de JUIN 1957 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 26 avril 1957. 44848-18-2-o

lot, bounded in front by St. Basile Street, on the east by lot number 57, in rear, to the south by lot No. 56 and on the west, by the residue of the said lot 55 with houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St. Placide, THURSDAY, the SIXTH day of JUNE, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, April 26, 1957. 44848-18-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada, Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18,043. MARCEL LAFLAMME, constructeur, des cité et district de Trois-Rivières, est, demandeur, vs MAURICE LACERTE, plombier, de Grand'Mère, district de Trois-Rivières est, défendeur, & SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, corporation légale ayant une place d'affaires dans les cité et district de Trois-Rivières, et SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légale ayant une place d'affaires dans les cité et district de Trois-Rivières, sont mis-en-cause, ledit Marcel Laflamme, demandeur, et ledit Maurice Lacerte, défendeur.

"Un lot de terre situé en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot numéro onze cent dix-neuf (1119-324), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice à Trois-Rivières, le QUATRIÈME jour dú mois de JUIN, mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
44856-18-2-o MERCIER & PELLERIN.
Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 30 avril 1957. 44856-18-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada, Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 18,043. MARCEL LAFLAMME, builder, of the city and district of Trois-Rivières, is plaintiff vs MAURICE LACERTE, plumber, of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, is, defendant, and the SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a legal corporation having a place of business in the city and district of Trois-Rivières, and SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, a legal corporation having a place of business in the city and district of Trois-Rivières, are Mis-en-cause, the said Marcel Lafiamme, plaintiff, the sait Maurice Lacerte, defendant.

"A lot of land situated in the city of Trois-Rivières, known and designated as being lot number three hundred and twenty-four of the official subdivision of lot number elevenh undred and nineteen (1119-324), of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's office in the Court House of Trois-Rivières, the FOURTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Trois-Rivières, April 30, 1957. 44856-18-2

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 18157. LÉOPOLD DUPLESSIS LIMITÉE, corporation ayant son siège social en les cité et district de Trois-Rivières, est, demanderesse, vs DAME GERTRUDE CLAVET LEPAGE, ménagère épouse contractuellement séparée de biens de Dominique Lepage, tous demeurant à Shawinigan Sud, et ledit DOMINIQUE LEPAGE pour assister son épouse aux fins des présentes, sont, défendeurs, & VICTOR ABRAN et ADRIEN LAMBERT, tous deux des cité et district de Trois-Rivières, en leur qualité de régistrateurs conjoints de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, sont, mis-en-cause.

"Un emplacement situé à l'angle des rues St-Sévère et St-François-Xavier, connu et désigné comme étant le lot numéro seize cent quatre-vingt-dix-sept (1697) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec en plus la lisière de terrain, mesurant sept pieds et quatre dixièmes de pied (7.4′) sur la rue St-François-Xavier et six pieds et quatre dixièmes de pied (6.4′) à la profondeur qui est de soixante-dix-sept pieds et neuf dixièmes de pied (77.9′),

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, N° 18157. LÉOPOLD DUPLESSIS LIMITÉE, corporation having its head office in the city and district of Trois-Rivières, plaintiff vs DAME GERTRUDE CLAVET LEPAGE, housewife, wife contractually separate as to property of Dominique Lepage, both residing at Shawinigan-South, and the said Dominique Lepage to assist his wife for the purposes herein, defendants, and VICTOR ABRAN and ADRIEN LAMBERT, both of the city and district of Trois-Rivières, in their capacity of Joint Registrars of the Registry Division of Trois-Rivières, mis-en-cause.

"An emplacement situated at the angle of St. Sévère and St. François-Xavier Streets, known and designated as being lot number sixteen hundred and ninety-seven (1697) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, with moreover that strip of land measuring seven feet and four tenths (7.4′) on St. François-Xavier Street and six feet and four tenths (6.4′) by its depth of seventy-seven feet and nine tenths (77.9′), English measure; known

mesure anglaise; connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières comme étant composée de partie des lots numéros dix-sept cent quatorze et dix-sept cent treize (pties 1714 et 1713) et bornée comme suit: en front au nord-est par la rue St-François-Xavier, en arrière au sud-ouest par une autre partie du lot dix-sept cent treize (1713) restant à Dame Louise A. Baptist, du côté sud-est par le lot seize cent quatre-vingt-dix-sept (1697) dudit cadastre et au côté nord-ouest par d'autres parties des mêmes lots dix-sept cent quatorze et dix-sept cent treize (1714 et 1713); circonstances et dépendances et telle que cette lisière de terre est actuellement, et est montrée à un plan fait par Geo. Gariépy, A.G., en date du 18 mai 1953.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice à Trois-Rivières, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 22 mai 1957. 45044-21-2-o

and designated on the official plan and book of reference of the city of Trois-Rivières as being composed of part of lots number seventeen hundred and fourteen and seventeen hundred and thirteen (Pts. 1714-1713) and bounded as follows: in front northeasterly by St. François-Xavier Street, in the rear southwesterly by another part of lot seventeen hundred and thirteen (1713) remaining with Dame Louise A. Baptist, on the southeasterly side by lot sixteen hundred and ninety-seven (1697) of said cadastre and on the northwesterly side by other parts of the same lots seventeen hundred and fourteen and seventeen hundred and thirteen (1714 and 1713); circumstances and dependencies and as this strip of land actually stands and is indicated on a plan made by Geo. Gariépy, L.S., dated May 18, 1953.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House at Trois-Rivières, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, May 22, 1957. 45044-21-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 21

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Esteie vs Caprary 1937
Leblanc vs Emond 1937

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1895

AVIS DIVERS:

Arno Mines, Limited (Vente d'actions). 1934
Boucherville, ville (Demande d'érection) 1937
Dominion Oil Limited (Siège social)... 1935
Hamelin & Hubbard Industries Corporation (Directeurs) 1935
La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company (Constitution) 1933
La Médicale Compagnie d'Assurance sur la vie — The Medical Life Assurance Company (Constitution)..... 1936
Leeds Metals Company Ltd. (Directeurs) 1934
Missisquoi Stone & Marble Company Ltd. (Dis. de l'actif) 1934
Norval Oil Company Limited (Siège social) 1936
Singer Plumbing & Heating Co. (Directeurs) 1935
St. James Holding Corporation (Directeurs) 1935
St-Norbert-du-Cap-Chat, paroisse (Changement de nom) 1935
Syndicat National des Coiffeuses Saguenay, Lac St-Jean (Existence terminée) 1933
The Priory School Inc. (Règlements).. 1933

CHARTES — ABANDON DE:

Farm Products Inc. 1938
La Corporation Colombienne de Sorel.. 1938
Les Entreprises St-Denis Limitée..... 1938
Pte. St. Charles Realties Ltd 1938

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Esteie vs Caprary 1937
Leblanc vs Emond 1937

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1895

MISCELLANEOUS NOTICES:

Arno Mines, Limited (Sale of shares).. 1934
Boucherville, town (Application of erection) 1937
Dominion Oil Limited (Head Office)... 1935
Hamelin & Hubbard Industries Corporation (Directors) 1935
La Médicale Compagnie d'Assurance — The Medical Insurance Company (Constitution) 1933
La Médicale Compagnie d'Assurance sur la vie — The Medical Life Assurance Company (Constitution)..... 1936
Leeds Metals Company Ltd. (Directors) 1934
Missisquoi Stone & Marble Company Ltd. (Dist. of the assets) 1934
Norval Oil Company Limited (Head Office) 1936
Singer Plumbing & Heating Co. (Directors) 1935
St. James Holding Corporation (Directors) 1935
St-Norbert-du-Cap-Chat, paroisse (Change of name) 1935
Syndicat National des Coiffeuses Saguenay, Lac St-Jean (Existence terminated) 1933
The Priory School Inc. (By-Laws)..... 1933

CHARTERS — SURRENDER OF:

Farm Products Inc. 1938
La Corporation Colombienne de Sorel.. 1938
Les Entreprises St-Denis Limitée..... 1938
Pte. St. Charles Realties Ltd 1938

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Trans Canada Rent-A-Trailer System Ltd. 1939

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Congregation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob 1939

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:
Industrie laitière:

Ordonnance N° 1-57 — Région de Montréal 1940

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Beaconsfield (Catholique) 1945
Coaticock 1944
Compton, village *et al* 1944
Coteau du Lac 1943
Coteau-du-Lac *et al* 1942
Dixville (Catholique) 1945
Gaspé (Catholique) 1943
Laprairie, ville 1942
McMasterville et Belœil (Protestante). 1943
Shawinigan-Falls 1942
Shipton 1943
Ste-Martine 1943
St-Lambert (Catholique) 1945

MINES:

Révocation de droits de mine 1946

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ascot, canton 1947
St-François, paroisse 1947
St-Germain-de-Rimouski, paroisse 1947

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbier, coiffeur et coiffeuse des villes de Victoriaville *et al* (Modification) .. 1948
Construction, région de Montréal (Modification) 1947
Établissements commerciaux de Rimouski (Modifidation) 1949

EXAMENS DU BARREAU:

Bedford: pratique du droit 1952
Hull: pratique du droit 1952
Laurentides: pratique du droit 1953
Québec: pratique eu droit 1953
Richelieu: pratique du droit 1953
Richelieu: théorique 1954
Trois-Rivières: étude du droit 1954

LETTRES PATENTES:

Airline Sportswear Ltd. 1896
Alphonse Chabot & Fils Ltée 1897
André Manzo Ltd. 1897
Arthur Bayard Inc 1897
Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean — Roberval Inc. 1898
Astoria Garage Limited 1898
A. Théoret & Fils Inc. 1898
Baymar Realty Corp 1899

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Trans Canada Rent-A-Trailer System Ltd. 1939

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Congregation Chevra Kadisha-B'Nai Jacob 1939

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Order No. 1-57 — Region of Montreal .. 1940

EDUCATION:
School Municipality of:

Beaconsfield (Catholic) 1945
Coaticock 1944
Compton, village *et al* 1944
Coteau du Lac 1943
Coteau-du-Lac *et al* 1942
Dixville (Catholic) 1945
Gaspé (Catholic) 1943
Laprairie, town 1942
McMasterville et Belœil (Protestant) .. 1943
Shawinigan-Falls 1942
Shipton 1943
Ste-Martine 1943
St-Lambert (Catholic) 1945

MINES:

Revocation of mining rights 1946

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch::

Ascot, township 1947
St-François, parish 1947
St-Germain-de-Rimouski, parish 1947

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbering and hairdressing of the towns of Victoriaville *et al* (Amendment) ... 1948
Construction, region of Montreal (Amendment) 1947
Commercial establishment of Rimouski (Amendment) 1949

BAR EXAMINATIONS:

Bedford: practice of law 1952
Hull: practice of law 1952
Laurentides: practice of law 1953
Quebec: practice of law 1953
Richelieu: practice of law 1953
Richelieu: theoritical 1954
Trois-Rivières: study of law 1954

LETTERS PATENT:

Airline Sportswear Ltd. 1896
Alphonse Chabot & Fils Ltée 1897
André Manzo Ltd. 1897
Arthur Bayard Inc 1897
Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean — Roberval Inc. 1898
Astoria Garage Limited 1898
A. Théoret & Fils Inc. 1898
Baymar Realty Corp 1899

Berman & Company Limited..... 1899
Bomar Departmental Stores Ltd..... 1899
Capitol Development Corp..... 1900
Charles Roynon & Company..... 1900
Charlevoix Automobiles Inc..... 1900
Claire Fontaine Investments Corporation Ltd..... 1901
Comeau & Fils Inc..... 1901
Corporation de Pétrole Domestique de Québec..... 1901
Corporation Sales Development Ltd... 1902
Dan Palangio Enterprises Inc..... 1902
Diamond Electric Inc..... 1902
Ebud Inc..... 1903
Édifice des Aigles Inc.— Eagle Building Inc..... 1903
Éditions Presse Libre Inc.— Free Press Publications Inc..... 1903
Édouard Gohier Inc..... 1904
E. Kotler Realty Corp..... 1904
Elbar Investments Limited..... 1904
Équipement Commercial & Professionnel Inc.— Commercial & Professional Supplies Inc..... 1905
Filterlite Industries Ltd..... 1905
Fontbrune Nickel Mines Ltd..... 1905
F. Quévillon Inc..... 1906
Garage Sasseville Ltée..... 1906
Gariépy & Robitaille Limitée..... 1907
Gérard Ouellet Incorporée..... 1907
Giard Construction Co. Ltd..... 1907
Gilrob Inc..... 1908
Harlaw Investments Ltd..... 1908
Harmo Paper Products Inc..... 1908
Hoist & Lift Equipment Co. Ltd..... 1909
Ideal Clothing Co. Ltd..... 1909
Investar Corp..... 1909
Italia Development Inc..... 1910
Italian Amusements Ltd..... 1910
Jaybee Publishing Ltd..... 1910
J. Geo. Rancourt Ltée..... 1910
Jolicœur & Frères Ltée..... 1911
J. Ovila Lauzon Inc..... 1911
La Compagnie Bernard Monpetit & Fils Inc..... 1911
La Compagnie Minière de L'Ungava Limitée..... 1912
La Revue de Granby Inc..... 1912
La Société Gaudreau Ltée..... 1913
Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd.— La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée..... 1913
Laurentide Lake Management Ltd..... 1913
Le Chevreuil..... 1914
Les Appartements St. Martin Ltée..... 1914
Les Associés de Neuve-France..... 1914
Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la province de Québec Inc.— The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc..... 1915
Les Entrepôts Frigorifiques de Charlesbourg Inc..... 1915
Les Immeubles Bouchard Inc..... 1916
Les Industries Château Industries Inc. 1916
Les Industries de Pulpe et Papier de Sherbrooke Inc..... 1916
Les Maisons Soleil Ltée — Sun Homes Ltd..... 1917
Les Produits Brunet Inc..... 1917
Le Tangon Inc..... 1917
Librairie Phil. Dion Limitée..... 1918
Marcel Duquette, Ltée..... 1918
Marché Économique Inc..... 1918
Mashaal Bros. Ltd..... 1919
Maurice Eisenberg Inc..... 1919
Maurice Gosselin Inc..... 1919

Berman & Company Limited..... 1899
Bomar Departmental Stores Ltd..... 1899
Capitol Development Corp..... 1900
Charles Roynon & Company..... 1900
Charlevoix Automobiles Inc..... 1900
Claire Fontaine Investments Corporation Ltd..... 1901
Comeau & Fils Inc..... 1901
Corporation de Pétrole Domestique de Québec..... 1901
Corporation Sales Development Ltd... 1902
Dan Palangio Enterprises Inc..... 1902
Diamond Electric Inc..... 1902
Ebud Inc..... 1903
Édifice des Aigles Inc.— Eagle Building Inc..... 1903
Éditions Presse Libre Inc.— Free Press Publications Inc..... 1903
Édouard Gohier Inc..... 1904
E. Kotler Realty Corp..... 1904
Elbar Investments Limited..... 1904
Équipement Commercial & Professionnel Inc.— Commercial & Professional Supplies Inc..... 1905
Filterlite Industries Ltd..... 1905
Fontbrune Nickel Mines Ltd..... 1905
F. Quévillon Inc..... 1906
Garage Sasseville Ltée..... 1906
Gariépy & Robitaille Limitée..... 1907
Gérard Ouellet Incorporée..... 1907
Giard Construction Co. Ltd..... 1907
Gilrob Inc..... 1908
Harlaw Investments Ltd..... 1908
Harmo Paper Products Inc..... 1908
Hoist & Lift Equipment Co. Ltd..... 1909
Ideal Clothing Co. Ltd..... 1909
Investar Corp..... 1909
Italia Development Inc..... 1910
Italian Amusements Ltd..... 1910
Jaybee Publishing Ltd..... 1910
J. Geo. Rancourt Ltée..... 1910
Jolicœur & Frères Ltée..... 1911
J. Ovila Lauzon Inc..... 1911
La Compagnie Bernard Monpetit & Fils Inc..... 1911
La Compagnie Minière de L'Ungava Limitée..... 1912
La Revue de Granby Inc..... 1912
La Société Gaudreau Ltée..... 1913
Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd.— La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée..... 1913
Laurentide Lake Management Ltd..... 1913
Le Chevreuil..... 1914
Les Appartements St. Martin Ltée..... 1914
Les Associés de Neuve-France..... 1914
Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la province de Québec Inc.— The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc..... 1915
Les Entrepôts Frigorifiques de Charlesbourg Inc..... 1915
Les Immeubles Bouchard Inc..... 1916
Les Industries Château Industries Inc. 1916
Les Industries de Pulpe et Papier de Sherbrooke Inc..... 1916
Les Maisons Soleil Ltée — Sun Homes Ltd..... 1917
Les Produits Brunet Inc..... 1917
Le Tangon Inc..... 1917
Librairie Phil. Dion Limitée..... 1918
Marcel Duquette, Ltée..... 1918
Marché Économique Inc..... 1918
Mashaal Bros. Ltd..... 1919
Maurice Eisenberg Inc..... 1919
Maurice Gosselin Inc..... 1919

Mayman Enterprises Inc.	1920
Mednick Metal Co. Ltd.	1920
Mercier Automobile Limitée	1921
Mexican Potato Chips Inc.	1921
M & J Fur Company	1921
Montreal Dry Wall & Paping Co. Ltd.	1921
Montreal Industrial Sand and Gravel Co. Ltd.	1922
Montsor Limitée	1922
Murray Mining Corporation Limited	1922
O. Couture & Fils Inc.	1923
Panton Realty Corp	1923
Parc-École St-Pierre Apôtre Inc.	1924
P. E. B. Cartage & Express Limited	1924
Pine Hardware and Millwork Ltd.	1924
Portneuf Béton Limitée	1925
Prenevost & Fils Ltée	1925
Prevost Car Inc.	1925
Produits Laurentide Products Inc	1926
Rena Realty & Investment Ltd.	1926
Residential Heating Inc.— Chauffage Résidentiel Inc.	1926
Ricmar Investment Corporation	1927
Riviera Pools Ltd	1927
Samuel Harvey Realties Ltd.	1927
Sept-Iles Ready-Mix Inc	1928
Service des Loisirs Saint-Henri	1928
Shaar Frères Inc	1928
Sherbrooke Development Corp.	1929
South Shore Designs Ltd.	1929
Star Tavern Inc.	1929
St. Michael Holdings Company Limited.	1930
Taverne Pilon Inc.	1930
Thomas Asphalte Limitée	1930
Trousers Inc.	1931
Unipak Service Ltd.	1931
Vic Lumber Ltd.	1931
Waverly Ornamental Works Ltd	1932
Woodrow Industrial Development Corp.	1932

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Global Reinsurance Company	1954

NOMINATION:

Rappaport, Nathan L.	1955

SIÈGES SOCIAUX:

J. Ovila Lauzon Inc.	1955
Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd.—La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée	1955
Montroy Exploration Corporation Limited	1956
Quemont Construction Inc. — Construction Quemont Inc.	1955

SOUMISSIONS:

Grand'Mère, cité	1956
Mont-Joli, ville	1957
St-Cœur-de-Marie, comm. scol. du village	1963
St-Féréol, comm. scol.	1960
St-Jean-Baptiste de Montréal Sud, comm. scol.	1959
St-Vincent-de-Paul, paroisse	1961

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Asconi Orfeo	1964
Gravel, Wilfrid	1964
Lapointe, René	1965

Mayman Enterprises Inc.	1920
Mednick Metal Co. Ltd.	1920
Mercier Automobile Limitée	1921
Mexican Potato Chips Inc.	1921
M & J Fur Company	1921
Montreal Dry Wall & Paping Co. Ltd.	1921
Montreal Industrial Sand and Gravel Co. Ltd.	1922
Montsor Limitée	1922
Murray Mining Corporation Limited	1922
O. Couture & Fils Inc.	1923
Panton Realty Corp	1923
Parc-École St-Pierre Apôtre Inc.	1924
P. E. B. Cartage & Express Limited	1924
Pine Hardware and Millwork Ltd.	1924
Portneuf Béton Limitée	1925
Prenevost & Fils Ltée	1925
Prevost Car Inc.	1925
Produits Laurentide Products Inc	1926
Rena Realty & Investment Ltd.	1926
Residential Heating Inc.— Chauffage Résidentiel Inc.	1926
Ricmar Investment Corporation	1927
Riviera Pools Ltd	1927
Samuel Harvey Realties Ltd.	1927
Sept-Iles Ready-Mix Inc	1928
Service des Loisirs Saint-Henri	1928
Shaar Frères Inc	1928
Sherbrooke Development Corp.	1929
South Shore Designs Ltd.	1929
Star Tavern Inc.	1929
St. Michael Holdings Company Limited.	1930
Taverne Pilon Inc.	1930
Thomas Asphalte Limitée	1930
Trousers Inc.	1931
Unipak Service Ltd.	1931
Vic Lumber Ltd.	1931
Waverly Ornamental Works Ltd	1932
Woodrow Industrial Development Corp.	1932

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Global Reinsurance Company	1954

APPOINTMENT:

Rappaport, Nathan L.	1955

HEAD OFFICES:

J. Ovila Lauzon Inc.	1955
Laurentian Plastics & Chemicals Co. Ltd. — La Compagnie Laurentienne de Produits Plastiques et Chimiques Ltée	1955
Montroy Exploration Corporation Limited	1956
Quemont Construction Inc. — Construction Quemont Inc.	1955

TENDERS:

Grand'Mère, city	1956
Mont-Joli, town	1957
St-Cœur-de-Marie, School Comm. of the village	1963
St-Féréol, School Comm.	1960
St-Jean-Baptiste of Montreal South, School Comm.	1958
St-Vincent-de-Paul, parish	1961

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Asconi Orfeo	1964
Gravel, Wilfrid	1964
Lapointe, René	1965

VENTE PAR LICITATION:

Gimpel vs Bruchesi *et al* 1966

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Fafard vs Meunier 1967

BEAUCE:

Les Prévoyants du Canada Fonds de Pension vs Lessard 1968
Tawell vs St-Hilaire 1967

BEAUHARNOIS:

La Caisse Populaire de Beauharnois vs Groleau 1968

KAMOURASKA:

Paradis vs Deschênes 1969
Sirois vs St-Pierre 1969

MONTRÉAL:

Montreal Kitchen Supply Co. Ltd. vs Dupéré 1970
Montreal Kitchen Supply Co. Ltd. vs Dupéré 1970
St-Amour vs Grassl 1969

QUÉBEC:

Savoie vs Vachon 1971
Supertest Petroleum Corporation Limited vs Jacques Cartier Automobiles Inc. 1971

RIMOUSKI:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Labrie 1972

SAINT-HYACINTHE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lajoie 1972

TÉMISCAMINGUE:

Bourassa, Lorenzo 1972

TERREBONNE:

A. Prud'homme & Fils Limitée vs Gauthier 1973
Laurin vs Desjardins 1973
Laurin vs Desjardins 1973

TROIS-RIVIÈRES:

Laflamme vs Lacerte 1974
Léopold Duplessis Limitée vs Lepage *et vir* 1974

44999-o

SALE BY LICITATION:

Gimpel vs Bruchesi *et al* 1966

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Fafard vs Meunier 1967

BEAUCE:

Les Prévoyants du Canada Fonds de Pension vs Lessard 1968
Tawell vs St-Hilaire 1967

BEAUHARNOIS:

La Caisse Populaire de Beauharnois vs Groleau 1968

KAMOURASKA:

Paradis vs Deschênes 1969
Sirois vs St-Pierre 1969

MONTREAL:

Montreal Kitchen Supply Co. Ltd. vs Dupéré 1970
Montreal Kitchen Supply Co. Ltd. vs Dupéré 1970
St-Amour vs Grassl 1969

QUEBEC:

Savoie vs Vachon 1971
Supertest Petroleum Corporation Limited vs Jacques Cartier Automobiles Inc. 1971

RIMOUSKI:

Quebec Farm Credit Bureau vs Labrie. 1972

SAINT HYACINTHE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Lajoie. 1972

TÉMISCAMINGUE:

Bourassa, Lorenzo 1972

TERREBONNE:

A. Prud'homme & Fils Limitée vs Gauthier 1973
Laurin vs Desjardins 1973
Laurin vs Desjardins 1973

TROIS-RIVIÈRES:

Laflamme vs Lacerte 1974
Léopold Duplessis Limitée vs Lepage *et vir* 1974

44999-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.